









Le Monde

## étranger

EUROPE

## Finlande

## La présidence du Parti du centre fait l'objet d'une compétition serrée

De notre correspondant

Helsinki. — Le Parti du centre, qui tient son cinquante-huitième congrès, du 13 au 15 juin, joue un rôle essentiel en Finlande. Présent dans presque tous les gouvernements, il a exercé une profonde influence, notamment dans le domaine de la politique étrangère, en raison de ses liens privilégiés avec le président Kekkonen, qui issu de cette formation, a été l'architecte de la politique d'amitié avec l'Union soviétique.

Sans le Parti du centre, il est impossible de former un gouvernement bénéficiant d'une large majorité, seule formule vraiment viable dans ce pays. La gauche et la droite se voient toujours contraintes, si elles souhaitent gouverner, de se tourner vers ce parti suffisamment « populaire » pour plaire à la gauche et assez « bourgeois » pour satisfaire la droite.

Il n'est donc pas surprenant que les regards soient tournés vers ce parti à l'approche d'un congrès qui pourra être passionnant. Une note, dont l'issue reste incertaine, s'y livra pour sa présidence entre MM. Paavo Väyrynen, trente-quatre ans, vice-président du parti, ministre des affaires étrangères, appuyé par Papperell, et M. Johannes Virolainen, soixante-six ans, président du parti depuis 1968, président de l'Assemblée nationale.

L'enjeu porte moins sur l'orientation du parti que sur les problèmes chroniques dont il souffre depuis la fin des années 60 : en dépit d'efforts sérieux, il n'est pas parvenu à convaincre suffisamment l'électorat qu'il était devenu une grande formation nationale au service de tous les citoyens. Aux yeux de l'électeur moyen, le Parti du centre est encore perçu, non sans raison (40 % des électeurs centristes sont dans l'agriculture), comme le parti des campagnes, celui qui a été fondé en 1906 par la défense des paysans. Cette image est renforcée par la personne de M. Virolainen, agriculteur et cultivateur de céréales. Ce jeune ministre, pourtant du président de la République, fait partie du groupe de dirigeants étudiants des années 60 qui furent nommés ministres dans les années 70. M. Väyrynen ne manque pas d'insister sur

## Un représentant des nouvelles générations

Jeune effectivement et dynamique, M. Paavo Väyrynen joue du prestige que confère la portefeuille des affaires étrangères en Finlande. Il fait partie de cette nouvelle génération « bien dans sa peau » dans une Finlande urbanisée, moderne et industrielle. Ce jeune ministre, pourtant du président de la République, fait partie du groupe de dirigeants étudiants des années 60 qui furent nommés ministres dans les années 70. M. Väyrynen ne manque pas d'insister sur

séduire les électeurs. Il participe aux débats idéologiques au sein du parti, dont il a inspiré, par exemple, le nouveau programme. En fait, si le Parti du centre est encore marqué par ses origines aux yeux des électeurs, son idéologie est loin d'être démodée. Insistant sur la spiritualité, la qualité de la vie, l'attachement au mode d'existence, les bienfaits de la vie au sein de petites communautés à taille humaine, la décentralisation, il a su s'adapter aux aspirations nouvelles qui découlent de la remise en cause des valeurs matérialistes.

Le Parti du centre pâtit, d'autre part, depuis un an, de la guerre froide que se livre le président de la République et M. Virolainen. Le chef centriste s'est, en effet, attiré les foudres du président pour avoir laissé entendre, dans une interview à un hebdomadaire, que le parti conservateur n'avait pu entrer au gouvernement, en dépit de son succès électoral, pour des raisons relevant de la politique étrangère. En filigrane, cela signifiait que la crainte des réactions de Moscou avait fermé les portes du pouvoir aux conservateurs, argument qui ne fait qu'attiser les thèses sur la « finlandisation ».

Pour beaucoup, l'incertitude de M. Virolainen fut d'avoir dit tout haut ce que l'on pense tout bas. Cette petite guerre a donc paradoxalement accru le capital de sympathie dont bénéficie M. Virolainen dans la population. Ces deux personnalités importantes estiment cependant que M. Väyrynen, expert en politique étrangère, est capable de coopérer avec le président, sans l'homme approprié pour diriger le parti dans les années qui précéderont l'élection présidentielle de 1984.

M. Kekkonen ne se représentera probablement pas, et le candidat le plus en vue est M. Kolviola, social-démocrate et ancien ministre. On estime aussi qu'il ne fait pas repousser le changement de direction du parti au prochain congrès, un an seulement avant les élections législatives de 1983. Toutes ces raisons, souvent exprimées de façon confuse, font qu'une majorité de députés, la majorité des ministres et les grands dignitaires du Parti du centre se sont rangés derrière la candidature de M. Väyrynen.

A suivre cette compétition, qui dure depuis des mois, on se demande où ces animosités politiques « qu'est-ce que M. Virolainen, qui semble bien seul, puise encore les forces pour affronter des adversaires si nombreux. On sait seulement qu'il agit dans les campagnes profondes. Il le fait sans trop de bruit, mais semble tirer sa force de ce contact avec la base de son parti, à laquelle il s'identifie. Beaucoup ont déjà vu le peu de jours, mais seront-ils en nombre suffisant le 14 juin pour l'abattre ?

PAUL PARANT.

## A TRAVERS LE MONDE

## Chine

DES DESORDRES SE SONT PRODUITS récemment à Pékin, lorsque des démolisseurs ont tenté de raser de vieilles habitations afin de permettre la construction d'immeubles. Certains protestataires, pourvu le journal, ont formulé des exigences déraisonnables « pour leur relogement et refusé de déménager, s'opposant délibérément des troubles ». — (A.F.P.)

UN GROUPE CONSTITUTIONNEL DE KAIHUI, dans la province de Henan (Chine centrale), appelé Association anonyme, a été démantelé, indiquant des dissidents de Canton rassemblés autour de la revue non officielle *Bao du peuple*. Le responsable de cette association s'est donné la mort le 26 mai en se jetant sous un train. Ce jeune ministre, pourtant du président de la République, fait partie du groupe de dirigeants étudiants des années 60 qui furent nommés ministres dans les années 70. M. Väyrynen ne manque pas d'insister sur

## Espagne

UNE « PRISON DU PEUPLE » EN GALICIE. — La police a découvert, à Vigo, une « prison du peuple », dans laquelle étaient cachés 50 kilos d'explosifs. A-t-on appris, jeudi 12 juin, de bonne source. Cette découverte est intervenue à la suite d'enquêtes menées après l'explosion manquée, lundi dernier, d'un dépôt centriste d'Orense. M. Gomez Franquero, et grâce aux indications fournies par le chef du com-

mado, M. José Antonio Alcor, arrêté peu après l'explosion manquée, l'ETA politico-militaire a revendiqué cette tentative. — (A.F.P.)

## Etats-Unis

LE SENAT A APPROUVE, LE JEUDI 12 JUIN, PAR 88 VOIX CONTRE 34, le projet de retour au système de recensement des jeunes en vue d'un éventuel appel sous les drapeaux. A l'issue de sept jours de débats et de manœuvres d'obstruction, les sénateurs ont décidé, comme le demandait M. Carter, de débiter 13,3 millions de dollars pour renouveler les opérations de recensement. Celles-ci pourraient commencer au début du mois prochain et ne concerneront, pour l'instant, que quatre millions de jeunes gens de dix-neuf et vingt ans. M. Carter avait demandé la reprise des opérations de recensement des jeunes en vue d'une éventuelle remise en vigueur du service militaire, suspendu depuis 1973, dans son message sur l'état de l'Union en janvier dernier. — (A.F.P.)

## Irlande du Nord

L'EXPLOSION D'UNE VOITURE PIÈGE a gravement endommagé quelque vingt-cinq maisons et plusieurs magasins, jeudi 13 juin, à Markethill, dans le sud de l'Irlande. La responsabilité de l'attentat, commis dans un quartier protestant, et qui n'a pas fait de victimes, malgré la violence de la déflagration, est attribuée à l'IRA provisoire. — (A.F.P.)

## Pologne

## Le responsable des éditions clandestines « Nowa » est condamné à un an et demi de prison avec sursis

De notre correspondant en Europe centrale

Varsovie. — Un président qui non seulement n'interrompt pas l'accusé mais le laisse réquérir contre le régime. Une salle à laquelle les correspondants étrangers et les opposants ont accédé. Un verdict — un an et demi de prison — infligé, compte tenu du « délit », mais assorti d'un sursis : on était loin, jeudi 12 juin, devant le tribunal de première instance de Varsovie des procès politiques de Moscou ou de Prague.

Cela aussi des pratiques usuelles des sociétés totalitaires, même si l'affaire — diffusion de l'ouvrage lité- raire interdit par la censure — en relevait.

Il est vrai que le principal accusé, M. Mirosław Chojecki, directeur d'une édition clandestine, *Nowa*, a, pour lui, une notoriété protectrice. Il n'était pas question de le condamner à la prison, comme deux autres opposants, l'ouvrier Edmund Zdrozinski (trois ans ferme) et de paysan Jan Kozłowski (deux ans ferme) l'ont été récemment en province. Mirosław Chojecki, lui, a comparu libre, parce que, après un mois et demi de prison et un mois de grève de la faim, il avait été remis en liberté, grâce à l'action conjuguée des groupes contestataires, des milieux littéraires et de l'Eglise (le *Monde* daté 13-14 mai).

Il était accusé à la fois de vol (celui d'un duplicateur promis à la femme, que deux ouvriers lui ont fait remettre) et d'incitation de fonctionnaires à un acte criminel (l'impression de l'ouvrage). Vite comme sept de ses collègues, cinquante ans venus le soutenir, d'un tee-shirt imprimé au nom de *Nowa*, il a plaidé non coupable : « Il s'agit d'un procès politique contre la dissidence et, en particulier, contre *Nowa* », a-t-il dit, en rappelant que depuis qu'il a commencé ses activités d'édition, son appartement a été perquisitionné dix-sept fois. Fais il a contre-attaqué, citant une longue liste d'écrivains — d'Orwell à Grass, interdits en Pologne ; il a accusé (« Il existe une volonté politique délibérée de nous arracher notre histoire »), et blasphémé en pleine cour : peu de choses, a-t-il proclamé, ont été officiellement publiées sur le créateur, en 1918, de la Pologne indépendante. Josef Piłsudski, qui avait battu les Russes. Rien ne l'a été sur les officiers polonais tués par les Russes, à Katyn, et, pendant la dernière guerre, rien non plus sur le sort des Polonais en Union soviétique.

Vivement applaudi, Mirosław Chojecki a conclu en remarquant que le meilleur moyen de supprimer les éditions clandestines serait de supprimer la censure : « *Nowa*, d'ailleurs, nous voulons briser le monopole d'Etat sur la culture et faire savoir qu'il existe dans notre pays des personnes, et des écrivains qui veulent dire et écrire ce qu'ils pensent réellement. »

M. Grzesiak, ouvrier et collaborateur de *Nowa*, qui a reconnu avoir pris possession du duplicateur lité- raire, a été condamné, lui aussi, à dix-huit mois avec sursis et 15 000 zlotys d'amende (1). Les deux autres accusés, deux salariés d'une imprimerie officielle, ont reconnu avoir réalisé contre argent sept cents copies de deux livres. Il leur a été infligé un an de prison avec sursis et 10 000 zlotys d'amende.

(1) 1 franc = 7 zlotys.

## Union soviétique

## UNE GRÈVE A PROVOQUÉ LA FERMETURE PENDANT DEUX JOURS DE L'USINE D'AUTOMOBILES DE TOGUATI

Les ouvriers de l'importante usine automobile de Tougiati, ville de la Volga située à un millier de kilomètres environ à l'est de Moscou, ont fait une grève de deux jours le mois dernier, selon le « *Financial Times* ». Le correspondant du quotidien britannique à Moscou rapporte que la grève avait provoqué la fermeture de l'usine, qui produit sept cent mille voitures chaque année et fait travailler plus de cent cinquante mille personnes. Ce mouvement avait pour objet de protester contre les conditions de travail et le manque de nourriture et de vêtements. Les ouvriers de Tougiati n'ont repris le travail qu'après que les dirigeants de la ville ont obtenu des suppléments de vivres et de vêtements des réserves de l'Etat.

## Pays-Bas

## Devant le tribunal de Rotterdam Le procureur a requis une peine de vingt ans de prison contre M. Pieter Menten

De notre correspondant

Amsterdam. — Le procureur du tribunal de Rotterdam a requis, le jeudi 12 juin, une peine de vingt ans de prison contre M. Pieter Menten, le riche collectionneur d'art néerlandais, accusé de complicité dans le meurtre de plus de vingt personnes en juillet 1941 en Pologne. C'est, à ce jour, la peine la plus sévère requise contre M. Menten, âgé de quatre-vingt-un ans, et qui proteste de son innocence depuis bientôt cinq ans.

En plus de la peine de prison, le procureur a exigé que l'accusé paie « une amende symbolique » de 100 000 florins (1) et que sa collection de tableaux, estimée à une valeur de 20 millions de florins, soit confisquée. « Toutes les déclarations des témoins ont suffisamment démontré que M. Menten a bel et bien assisté aux exécutions au village de Podhorocze », a déclaré le procureur.

Ainsi s'achève un des nombreux

## La réouverture du dossier

C'est au tribunal de La Haye que fut ensuite confiée l'affaire Menten. A la stupéfaction générale, ce tribunal jugea que M. Menten bénéficiait de garanties antérieures, données par un ancien ministre de la Justice, qui lui assurèrent un non-jugement permanent. Une nouvelle fois, le conseil supérieur intervint pour casser la décision du tribunal de La Haye.

Celui de Rotterdam reprit l'affaire, mais devait bientôt décider que l'accusé n'était plus en possession de ses facultés intellectuelles. Une troisième fois, le conseil supérieur intervint et demanda au tribunal de Rotterdam de rouvrir le dossier. Après la réouverture de jeudi, qui a duré plus de deux heures, le jugement est attendu le 7 juillet prochain, trente-neuf ans exactement après la date à laquelle M. Pieter Menten se serait rendu complice de ces crimes en collaboration avec les nazis et avec des membres de la milice allemande en Pologne occupée.

Lors de la dernière session du tribunal de Rotterdam, M. Menten a principalement fondé sa défense sur l'affirmation selon laquelle c'était son frère, Dirk, ancien collaborateur des nazis, lui aussi, qui avait assisté aux massacres en Pologne. M. Dirk Menten avait temporairement quitté sa résidence de la Côte d'Azur pour venir rejeter les accusations de son frère devant le tribunal de Rotterdam.

RENÉ TER STEEGE.

(1) Le cours actuel du florin est d'environ 2,12 F.

## Italie

## LE PARLEMENT REPRENDRAIT L'ENQUÊTE SUR L'ATTITUDE DE M. COSSIGA DANS L'AFFAIRE DONAT-CATTIN

(De notre correspondant.)

Rome. — Le sénat des *Giuristi* italiens interdit aux communistes de faire tomber le gouvernement de M. Francesco Cossiga. Mais il n'est pas parvenu à harceler le président du conseil au sujet de l'affaire Donat-Cattin. Jeudi 12 juin, il ont recueilli les signatures nécessaires pour que le Parlement ouvre la dossier. Aux députés et sénateurs du P.C.I. se sont joints les libéraux, l'extrême gauche et l'extrême droite, la gauche indépendante, plusieurs radicaux et deux socialistes : au total trois cent quarante-sept parlementaires (sur cent cinquante-deux), soit davantage que la tiers majorité. Les Chambres devront donc examiner elles-mêmes les accusations portées contre le chef du gouvernement : « Complicité personnelle et violation du secret judiciaire ».

M. Cossiga est soupçonné d'avoir favorisé indirectement la fuite d'un terroriste présumé, Marco Donat-Cattin, le fils du secrétaire général adjoint de la démocratie chrétienne, en laissant entendre à ce dernier que la police était sur une piste erronée. A la demande des magistrats turinois, la commission d'enquête parlementaire examine l'affaire mais décide de la classer, faute d'indices suffisants.

C'est donc le Parlement dans son ensemble qui, maintenant, va rouvrir le dossier. Il aura le choix entre trois solutions : démettre M. Cossiga devant la Cour constitutionnelle, réclamer un supplément d'investiture, ou classer définitivement l'affaire.

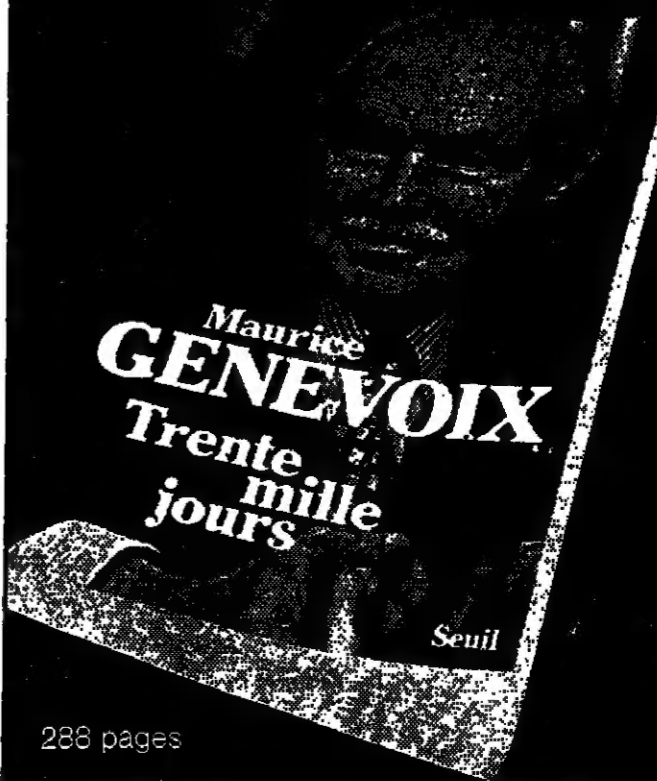
Mais les convocations des Chambres peuvent demander plusieurs mois. D'ici là, beaucoup pensent qu'il y aura des élections. L'affaire Cossiga semble devoir s'éteindre d'elle-même, si ce n'est déjà fait.

R. S.

SEUIL  
On ne pouvait espérer plus émouvante et fidèle autobiographie.

Jérôme Garcin  
Les Nouvelles Littéraires

Maurice Genevoix  
de l'Académie française  
Trente mille jours



288 pages



# DIPLOMATIE

## Le conseil européen de Venise

(Suite de la première page.)

Nous ne sommes pas à la veille d'une réunification des Neuf visant à modifier la résolution 242 des Nations unies (celle-ci ne considère les Palestiniens que comme des réfugiés) et non pas comme un peuple.

En ce qui concerne l'O.L.P., le document des Neuf mentionnerait son droit à l'autodétermination mais n'évoquerait pas la question d'un Etat palestinien. Le texte précisait que les Palestiniens devraient bénéficier de toutes les conséquences de ce droit sans être davantage explicité.

Plusieurs points étaient acquis, en revanche, dès jeudi : la réaffirmation du droit d'Israël à l'existence dans des frontières sûres et reconnues ; une référence prudente à la situation de Camp David et la mention de garanties internationales, notamment américaines et soviétiques, à tout accord global entre Israël et ses voisins arabes. Dans leur résolution, les Neuf proposent également d'offrir des « garanties contraignantes » à un règlement juste et durable, y compris sur le terrain. Il s'agit là d'une idée française.

Le conseil européen devrait aussi approuver une déclaration exprimant la volonté des Neuf de relancer le dialogue euro-arabe en soulignant depuis que, à la suite des accords de Camp David, la Ligue arabe a quitté le Caire et que l'Egypte ne participe pas à ses travaux. Cette relance, surtout si elle débouche sur une réunion au niveau ministériel, permettrait aux Neuf de manifester une certaine bonne volonté à l'égard de l'O.L.P. ; ses représentants ont en effet débouché sur la délégation arabe. Si une session venait à être organisée au niveau ministériel, la première du genre, car, jusqu'ici, les Neuf se sont toujours

opposés à ce que le dialogue quitte le terrain technique. — Les Palestiniens auraient la possibilité, face aux Européens d'exprimer leur point de vue sur le conflit du Proche-Orient.

La rédaction de la résolution sur l'Afghanistan a demandé infiniment moins d'efforts. Ce texte fait état de la « profonde inquiétude » du conseil européen devant l'extension des opérations militaires conduites par les troupes soviétiques en Afghanistan. Après avoir évoqué l'ac-

centuation « des souffrances de la population afghane » et « le caractère authentiquement national de la résistance de tout un peuple », les Neuf affirment que la poursuite de cette politique menace de compromettre durablement le climat international. Ils insistent sur la nécessité de « dégager sans délai les otages », une solution qui assurerait le retrait des forces soviétiques et le libre exercice par le peuple afghan de son droit à déterminer son destin.

### Une déclaration sur l'Afghanistan

Représentant le texte d'une déclaration adoptée au sommet européen de Luxembourg en avril, les Neuf proposent de nouveau que l'Afghanistan soit placé à l'extérieur de la Communauté, en raison de sa position traditionnelle d'Etat neutre et non aligné. En conclusion, cette déclaration approuve la création par les conférences des Etats islamiques d'un comité spécial chargé d'étudier une solution acceptable au drame afghan.

La préparation du sommet économique, qui rassemblera les chefs d'Etat et de gouvernement des principaux pays industrialisés non communistes les 22 et 23 juin, à Venise, a donné l'occasion aux Neuf de regretter les nouvelles augmentations du prix du pétrole décidées par l'O.P.E.P. à Alger. M. Giscard d'Estaing a qualifié d'« injustifiées » les hausses répétées des derniers mois. Une déclaration sur l'énergie sera publiée par le conseil européen, les 22 et 23 juin, qui réaffirmera leur volonté de réduire leurs dépenses extérieures et, pour ce faire, de développer leurs sources alternatives d'énergie, au premier rang desquelles le nucléaire. Sans doute, il n'y aura pas, au prochain sommet

économique de Venise, d'initiatives, de propositions nouvelles présentées par les pays de la C.E.E. aux Etats-Unis, au Canada et au Japon.

A l'occasion de l'échange de vues sur la situation économique dans la Communauté, le chancelier Schmidt a souligné qu'il estimait nécessaire que soit émise une réforme des mécanismes financiers de la C.E.E. La réduction de la « contribution nette » du Royaume-Uni au budget européen, décidée le 30 mai après une année de conflit, va entraîner un transfert de charges substantiel pour l'Allemagne (alors d'ailleurs que pour la France). L'effort financier consenti par la République fédérale en faveur de la C.E.E. ne peut augmenter indéfiniment, a expliqué le chancelier. A partir du moment où un pays membre, le Royaume-Uni, edge que sa contribution soit plafonnée et que, par conséquent, les règles financières actuelles de la C.E.E. ne peuvent plus jouer normalement, il devient raisonnable d'envisager, comme co-réponse, un plafonnement des bénéfices nets que retirent plusieurs Etats membres (l'Italie et les petits pays) du budget européen.

### Vers l'abandon des prix agricoles communs ?

« Tousjours en vue de réduire le budget européen et par là même d'alléger le poids qui représente pour l'Allemagne, le chancelier Schmidt a souligné que, si la politique agricole commune est étudiée, une révision de la politique agricole commune, il s'agit d'interroger notamment sur l'opportunité de maintenir un système de prix agricoles communs alors que les taux d'inflation divergent fortement d'un pays membre à l'autre. Les amendements du chancelier Schmidt ont eu un grand succès, une portée considérable. Dans l'esprit des Allemands, cet ensemble de réformes devrait être prêt pour 1981. Mme Thiebaert, en tête à tête durant un quart d'heure avant que ne commence la réunion, a semblé-t-il, approuver de fait, mais en silence, le projet de Schmidt. « Nous ne sommes pas du tout hostiles », a commenté M. Biot, porte-parole de l'Elysée, à ce qu'une réforme des mécanismes financiers européens, pouvant conduire à une limitation des aides positives de certains Etats membres (c'est-à-dire en fait à une solidarité financière limitée), soit étudiée. M. Biot a rappelé que M. Giscard d'Estaing s'était prononcé dans ce sens lors du conseil européen de Luxembourg.

Cependant, le président de la République n'a pas saisi la balle au bond. Il n'a pas commenté les propos de M. Schmidt. Apparemment, il considère que le moment n'est pas approprié pour commencer à débattre d'une vaste réorganisation de la Communauté. De fait, mises à part les considérations électorales, il est certain qu'il n'est guère possible de mettre une telle réforme sur la table sans une préparation approfondie. Or, cette réflexion n'a pas eu lieu.

M. Giscard d'Estaing, pour qui ce conseil européen devait être principalement consacré aux grands problèmes de politique internationale, n'avait pas l'intention d'aborder le problème de la réorganisation de la Communauté. Il considère que la position française est claire. Mais il était, bien sûr, disposé à répondre à d'éventuelles questions.

Qui succèdera le 1<sup>er</sup> janvier à M. Jenkins à la tête de la Commission européenne ? La question a été évoquée jeudi, lors du déjeuner Schmidt-Giscard.

L'essentiel des discussions de la matinée du 13 juin a été consacré à la démission de M. Giscard d'Estaing. Les Neuf ont admis que le nouveau président devrait être une personnalité du Benelux, mais la démission de M. Giscard d'Estaing, l'actuel ministre des affaires étrangères du Luxembourg, n'a pas rallié tous les suffrages, y compris — en dépit des promesses faites — au sein du Benelux. Les Neuf ont, en effet, plus ou moins formellement, ont suggéré le nom de M. Davignon, l'actuel commissaire européen à la politique industrielle. Au moins deux pays membres, la France et l'Allemagne, ont donné leur préférence à cette dernière candidature. Devant les tiraillements ainsi constatés, le Conseil européen semblait s'orienter vers un accord sur la désignation du successeur de M. Jenkins.

JACQUES AMALRIC et PHILIPPE LEMAÎTRE

# AFRIQUE

## Côte-d'Ivoire

### M. Houphouët-Boigny annonce une série d'élections pour « remettre la démocratie sur les rails »

De notre correspondant

Dakar. — A l'occasion du dix-neuvième anniversaire de l'indépendance ivoirienne, le président Houphouët-Boigny a annoncé, le 6 décembre 1979, « le changement dans la stabilité ». Pour mettre un terme à des rumeurs persistantes, il avait toutefois manifesté son « intention de rester à son poste, tant que le pays lui ferait confiance et que sa santé le lui permettrait ». « Notre peuple avait-il dit, est devenu majeur. Il nous faut, sans heurt, décentraiser les responsabilités politiques et faire confiance au peuple dans le libre choix de ses représentants à tous les niveaux ».

Parlant le jeudi 12 juin devant le conseil national du parti démocratique de Côte d'Ivoire (P.D.C.I.), élargi pour la circonstance aux membres du gouvernement et des assemblées, aux principaux responsables de l'administration, aux officiers supérieurs de l'armée, aux représentants des partenaires sociaux, M. Houphouët-Boigny a rendu publiques les mesures d'urgence arrêtées ces derniers jours par le bureau politique du parti unique.

Son discours a exprimé la volonté de remettre radicalement en cause le pouvoir et les privilèges de la bourgeoisie bureaucratique qui a accaparé à son profit à peu près tous les postes-clés de la vie nationale au point

de menacer gravement le régime. Le président Houphouët-Boigny entend opérer un retour aux sources en faisant appel à la jeunesse scolarisée et surtout aux masses rurales.

« La Côte-d'Ivoire, qui est en avance sur le plan économique et social par rapport à la plupart des autres pays africains et qui était à la fois à la pointe du combat pour la liberté, a-t-il déclaré, a pris du retard sur le plan de la démocratie (...). Il nous faut remplacer le train de la démocratie sur ses rails ».

En prévision du prochain conseil national du parti, prévu en septembre à Abidjan et qui sera précédé d'un « pré-congrès » à Yamoussoukro, des comités de village vont être élus libres dans le mois prochain. Ils désigneront ensuite les responsables des sous-sections du parti, lesquels présenteront à un renouvellement des instances supérieures.

### Plus de liste unique

Avant le 7 décembre, vingtième anniversaire de l'indépendance, seront organisées, dans des conditions identiques, des élections législatives et présidentielles. Les premières se dérouleront dans chaque département, selon un scrutin à deux tours, et il n'y aura donc plus de liste nationale unique présentée par le parti unique. Le mode de scrutin sera porté à deux tours, et il n'y aura donc plus de liste nationale unique présentée par le parti unique. Le mode de scrutin sera porté à deux tours, et il n'y aura donc plus de liste nationale unique présentée par le parti unique.

Quant à l'élection présidentielle, à propos de laquelle le chef de l'Etat n'a rien dit de nouveau, on peut supposer qu'un candidat ne sera opposé au président sortant. La question de l'institution éventuelle d'une vice-présidence, qui impliquerait une révision de la Constitution, n'a pas

été davantage évoquée. A une date ultérieure, enfin, des élections municipales seront organisées dans les principales villes du pays.

En ce qui concerne les sociétés d'Etat, le président a déclaré, sans ambages : « Ces sociétés d'Etat ont été largement responsables de la situation catastrophique dans laquelle se trouvent actuellement les finances de l'Etat. Leur déficit allait de 600 millions de francs C.F.A. pour les uns à près de 16 milliards pour les autres ».

Sur trente-cinq sociétés d'Etat qui entraient encore à ce jour (une demi-douzaine ont déjà été dissoutes depuis deux ans), sept seulement vont être maintenues, tandis que seize vont être supprimées et deux transformées en sociétés d'économie mixte ou, tout au moins, en sociétés publiques à caractère industriel et commercial. Des milliers de cadres et d'employés, placés là les années antérieures beaucoup plus grâce à leurs compétences qu'à leur âge, vont perdre leur situation.

Ces décisions font suite à d'autres tout aussi révélatrices d'une volonté de remise en ordre (renouveau) des finances de l'Etat, d'une douzaine de grands projets d'infrastructure qui n'étaient pas d'une utilité immédiate (le Monde du 16 mai), telles que dans le sens des recommandations formulées de façon pressante par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale qui jugeaient que l'économie ivoirienne était « surchauffée » et qu'il fallait donc marquer un palier pour mieux digérer l'aide avant de repartir.

En dépit des erreurs de gestion commises, reconnues aujourd'hui, les difficultés auxquelles est confrontée depuis quelques mois l'économie ivoirienne, dans l'attente de la mise en exploitation de ressources pétrolières qui s'annoncent prometteuses, trouvent également leur origine dans le marasme, depuis deux ans, des marchés extérieurs, qui ont démentement encore, malgré d'importantes efforts de diversification, les deux principales ressources du pays.

PIERRE BIARNES.

## Les problèmes intérieurs de la Communauté ne doivent pas entraver son élargissement

nous déclare le ministre portugais des affaires étrangères

De notre correspondant

Lisbonne. — Nous revenant à la vue de la conclusion du conseil européen de Venise, M. Diogo Freitas do Amaral, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères du Portugal, nous a dit attendre de cette réunion « un élargissement positif à notre égard de la part de la France ». Les Etats membres de la C.E.E. doivent, selon lui, parvenir à la conclusion qu'il n'est pas que les problèmes intérieurs de la Communauté entravent son élargissement.

Le ministre a précisé aussi que, selon les explications officielles fournies par Paris, « les propos de M. Giscard d'Estaing sur l'élargissement ne visent pas à une interruption des négociations. Pour le président français, il s'agit plutôt d'amener les pays de la C.E.E. à réfléchir ensemble sur les problèmes existant au sein des Neuf avant l'entrée de nouveaux membres. Nous espérons que cette réflexion ne s'exprimera pas et que les négociations pourront être poursuivies dans les délais initialement prévus ». M. Freitas do Amaral espère à cet égard que les discussions qui ont lieu à Paris depuis juillet à l'occasion de la visite du premier ministre portugais, M. Sá Carneiro, permettront de concilier les intérêts des deux pays. « Dans le cas contraire, ajoute-t-il, nous serions obligés de recourir beaucoup de choses et de prendre toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde des intérêts du Portugal ».

Le ministre se refuse à interpréter les déclarations de M. Giscard d'Estaing sur le plan de la politique intérieure française. Il précise toutefois : « Les Français n'ont rien à nous proposer de la part du Portugal dans le cadre du Marché commun. En particulier les agriculteurs du Midi : la dimension et la structure des cultures du Portugal ne sont pas de nature à susciter des problèmes graves de concurrence. La spécificité du cas du Portugal, dans le contexte des candidats à l'adhésion, n'est probablement pas suffisamment connue. Un effort

d'élargissement s'impose dans ce domaine. Il ne faut pas non plus négliger les objectifs politiques de la demande portugaise entrainée par l'adhésion à la démocratie au Portugal. Aucun pays de la C.E.E. ne peut, en effet, se permettre d'encourager la responsabilité ».

Interrogé sur les déclarations optimistes de M. Sá Carneiro, pour qui la période de transition ne devrait pas dépasser cinq ans, le ministre a répondu : « Le Portugal ne peut pas se permettre de retarder la libre circulation des travailleurs devraient s'appliquer aussitôt après la signature. M. Freitas do Amaral répond : « C'est tout simplement un point de départ pour les négociations. Mais l'optimum ne coïncide pas toujours avec le possible. De notre point de vue, il faut clore entre deux philosophies : l'une, qui part du retard économique du pays et qui exigerait des périodes de transition les plus longues ; l'autre, qui tient compte de la situation des Portugais et qui recommande l'adoption de périodes courtes. Vus à distance, les problèmes ne mobilisent pas le même degré de sensibilité. La dernière heure pour faire face aux problèmes. Aussi sommes-nous plutôt favorables à l'adoption de périodes courtes, mais probablement pour l'agriculture ».

Enfin, le ministre confirme son opposition à toute « globalisation » des candidatures espagnole et portugaise : « Le Portugal et l'Espagne sont deux pays différents. Le degré de développement de leurs économies n'est pas le même, et l'Espagne n'a pas subi les perturbations structurelles que le Portugal a connues à la suite de sa révolution. Considérer les deux pays ensemble n'a donc pas de sens. Cela ne signifie pourtant pas que l'adhésion de l'Espagne serait adossée en même temps, nous ne verrions aucun inconvénient à leur adhésion simultanée. Mais les éventuels problèmes que l'adhésion de l'Espagne pose doivent pas nous affecter : la date de l'adhésion du Portugal ne doit pas être conditionnée par l'adhésion de l'Espagne ».

Propos recueillis par JOSÉ REBELO.

### PAN

HAUTE FIDÉLITÉ

VOUS PROPOSE

-15% à 30%

SUR LES PRIX

AFFICHÉS

MATERIEL HI FI - TELE

ET MAGNÉTOSCOPES

D'EXPOSITION

11 RUE JACOB PARIS (6<sup>e</sup>)

## République Sud-Africaine

### LE PARLEMENT ÉTUDIE LE TRANSFERT DE LA PROTECTION DES INSTALLATIONS « STRATÉGIQUES » À L'ARMÉE.

Un projet de loi accordant au ministère sud-africain de la défense de larges pouvoirs pour assurer la sécurité des installations « stratégiques » a été déposé, jeudi 13 juin, devant le Parlement du Cap, dix jours après les attentats contre des installations pétrolières (le Monde du 4 juin), que le ministre de la Défense, M. Botes, a permis à l'armée d'assurer elle-même, à la discrétion du ministre de la Défense, la sécurité de ces installations, et la mise en œuvre de nouveaux pouvoirs pour les arrestations, la fouille et l'usage d'armes à feu.

Le projet de loi permet au ministre de la Défense de proclamer tout endroit « point de défense nationale » et de donner au propriétaire des règles de sécurité à respecter. Une amende de 20 000 rands (20 000 dollars), à laquelle peuvent s'ajouter des poursuites pénales, peut être imposée pour non-respect de ces règles.

D'autre part, nous signalons notre correspondant à Johannesburg, M. Joseph Churba, conseiller de l'ancien ministre de la Défense, M. Ronald Reagan, s'est déclaré favorable à une levée inconditionnelle de l'embargo sur les ventes d'armes à l'apartheid. M. Churba, invité par le gouvernement sud-africain, a notamment suggéré que les Etats-Unis élargissent le cadre de la lutte contre les armes à feu à la législation pour l'élection présidentielle et également président du Centre pour la sécurité internationale à Washington.

A New-York, enfin, le Conseil de sécurité des Nations unies a repris, jeudi, ses débats sur l'Afrique du Sud. Le projet de résolution, qui vise à éliminer l'apartheid, a été adopté à l'unanimité.

Le texte ne réclame pas de nouvelles sanctions, mais demande à tous les Etats, d'une part, « de s'abstenir de nouvelles actions pouvant saper l'embargo pétrolier imposé par l'O.P.E.P. et autres principaux producteurs de pétrole », et, d'autre part, « d'observer scrupuleusement l'embargo sur la fourniture d'armes dictée par le Conseil de sécurité en 1977 ».

## Le Monde DE L'ÉDUCATION

numéro de juin

Malentendu à Dijon :

l'université et les industries

agro-alimentaires

TOUT SUR LE BAC

Les atlas au banc d'essai

En vente partout : 7 francs

## Algérie

### Cent cinquante techniciens français de Renault doivent répondre d'infractions à la législation sur les changes

De notre correspondant

Alger. — Trois techniciens de Renault-Véhicules Industriels, deux Français, MM. Ange-Claude Natividad et Michel Junier, et un Espagnol, M. José Segura, sont incarcérés, depuis la fin du mois de novembre 1979, à la prison centrale d'El-Harouch, près d'Alger. Inculpés d'infraction à la législation des changes, ils pourraient être présentés à la session d'octobre de la section économique du tribunal ordinaire d'Alger (cour d'assises). Ils encourrent de lourdes peines de prison. Quelques cent cinquante de leurs collègues du complexe R.V.I. de la Sonacom, à Roubaix, à une trentaine de kilomètres à l'est de la capitale, sont également impliqués et devront payer des amendes, dont le montant est actuellement négocié par leurs avocats.

Le scandale, qui vient d'être rendu public à la suite de révélations faites par le syndicat C.G.T. de Vénissieux, constitue pour la direction de Renault un coup d'autant plus dur qu'il affecte une installation qui fait figure pour la firme de « vitrine pour le tiers-monde ».

La scandale, qui vient d'être rendu public à la suite de révélations faites par le syndicat C.G.T. de Vénissieux, constitue pour la direction de Renault un coup d'autant plus dur qu'il affecte une installation qui fait figure pour la firme de « vitrine pour le tiers-monde ».

La plupart des quelque deux cents cadres et techniciens français travaillant à Roubaix durant deux ans, durée moyenne du contrat, sont surtout soucieux d'améliorer leurs revenus et de réaliser quelques économies. La plus grande partie de leur salaire étant versée en France, nombre d'entre eux se sont très vite rendus compte qu'ils pouvaient granger quelques profits supplémentaires en changeant leurs francs « au noir ».

Officiellement, le dinar, inconvertible à l'étranger, vaut 120 F. Les Algériens veulent se rendre à l'étranger ne peuvent acquiescer des devises que dans la limite de 300 dinars (au maximum 300 francs). Pour se procurer un supplément de devises, ils peuvent s'entendre avec un travailleur émigré ou avec un étranger sur la base de 1 franc pour 25 dinars. L'opération ne laisse, en principe, aucune trace : les dinars sont versés en Algérie de la main à la main et les francs en France dans

le cadre d'une opération dite de « compensation ».

A Roubaix, M. Natividad aurait commencé au début de 1978 à « rendre service » à titre individuel, puis, devant l'ampleur de la demande, aurait fini par constituer une véritable « banque » avec MM. Junier et Segura : quelque 1 700 000 francs auraient ainsi été changés illégalement à des taux allant de 120 dinar à 170 dinar pour 1 franc. Pour se fournir en dinars, les trafiquants ont même eu recours à des baillieux de fonds, MM. Hassan Djamel et Aïssa Benhamou, qui ont été eux-mêmes arrêtés. C'est en voulant entrer en relation avec un troisième « financier » algérien que les trois « banquiers » ont été arrêtés, deux d'entre eux étant pris en flagrant délit.

Les autorités algériennes n'ont pas voulu exploiter cette affaire et ont gardé le silence sur ces arrestations. Le fait est d'autant plus remarquable que depuis plusieurs mois la coopération étrangère est vivement mise en cause dans les colonnes de la presse nationale.

L'instruction a été menée d'une façon parfaitement régulière et sa longueur n'a rien de surprenant étant donné la complexité de l'affaire et le nombre des personnes impliquées : environ deux cents, dont cent cinquante pour Renault. Les inculpés sont détenus dans des conditions normales et les services consulaires qui leur rendent régulièrement visite peuvent s'assurer de leur bonne condition physique.

La direction de Renault-Véhicules Industriels tente de garder à l'égard de cette affaire ses distances et dément catégoriquement les allégations des syndicats, selon lesquelles elle aurait fermé les yeux sur le trafic. Il est de fait que les salariés signaient avant de partir en Algérie un engagement de respecter la législation algérienne, et notamment les dispositions concernant la réglementation des changes. Mais il est vrai aussi que le trafic se déroulait à l'insu, au vu et au su de tout le monde, y compris des cadres supérieurs.

DANIEL JUNQUA

## La violence des affrontements et extrémistes religieux acc...

Un déchaînement de passion... Les affrontements... La violence des affrontements et extrémistes religieux acc...

**IRLANDE**  
PARIS-DUBLIN  
790<sup>h</sup>

**IRLANDE**  
PARIS-DUBLIN  
790<sup>h</sup>







## PROCHE-ORIENT

### Israël

#### Le nombre des émigrants dépasserait désormais celui des immigrants

De notre correspondant

Jérusalem. — En expliquant les motifs de sa démission, le ministre de la Défense, M. Moshe Dayan, a souligné récemment que la société israélienne vivait en état de « dépression », qui se manifestait notamment par l'accroissement de l'émigration. Selon lui, le nombre des Israéliens quittant le pays dépasse désormais celui des immigrants. Cette évaluation est officiellement contestée.

Toutefois, M. Dayan a fait savoir à la Knesset qu'une commission allait être chargée d'étudier les causes de ce phénomène, qui était

déjà jugé très inquiétant après le départ de la « terre » que fut pour les Israéliens la guerre de Kippour. Il est vrai que les statistiques sont difficiles à établir parce qu'une partie de la population israélienne est très « mouvante » et qu'il faut attendre longtemps avant de savoir si une personne vivant à l'étranger ne reviendra plus au pays. Mais le vice-président du groupe parlementaire travailliste, M. Uri Baran, a révélé qu'actuellement plus de vingt mille jeunes quittaient chaque année Israël. Il a précisé qu'il s'agissait évidemment d'autant de réserves en moins pour l'armée et d'une perte importante pour l'économie nationale dans la mesure où la plupart de ces émigrants étaient hautement qualifiés.

La comparaison avec les chiffres de l'immigration montre la gravité de cette « hémorragie ». En 1979, on a compté trente-sept mille nouveaux immigrants, mais il s'agissait d'une année exceptionnelle au cours de laquelle le nombre des Juifs autorisés à quitter l'U.R.S.S. n'avait jamais été aussi grand. En 1978, il n'y avait eu que vingt-cinq mille nouveaux immigrants.

D'autre part, ces données doivent être corrigées par les indications d'une enquête récente faite par un institut de recherche économique, qui montrent qu'un tiers des immigrants repartent au cours des trois premières années. Les principales raisons de ces départs sont le manque d'emploi correspondant aux compétences des nouveaux venus et la pénurie de logements. La crise économique et les risques de chômage reconstruits par le ministère du travail ne peuvent que renforcer cette tendance.

Il convient de rappeler, en outre, que l'on estime au moins à trois cent cinquante mille le nombre des citoyens israéliens installés aux États-Unis et que, en 1979, un tiers des Juifs ayant quitté l'U.R.S.S. — avec un visa pour Israël — ont pu se rendre aux États-Unis où dans un autre pays occidental.

FRANÇOIS CORNU.

### DES MANŒUVRES AÉRIENNES AMÉRICANO-ÉGYPTIENNES AURONT LIEU EN JUILLET DANS LA RÉGION DU GOLFE

Washington (A.F.P.). — Des avions américains participeront en juillet à des manœuvres conjointes avec l'armée de l'air égyptienne dans la région du Golfe, a-t-on appris jeudi 12 juin, de source proche du Pentagone.

Une escadille de chasseurs F-4 (douze appareils) arrivera à la base militaire américaine du Caire, au début de juillet, pour une période d'entraînement de plusieurs semaines. Ces appareils, qui se rendront en Égypte sans escale en étant ravitaillés en vol, seront accompagnés de plusieurs avions de transport C-141. Ces énormes quadrimoteurs transporteront tout un équipement pour fabriquer une place une petite base opérationnelle comprenant des hangars et des logements pour les pilotes et les mécaniciens.

La mission, estime-t-on à Washington, a pour objectif de démontrer aux Soviétiques que l'armée de l'air américaine est en mesure d'intervenir rapidement dans la région du Golfe sans pour autant y disposer de bases permanentes.

## AMÉRIQUES

### Paraguay

#### Le général Stroessner s'oppose à une réunion de l'Internationale socialiste à Asuncion

Des représentants de tous les comités européens de solidarité avec le Paraguay se sont réunis, samedi 7 et dimanche 8 juin, à Paris. La réunion, à laquelle participaient également des Paraguayais résidents en Europe, a été animée par M. Carlos Caballero Gatti, président du parti fédératif social-démocrate et de l'Accord national regroupement de quatre partis d'opposition, venu spécialement du Paraguay pour cette occasion.

Les participants ont dressé le tableau de la situation économique, sociale et politique du pays. Depuis trois ans, le Paraguay enregistre le taux de croissance le plus élevé d'Amérique latine grâce à la construction sur le Paraná du barrage brésilien d'Itaipu, le plus grand du monde. Cette croissance a entraîné, pour l'agriculture, une extension des exportations de produits comme le soja et le coton.

Mais, on fait remarquer les participants, une minorité de Paraguayais ont bénéficié de ce pactole. Aucune amélioration globale du niveau de vie de la population n'est enregistrée. La répression continue d'autre part d'empêcher toute manifestation sociale ou syndicale, comme l'a récemment encore montré le sort réservé aux paysans de Casaguan (le Monde du 29 mars). Dans ces conditions, les syndicats libres, récemment créés sans autorisation du gouvernement, ont quelque mal à se développer.

A l'issue de leur rencontre, les délégués ont approuvé des résolutions visant, entre autres, à obtenir qu'une commission internationale de juristes se rende au Paraguay pour enquêter sur les disparus et la répression. Ils veulent également intensifier les démarches pour que les exilés, qui sont plus d'un million (sur une population de 2,5 millions), puissent exercer leur droit au retour.

Lors d'une conférence de presse, M. Caballero Gatti a déclaré : « Aux yeux du régime, s'unir contre le fait les dictateurs paraguayens est un crime de lèse-patrie. Et c'est un crime encore pire, comparable au

ment à la révolte biblique des anges, que d'attaquer des gens avec des méthodes d'autres pays ».

Le mercredi 11 juin, le ministre de l'Intérieur du général Stroessner, le plus ancien dictateur du continent, a convoqué le vice-président du parti fédératif pour l'informer que son gouvernement interdisait la réunion que l'Internationale socialiste devait tenir à Asuncion en juillet prochain. A cette occasion le ministre a accusé M. Caballero Gatti de « complot international » et lui a reproché d'avoir participé à Paris à la conférence organisée par l'UNESCO sur le thème « Éducation pour le développement ». Les deux accusations figurent dans un éditorial du journal *la Tribuna*, proche du gouvernement.

### États-Unis

#### M. Hamilton Jordan dirigera la campagne pour la réélection de M. Carter

M. Ronald Reagan a déclaré mercredi 11 juin que, s'il était élu président des États-Unis, il se soumettrait régulièrement à des examens médicaux et démissionnerait si ces derniers faisaient apparaître des symptômes de sénilité. Dans une interview publiée par le *New York Times*, le candidat républicain, qui est âgé de soixante-neuf ans, et serait, s'il était élu, le président le plus âgé de l'histoire des États-Unis lors de son entrée en fonctions, a affirmé : « Si j'étais président et que j'avais le moindre sentiment que mes capacités se réduisaient, avant la fin de mon mandat, je partirais ».

En cas de victoire, M. Hamilton Jordan, secrétaire général de la Maison Blanche, quittera ce poste « dans les jours qui viennent » pour diriger la campagne de réélection du président Carter, a confirmé mercredi M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche. M. Jordan sera directeur adjoint du comité Carter-Mondale, que l'ancien ambassadeur Robert Strauss continuera de présider. M. Jordan ne sera absent de la Maison Blanche que jusqu'à l'élection du 4 novembre, a précisé M. Powell.

## ASIE

### Afghanistan

#### Des combats acharnés se dérouleraient à 20 kilomètres de Kaboul

Alors qu'à Kaboul, où régnerait une atmosphère confinée à l'hygiène, se multiplient les rumeurs de coup d'État et d'un remplacement de M. Babrak Karmal, des combats acharnés se dérouleraient dans les régions montagneuses de Paghman-Carlik, à 20 kilomètres de la capitale, notamment à Shahr-Darrah, Gul-Darrah, Farza, Istalif, Sijit-Rah, Charkar et Pul-i-Matak. Selon l'agence de presse indienne P.T.I., des troupes soviétiques, soutenues par l'artillerie, auraient éliminé toutes les agglomérations et localités de Paghman à Pul-i-Matak, au nord de Kaboul, et des milliers d'Afghans se seraient réfugiés dans la capitale. Des centaines de maisons auraient été détruites, et le nombre des victimes s'élèverait à plusieurs centaines. Selon l'agence indienne, bombardements et tirs de mortiers seraient entendus de la ville. Les avions de transport soviétiques effectueraient un va-et-vient incessant afin d'acheminer des armes, des munitions et des renforts.

A Kaboul, si l'on en croit les témoignages de voyageurs arrivés jeudi 12 juin à New-Delhi, la tension entre les deux factions rivales du parti démocratique du peuple afghan, le Khalk (celle de l'ancien président Amin) et le Parcham (celle de M. Karmal), semble désormais se manifester au grand jour et prendre la forme d'affrontements sanglants. Ainsi, des membres du Parcham auraient été tués mardi à Kaboul par des partisans du Khalk.

D'autre part, les attaques contre des soldats soviétiques se multiplient dans la capitale où quatre d'entre eux auraient été tués récemment : trois après l'explosion d'une grenade, près du quartier de Mazar-yar, et un résident le plus âgé des conseillers soviétiques, et un autre, enlevé puis battu à mort par ses rivaux.

Dans la capitale, où les mesures de sécurité ont été considérablement renforcées (des blindés ont pris position mercredi matin aux points stratégiques), la tension entre les deux factions se manifeste également en raison de l'affaire de

l'empoisonnement des eaux des écoles de Kaboul, qui aurait entraîné l'hospitalisation de près de cinq cents étudiants et étudiants. Alors que les autorités accusent les forces « impérialistes » et des « espions de puissances étrangères » d'avoir empoisonné l'eau pour punir la « majorité » des élèves qui souhaitent suivre leurs cours et refusaient de manifester contre le régime, la résistance afghane, elle, affirme que le « gouvernement fantoche » a voulu empêcher les étudiants de sortir dans la rue.

En province, les « moudjahidin » poursuivent leur guérilla. De source diplomatique, on indique que la sécurité des grands axes routiers ne serait plus assurée et que l'on ne vendrait plus de billets d'autobus pour Jalalabad. On confirme également que les deux grandes villes de Hérat et de Kandahar sont en état de siège tout en rappelant que la loi martiale, qui y avait été imposée en 1978, n'a jamais été levée.

#### L'Iran propose des armes aux rebelles

Sur le plan diplomatique, les tentatives visant à instaurer un dialogue entre l'I.R.S.S. et le parti islamique, afin de trouver une solution négociée au problème afghan, se sont, jusqu'à présent, soldées par un échec.

Jeudi, M. Aga Shahi, ministre pakistanais des affaires étrangères, s'est déclaré disposé à renouer toutes les parties concernées par la crise afghane, dans un pays neutre, la Suisse ou l'Autriche. « Nous sommes prêts », a précisé M. Shahi qui venait de s'entretenir avec le chancelier autrichien, M. Bruno Kreisky, de rencontrer un représentant de Kaboul afin d'étudier la possibilité d'une solution politique, mais à condition que ce contact ne soit pas interprété comme une reconnaissance du régime en place. A Oslo, où il effectuait une visite officielle, le ministre chinois des affaires étrangères a indiqué que son pays proposait de servir de médiateur dans les négociations internationales.

sur la question afghane, à condition que les troupes soviétiques se soient préalablement retirées. De son côté, le troisième membre du comité islamique, M. Ghotbadeh, qui se trouve également dans la capitale norvégienne, s'est déclaré personnellement favorable à la fourniture d'armes au mouvement de libération afghan. Il a indiqué qu'il se rendrait à Paris le 19 juin pour y rencontrer les représentants de la résistance afghane.

Alors que, jeudi, à Moscou, l'agence soviétique Tass faisait, pour la première fois, allusion à l'intensification des opérations militaires en Afghanistan, la Pravda a reconnu, vendredi, les efforts du gouvernement afghan se heurtant aux « tentatives des forces réactionnaires » qui veulent « renverser le régime actuel, ruiner l'économie et provoquer des désastres ». « La lutte pour instaurer une vie nouvelle est difficile », note l'organe du P.C. soviétique qui annonce également la création prochaine, en Afghanistan, d'une vingtaine d'entreprises, qui procureront plus de mille deux cents emplois. — (A.F.P., A.P., Reuters).

### L'U.R.S.S. reproche au Pakistan

#### d'être responsable de l'impasse diplomatique

De notre correspondant

Moscou. — L'agence Tass fait retomber sur le Pakistan la responsabilité de l'impasse dans laquelle se trouve toute solution politique en Afghanistan.

Dans un commentaire diffusé le jeudi 12 juin, elle reproche au gouvernement d'Islamabad d'avoir rejeté les propositions faites, le 14 mai, par le gouvernement soviétique. On confirme également que tout règlement passe par la reconnaissance du régime de M. Babrak Karmal.

Pour Moscou « les changements qui ont eu lieu dans la vie de l'Afghanistan depuis la révolution d'avril 1978 ont un caractère irréversible et personne ne pourra faire marche arrière ». « C'est un processus », écrit l'agence Tass, « qui a été initié par le peuple afghan et qui ne peut être arrêté par les actions des armées étrangères ». « Les relations de bon voisinage peuvent s'établir entre l'Afghanistan et les autres pays de la région », conclut le commentaire. La « base » de toute solution est « la cessation garantie des ingérences en Afghanistan des groupes de bandits armés en territoire du Pakistan ». « N'est-il pas clair », écrit l'agence Tass, « que dès qu'il y aura de solides garanties internationales (...) les raisons qui ont empêché le gouvernement afghan de résoudre la crise de retrait des troupes soviétiques ».

Pour rejeter ces propositions, le Pakistan a tout d'abord refusé de s'abriter derrière la résolution de la conférence islamique, car ce texte « a été soufflé par l'extérieur » et il est « conforme aux intérêts du Pakistan ». Il a ensuite refusé de signer le document d'acceptation des changements révolutionnaires en Afghanistan et révoqué de transformer ce pays en bastion de leurs aventures ».

Le Pakistan, qui n'envisage même pas de mettre un terme aux activités subversives contre l'Afghanistan, « (...) est un instrument de la contre-révolution entre les mains des impérialistes américains et des hégémonistes chinois », écrit Tass, qui conclut sur un avertissement à peine voilé : les dirigeants d'Islamabad « ont commis une grave erreur de calcul » quand ils refusent à ce point l'occasion de normaliser la situation dans la région en établissant des contacts directs et constructifs avec le gouvernement afghan.

#### La presse fait état de victimes soviétiques

Dans le même temps, la presse soviétique continue de donner de la situation en Afghanistan une image qui ne correspond nullement aux informations occidentales. Cependant, le ton com-

mence à changer peu à peu, les moyens d'information, notamment la radio et la télévision, admettant, à mots couverts, la gravité de la situation. Pour la première fois depuis l'invasion massive de l'armée rouge en Afghanistan, un journal de Moscou vient de faire allusion au fait qu'il y a des blessés dans le contingent soviétique. La *Komsomolskaya Pravda*, par exemple, ce vendredi 13 juin, la lettre adressée par un médecin de Tachkent au président Carter : « Les morts manquent, écrit-il, pour exprimer mon indignation envers les actions du président américain (...). Mon fils est un soldat soviétique. Il a été blessé et est dans un hôpital. Il a été blessé par les ennemis de la révolution afghane équipés d'armes américaines ». Jusqu'alors la presse n'avait jamais fait état de victimes parmi les Soviétiques.

Dans l'ensemble, pourtant, elle cherche toujours à faire croire que l'armée afghane est seule engagée contre les « bandits » musulmans et à la situation bien en main. Tass cite le reportage d'un journaliste de la radio-télévision autrichienne pour qui « tout est absolument calme à Kaboul ». Ce journaliste a entendu aucun coup de feu dans la banlieue de la capitale afghane et les combats dont on fait état aux environs ne sont, selon lui, que « des exercices ordinaires de l'armée afghane ».

La presse soviétique fait grand bruit autour d'empoisonnements d'enfants et de lycéens de Kaboul qui auraient été intoxiqués par des gaz lancés dans les salles de classe par « des mercenaires de la contre-révolution ». Elle ne donne aucune explication sur la manière dont de tels actes ont pu se produire dans une ville « absolument calme ».

De son côté, l'agence afghane Bakhtar, citée par Tass, invite les journalistes occidentaux à venir constater de visu « la construction d'une vie nouvelle » en Afghanistan, sans ajouter toutefois que, jusqu'à nouvel ordre, les autorités de Kaboul refusent des visas à ces mêmes journalistes occidentaux.

DANIEL VERNET.

● Les informations en provenance de Moscou selon lesquelles le gouvernement soviétique aurait refusé de recevoir M. Hafiz Chahidi, secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique et membre du comité de la conférence sur l'Afghanistan, sont démenties de fondement, a-t-on indiqué, vendredi 13 juin, à Djed-dah, de source proche de M. Chahidi. Dans la phase actuelle des travaux du comité, a-t-on précisé, une visite de M. Chahidi à Moscou ou à Kaboul n'a pas été envisagée. — (A.F.P.).

### Uruguay

#### Un ancien agent secret dénonce la pratique systématique de la torture

Sao-Paulo (A.F.P.). — Un ancien agent des services de renseignements et tortionnaire de l'armée uruguayenne, a dénoncé jeudi 12 juin, à Sao-Paulo, la pratique systématique de la torture envers les détenus de ce pays. Au cours d'une conférence de presse, M. Hugo Walter Garcia Rivas, qui doit quitter le Brésil pour l'Europe, a expliqué qu'il avait suivi pendant un an, en 1975, des cours à l'école militaire de renseignements de Montevideo, où des instructeurs — « dont, sans aucun doute, un Américain » — lui ont enseigné les techniques de torture. Parmi celles-ci, il a cité l'introduction d'aiguilles de seringue sous les ongles, l'immersion prolongée des électrochocs, la pendaison à l'aide d'une corde attachée aux poignets derrière le dos.

« En Uruguay, toutes les personnes détenues sont torturées. Il n'y a personne qui ne soit pas torturé », a-t-il déclaré. Il a précisé avoir participé lui-même à cinq ou six séances. Il a ensuite donné des précisions sur l'étroite collaboration qui existe, selon lui, entre les services de sécurité du Brésil et de l'Uruguay dans la lutte antiterroriste.

M. Garcia a ainsi affirmé avoir participé à l'enlèvement de deux opposants politiques uruguayens en novembre 1978 à Porto-Alegre (Brésil), dans une opération conjointe des deux pays. Il s'agissait de Lillan Ceilbert et de Ubaldo Rodriguez, membres du Parti pour la victoire du peuple, actuellement détenus en Uruguay. Il a également affirmé que des officiers d'El Salvador, du Guatemala et du Costa-Rica, ont assisté à certains cours de l'école militaire de renseignements.

Il a expliqué qu'engagé volontaire à dix-huit ans il avait été versé au service de contre-espionnage et avait voulu donner sa démission, « comme d'autres subalternes ». Mais « mes supérieurs ont menacé de m'arrêter », a-t-il ajouté. Il a pu enfin quitter l'armée en décembre dernier à la faveur d'un changement de direction à la tête de son service, mais a été contraint, à son départ, de signer un document l'engageant à ne rien révéler sur ses activités sous peine de poursuites.

Déclaré à dénoncer devant l'opinion publique la pratique de la torture en Uruguay, il s'est enfilé de son pays le 2 mai dernier avec sa femme et son fils de quinze mois et s'est réfugié temporairement au Brésil, où Amnesty International, notamment, l'a pris en charge.

La torture, a encore affirmé M. Garcia Rivas, continue d'être pratiquée en Uruguay au sein de multiples services paramilitaires comme la *Compania de Contrainta* et de défense (SID) et l'Información, les Services d'information et de défense (SID) et l'Organo de coordinación des opérations antiterroristes (C.O.A.).

« Je me suis risqué à tout dénoncer afin de ne pas passer pour un collaborateur. L'Uruguay vit sous le régime de la peur, mais un jour le gouvernement va changer », a-t-il conclu.

### Chine

#### Selon des voyageurs

#### DEUX OUVRIERS MÉCONTENTES ONT TUÉ PLUSIEURS PERSONNES AVANT DE SE DONNER LA MORT

Pékin (A.F.P.). — Deux ouvriers chinois mécontents de ne pas bénéficier d'une augmentation de salaire, ont tué et blessé par balles plusieurs dizaines de personnes avant de se donner la mort, dans la province du Gobei, près de Pékin, ont rapporté des voyageurs dans la capitale, jeudi 12 mai.

L'incident s'est produit il y a un mois dans une usine de Shijiazhuang, la capitale provinciale. Les deux hommes, des frères âgés d'une trentaine d'années, étaient exaspérés de se voir refuser une augmentation de salaire accordée à de nombreux autres employés de l'entreprise. S'étant emparés d'une arme automatique de la milice, ils ont mis le feu à leur usine, ont raconté les voyageurs. Puis, postés à l'extérieur des bâtiments, ils ont ouvert le feu sur les employés qui en sortaient.

## LE MONDE diplomatique

Numéro de juin

#### LES CONTRADICTIONS AU SEIN DE L'ALLIANCE ATLANTIQUE

(Paul Chamso)

La rencontre à Paris des P.C. européens (Lilly Marcou)

Les relations entre communistes italiens et chinois (Xavier Luccioni)

Le numéro : 7 F.  
5, rue des Italiens, 75427 PARIS - CEDEX 19.  
Publication mensuelle du MONDE, En vente partout.



## ASIE

### Cambodge

#### NOUVEL ÉPISODE D'UNE INTERMINABLE TRAGÉDIE

## Bangkok va renvoyer chez eux des dizaines de milliers de « rapatriés volontaires »

Bangkok. — Le gouvernement thaïlandais et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) s'accrochent à signer un accord portant sur les modalités d'un « rapatriement volontaire » de réfugiés cambodgiens hébergés dans deux des principaux centres de regroupement établis en Thaïlande, à Khao-I-Dang et Sakho, respectivement peuplés de quelque cent trente mille et vingt-quatre mille personnes. Continuant l'initiative de cette mesure, le ministre des Affaires étrangères, a déclaré qu'elle avait été proposée il y a quelques temps déjà par le H.C.R. mais qu'elle n'avait pas été acceptée « afin de ne pas susciter un malentendu par rapport à la conférence de Genève sur les réfugiés cambodgiens », réunie à la fin du mois dernier.

Cependant, contrairement aux affirmations des autorités et de la presse thaïlandaise, le H.C.R. n'est pas le promoteur de cette opération, indique-t-on de source proche de l'organisation. Certains redoutent, au contraire, qu'elle ne soit le prétexte à un nouveau refoulement massif de réfugiés de nature à mettre en danger la vie d'un nombre indéterminé de familles. Le H.C.R., en vertu de ses statuts, ne peut s'opposer au retour librement consenti de réfugiés dans leur pays d'origine. D'autre part, les dizaines de milliers de Khmers regroupés dans les camps de Thaïlande ne bénéficient pas formellement du statut de réfugiés, bien qu'ils aient toutes les caractéristiques et restent considérés par les autorités locales comme de simples « personnes déplacées » titulaires d'un droit d'asile et d'une assistance temporaire. La participation du H.C.R. aux opérations a donc

essentiellement pour but de contrôler la cascadé volontaire des départs et de limiter, dans une phase initiale, les risques inhérents.

Le rapatriement doit débiter dans les prochains jours. Concrètement, après une campagne d'affichage dans les camps, les candidats admissibles seront interrogés par un officiel thaïlandais, un représentant du H.C.R. et un interprète khmer sur leur choix. S'ils maintiennent leur décision, ils devront signer un document attestant du caractère librement consenti de leur retour. Les mineurs non accompagnés sont exclus de cette procédure.

Les candidats au rapatriement seront alors immédiatement embarqués dans des autocars et conduits par l'armée thaïlandaise jusqu'à la frontière. Là, avant le passage au Cambodge, un peu de nourriture, des médicaments, des semences et quelques outils agricoles doivent leur être fournis pour leur permettre de subsister. Quatre points de passage ont été retenus : Prasat-Sarakok, Nong-Chan, Ban-Sangae et Ta-Prak. Tous correspondent à des zones où opèrent des mouvements de la résistance anti-vietnamienne (Khmer Serei et Sereika autoproclamés, et Khmers rouges).

Il est évidemment trop tôt pour prédire l'accueil que recevra, dans des camps où s'entassent des milliers de gens qui ont choisi volontairement l'exil, cette initiative, qui paraît, a priori, aller contre les espoirs d'un grand nombre. Trop tôt aussi pour faire la part du libre consentement et celle de la persuasion ou de la coercion dans les retours éventuels. Le Bangkok Post, citant des sources militaires, affirmait mercredi 11 juin qu'un « sondage effectué dans les camps indique la volonté d'un grand

#### De notre correspondant :

nombre de personnes d'être rapatriées ». Or, on démonte, des sources proches du H.C.R., qu'une telle enquête ait jamais été réalisée. On sait, d'autre part, que de fortes pressions sont exercées sur les réfugiés par les partisans de divers groupes de la résistance qui souhaitent les récupérer, notamment par les cadres khmers rouges qui opèrent au grand jour dans le camp de Sakho. On ne saurait donc exclure des incidents dans ces camps à l'occasion des opérations d'enregistrement des « volontaires ». En somme, en effet, chez les réfugiés n'a oublié le refoulement massif et meurtrier entrepris militairement il y a exactement un an par l'armée thaïlandaise, qui avait déversé pile-mêle, brutalement et sans leur donner les moyens d'une subsistance élémentaire, quelque cinquante mille fuyitifs cambodgiens sur les pentes escarpées des monts Dangrek, dans la région de Preah-Vihear, au plus fort de la mousson. Aucun gouvernement n'avait alors officiellement protesté, ni aucune organisation internationale humanitaire, exception faite de la Croix-Rouge.

#### Les vases communicants

A défaut d'un accord sur le principe, les modalités du rapatriement négocié par le H.C.R. avec le gouvernement thaïlandais semblent être de nature à prévenir, au moins dans la phase initiale, la répétition d'un tel désastre. Mais après ? Une fois franchie la frontière, transformée en marché, avec un maigre vivier, qui garantira la survie de familles entières dont le retour au Cambodge se confond avec l'arrivée de pluies diluviennes, la détérioration de la situation alimentaire et la relance de la guérilla khmère rouge ? C'est, dans de telles conditions, multiplier les risques en toute connaissance de cause. Certes, il y a, à l'arrière-plan de cette opération — partiellement justifiée, du point de vue de Bangkok, par l'indifférence croissante des gouvernements occidentaux à l'égard des drames indochinois, et dont on espère, par ailleurs, qu'elle provoquera un phénomène d'entraînement des Indes — l'idée d'une mise en pratique du principe des vases communicants : en vidant une partie des camps thaïlandais on grossit les effectifs de la résistance anti-vietnamienne. C'est faire d'une pierre deux coups et contraindre des milliers de civils, faute d'alternative à alimenter la guerre.

Cependant, personne n'est certain que ces mouvements de résistance disparaissent tout simplement sans laisser de traces. Ils sont livrés depuis deux mois à une sanglante foire d'empoigne pour le contrôle de l'aide et des populations à la dérive, seront en mesure d'accueillir tous les rapatriés et de subvenir d'ici à la prochaine récolte, qui n'aura pas

lieu avant six mois, à leurs besoins essentiels.

Quand bien même cela serait plus ou moins possible compte tenu des aides internationales qui devraient continuer à leur parvenir à travers la frontière, personne n'a l'assurance que les Vietnamiens et leurs alliés de Phnom-Penh toléreront le renforcement de mouvements qui menacent directement leur suprématie.

Or, il n'existe pas, sur ce point capital, la moindre garantie de Hanot, bien que le H.C.R. continue à essayer, si exiguë, de l'obtenir. Mais l'organisation internationale a-t-elle quelque chance de convaincre les Vietnamiens d'accepter ces rapatriements alors que certains officiels et la presse de Bangkok lient ouvertement l'opération à un renforcement de la résistance anti-vietnamienne ? « On met juste les pieds de plus, la charrie devient les bouillottes », a dit un fonctionnaire international. « D'un point de vue strictement humanitaire, le rapatriement devrait être envisagé sans condition préalable par Hanot et Phnom-Penh de la mise en place au Cambodge d'équipes internationales chargées d'accueillir, d'assister et de protéger les rapatriés. » Ce qui n'est pas le cas. On risque de voir, au cours des prochains mois, se répéter les exodes massifs vers la frontière thaïlandaise, comme cela fut le cas au cours de l'été et de l'automne de l'an passé.

Le rôle de protection, qui est sa raison d'être, le H.C.R. n'a pas été en mesure de la faire admettre en Thaïlande pour les réfugiés khmers arrivés depuis janvier 1979, pas même après le drame de Preah-Vihear. Il est douteux qu'il parvienne à la faire mieux accepter au Cambodge même. En dépit de toutes les homélies humanitaires et des millions de dollars investis, un grand nombre de Cambodgiens continuent à être à la merci des forces qui s'entrechoquent autour de

### CORRESPONDANCE

#### Quelle est la date limite pour semer le riz ?

M. Van Boun Suy, administrateur de l'agriculture au Cambodge, assistant associé à la faculté des sciences et techniques de Besançon, nous écrit : « Les Khmers de nouveau menacés par la famine » (le Monde du 29 mars) a insisté sur la nécessité de faire parvenir les semences et les engrais aux paysans cambodgiens au plus tard, au mois de juin, date limite de semis. Mon propos a pour but de montrer qu'en cas de retard, les semences restent utilisables jusqu'en août pour la présente campagne rizicole de saison des pluies.

Il faut savoir que parmi les variétés cultivées, certaines sont photosensibles et d'autres pas. Les premières, dans les conditions écologiques du Cambodge, fleurissent impérativement au mois de novembre, quelle que soit la date de semis. Les secondes, par contre, atteignent la floraison à n'importe quel mois de l'année, dès qu'elles auront accompli les trois quarts de leur cycle végétatif.

Ainsi les variétés non photosensibles, qui sont toutes des variétés hâtives (cycle végétatif : quatre-cinq mois) peuvent être cultivées à n'importe quelle époque de l'année, s'il y a suffisamment d'eau dans les rizières. Le mois de juin auquel a fait allusion R.-P. Paringaux comme date limite de culture, ne les concerne donc pas. Sans irrigation, on peut, en saison des pluies, les semer jusqu'en août, bien que, généralement, elles soient utilisées pour obtenir une récolte précoce pendant la période de soudure (septembre-octobre). Avec irrigation, la culture est possible toute l'année. Comme exemples de variétés non photosensibles (riz hâtif), on peut citer les variétés locales suivantes : Ser Kraep, Phnom Phnom, Angkor Chen (...) et le riz-marché de TIENTI bien adapté au Cambodge (IR 20, IR 22, IR 579).

L'article de M. Paringaux vise donc uniquement les riz photosensibles qui occupent la majeure partie des emblavures. Si les pluies sont favorables, les mois de mai et juin peuvent être considérés comme la période idéale de semis car plus on tarde à semer, plus on raccourcit le cycle végétatif de la plante et plus le rendement baisse.

En pratique, cette date, si elle est respectée pour les cultures en semis direct et pour le riz flottant, ne l'est pas pour les cultures repiquées. En effet le Cambodge, comme tous les pays agricoles, n'échappe pas aux aléas climatiques. Les pluies sont mal réparties dans l'espace et dans le temps : parmi les seize provinces du pays, aucune ne reçoit la même quantité de précipitations ; en plus, au milieu de la saison des pluies, une période de sécheresse plus ou moins marquée peut se manifester avec des répercussions sur le repiquage (vers juillet ou août). C'est pourquoi, durant les années de guerre 1970-1975, la Direction de l'agriculture avait créé dans tous les

secteurs agricoles des pépinières de semences pour venir en aide aux paysans touchés par la sécheresse. Ces pépinières pouvaient servir jusqu'à fin septembre. Nos essais ont d'ailleurs montré que l'utilisation des engrais (100 kilos d'hyperphosphate et 50 kilos d'urée à l'hectare) permet de corriger les effets du raccourcissement du cycle végétatif.

Traditionnellement, le repiquage peut continuer jusqu'à fin septembre-début octobre. La date limite de semis se situe donc vers le 15 août. Nous arrivons donc à la conclusion suivante : s'il est vital que l'aide en semences et engrais parvienne aux paysans cambodgiens dans les meilleurs délais, les retards ne sont cependant pas irréparables s'ils ne dépassent pas le mois d'août. Au-delà de cette date limite, c'est la campagne de saison sèche qu'il faut préparer avec des semences de riz hâtif.

MAC

# UNE BOMBE DANS LE DIESEL

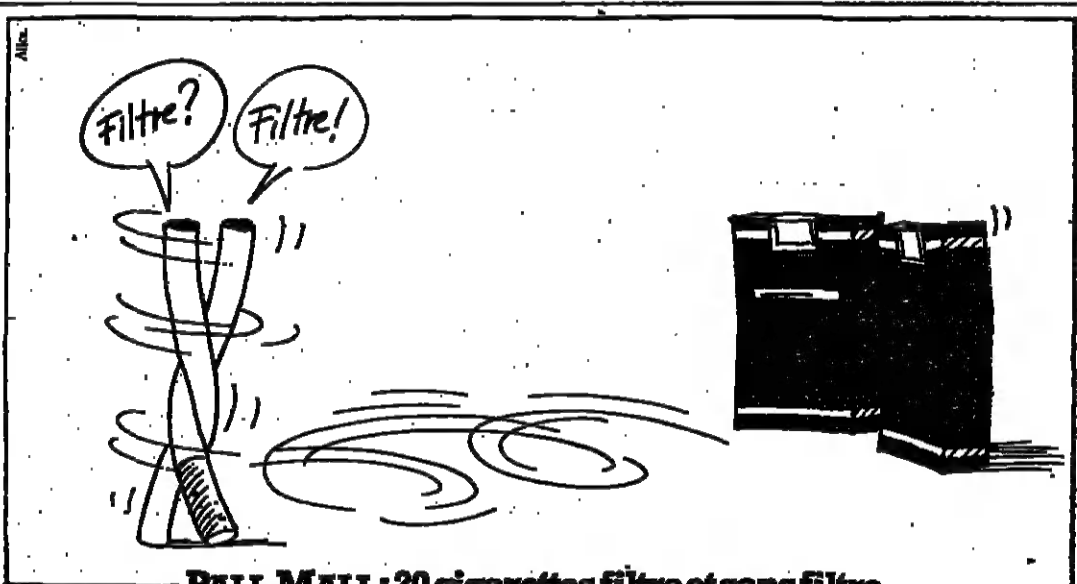
Moteur diesel 1774 cm<sup>3</sup> à 1 litre à 1000 en 18,5 s. Consommation 5,6 l à 90 km/h, 7,9 l à 120 km/h, 7,8 l en cycle urbain.

Chrono en main, plus de 140 km/h.  
Le kilomètre départ arrêté en 38,5 s : trois secondes de mieux que sa principale concurrente.  
Un moteur 7 CV qui consomme 5,6 litres à 90 km/h.  
Et en plus, c'est du gazole.  
La robustesse d'un gros moteur.  
Les reprises d'un gros moteur. En ville, vous roulez en 4<sup>e</sup>. Et sur la route, en 5<sup>e</sup> (boîte 5 de série).  
L'avance technique de la Ritmo se confirme.  
Il y a toujours autant de place. Des équipements aussi nombreux. Et pas plus de bruit, malgré le diesel.  
Découvrez la voiture essence qui marche au gazole.  
C'est une bombe silencieuse.

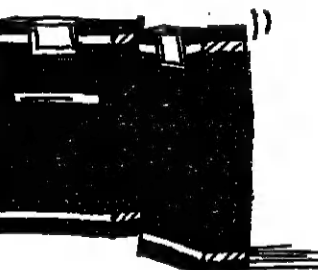
**FIAT**

**RITMO DIESEL 5 VITESSES 34950 E**

Sa ligne traduit son avance technique



PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.



PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.



Le Monde

# politique

LE PROJET « SÉCURITÉ ET LIBERTÉ » A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## Les voix populaires

A première vue, c'est presque caricatural : la majorité est soumise au sort des vieillards, des femmes et des enfants que l'on viole, de l'efficacité du système répressif, du « laxisme » de la justice, l'opposition, de son côté, est sensible à l'instauration d'une « justice de classe », à la répression des droits de la défense, à l'élaboration de procédures expéditives. L'une serait à l'écoute de la volonté populaire, l'autre attentive au maintien des libertés fondamentales.

Ce n'est pas aussi simple. D'abord parce que l'on assassine aussi dans les inscriptions de l'opposition : celle parce que tous les députés de la majorité ne souhaitent pas que le « projet Peyrefitte » aille « plus loin » dans la voie de la répression. Certains jugent même ce texte « exécrable », comme M. Bas (R.P.R.), et de circonstance, comme M. Noir (R.P.R.). D'où vient alors la désagrégation

impression que l'on ressent en voyant poindre à nouveau la vieille exigence du talion, en attendant surtout, parmi les clameurs et les discours de ceux qui parlent au nom des « honnêtes gens », l'écho des cris de mort des « tricotées » pendant la Terreur ? Je me contente d'écouter la voix populaire. Elle dit que la justice doit être plus sévère et plus rapide, déclare M. Bonhomme (R.P.R.). La voix populaire ? Laquelle ? Celle de M. Geng (U.D.F.), pour qui « les Français sont inquiets », celle de M. Foyer (R.P.R.), qui refuse d'assister davantage à « l'effondrement des valeurs morales », celle de M. Frédéric-Dupont (app. R.P.R.) qui voit dans le « laxisme » le « mal du siècle », ou bien celle de M. Forri (P.S.), qui estime que l'on exploite « ce qu'il y a de plus mauvais dans l'opinion publique », celle de M. Hauteceur (P.S.), pour qui il faut résister « à l'appel d'une foule qui hurle à

la répression brutale », celle de M. Ducolons (P.C.) qui assure que la justice deviendra plus politique, ou encore celle de M. Bas, selon lequel on ne peut édicter une politique à très long terme « sur les impulsions d'une opinion qui varie avec une mesure ou une émission de télévision » ? Qui croira, puisque tous sont des représentants du peuple français ?

Ne faut-il pas accorder quelque crédit à celui qui incarne la justice, puisqu'il en est le ministre ? M. Peyrefitte sait, lui, il a réussi à démêler le bon grain de la « volonté collective » de l'ivraie de l'« opinion publique ». Pensez, la garde des sceaux a fait faire des sondages, des « études de motivation ». Il sait donc que le sentiment d'insécurité est profond (ce qui est vrai), et que le système répressif est devenu inefficace (ce qui est contesté). Faut-il comprendre que les juges se laissent aller à une coupable mansuétude ? C'est faux, répond

M. Massot (app. P.S.) : de 1973 à 1980, les peines de cinq à dix ans d'emprisonnement ont augmenté de 30 % ; celles de dix à vingt ans, de 35 %.

Oh est la faiblesse des juges : quels remèdes ce texte apporte-t-il à la violence ? En martelant, depuis le 30 avril, la radio et la télévision, l'idée selon laquelle les criminels sont remis trop tôt en liberté, M. Peyrefitte contribue-t-il à apaiser le sentiment d'insécurité ? A ces questions de l'opposition, à toutes les « inexactitudes » et « contre-vérités », le garde des sceaux répondra plus tard, au terme de la discussion générale. Pour le reste, M. Peyrefitte peut être satisfait : il a su trouver le ton juste. Il suffisait, il est vrai, de parler d'abord au peuple avant de convaincre ses élus. Au peuple et à sa peur.

LAURENT ZECCHINI.

M. FORRI (P.S., Territoire de Belfort) défend une question préalable (dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu à débattre). Il rappelle que M. Seguin (R.P.R.) avait utilisé, en commission des lois, le même moyen pour poser le problème de la peine de mort et qu'il avait retiré sa question après avoir reçu des promesses vagues. M. Forri revient donc sur son barbare qui déshonore la France et déclare : « Vous savez, c'est de présenter la peine de mort comme un élément indispensable d'une politique pénale et d'affirmer que le cycle de la violence ne pourra s'arrêter que si on élimine définitivement les prédispositions violentes ». L'orateur estime que ce sont les conditions dans lesquelles vivent les Français qui créent le sentiment d'insécurité. « Vous nous trompez et nous trompez notre peuple en exploitant ce qu'il y a de plus mauvais dans l'opinion publique », affirme-t-il.

M. Forri note que M. Chirac a jugé le projet « inacceptable » et que, pour M. Forri, certaines de ses dispositions sont « monstrueuses », et s'adresse en ces termes au garde des sceaux : « Ne vous êtes-vous pas interrogé sur les causes profondes de cette levée de bouilliers, à laquelle vous n'avez répondu que par des manipulations de données et des déclarations de presse ? » Il ajoute, en conclusion : « On ne légifère pas les yeux fermés sur les sondages. »

### DE NOUVELLES PRISES DE POSITION

La C.G.T., qui a rencontré les représentants des quatre groupes de l'Assemblée, estime que « le projet Peyrefitte porte une grave atteinte aux droits et aux libertés collectives et individuelles ». Tous la C.G.T. et le Parti communiste ont fait porter des résolutions du conseil général mis en place par le pouvoir et le patronat pour se donner d'importants moyens supplémentaires de répression, des mouvements sociaux et des luttes des travailleurs.

La C.G.T., par la voix de M. Gérard Gauré, secrétaire confédéral, déclare : « Nous regrettons que la C.G.T. et la F.N. n'aient pas cru devoir participer à cette délégation, sous l'influence de la préférence des décisions d'adoption que la C.G.T. a prises pour faire du 12 juin une journée nationale pour les libertés et les revendications. Les travailleurs apprécieront, le ministre de la justice aussi. »

L'Ordre des avocats du barreau de Melun vient d'adopter une délibération qui « constate, avec indignation, que le projet de loi, intitulé « sécurité et liberté », qui a été élaboré sans aucune concertation, constitue une grave rupture avec la longue tradition pénale de notre pays. Le barreau de Melun regrette que ce projet diminue les pouvoirs d'appréciation des juges, supprime la personnalisation des peines et aboutisse, notamment à la suppression, dans le projet, de nombreux cas, du double degré de juridiction en matière d'instruction. M. Alain Peyrefitte est maître de France, ville qui dépend du tribunal de grande instance de Melun.

L'Union fédérale des consommateurs regrette que « la sécurité des Français » ne soit envisagée, dans le projet Peyrefitte, et que sous un angle répressif et pour les seules infractions de droit commun ». L'U.F.C. déclare : « De nombreuses autres infractions, économiques, financières, techniques, de nombreuses autres atteintes à l'environnement sont ignorées dans ce projet alors que les infractions de droit commun constituent des crimes et délits qui portent gravement atteinte à la sécurité quotidienne des Français. » La Confédération syndicale du cadre de vie estime que le projet Peyrefitte « ne traite pas le vrai problème de la violence, celle due au chômage, celle qui crée la révolte contre des conditions de vie et de travail dégradées ». La C.S.C.V., qui demande aux parlementaires de repousser le projet, souligne que « ce n'est pas non plus la répression qui éliminera les causes contre lesquelles se mobilisent, à juste titre, les organisations syndicales et les mouvements sociaux ».



Contre la question préalable, M. COLOMBIER (U.D.F., Seine-Maritime) estime que la procédure « est dépourvue de son objet » et dénonce une formidable campagne de dénigrement. « Ce texte répond à l'attente des Français en reprenant la discussion, ce serait peut-être porter un mauvais coup à la démocratie », conclut-il. Après une intervention de M. PIOT (R.P.R.), rapporteur du projet, la commission des lois, qui réitère le jugement selon lequel la commission aurait examiné le texte « à la sauvette », M. BAS (R.P.R., P.S.) juge celui-ci « exécrable » et indique qu'il votera la question

préalable. M. PEYREFITTE conteste, comme l'a déjà entendant M. Seguin à cette question préalable. Il déclare, à ce sujet : « Il n'y a rien de secret ni d'hypocrite dans la discussion que nous avons ouverte. »

M. BAS (R.P.R.) : les principes de la cuisine chinoise

M. COMITI (R.P.R., Bouches-du-Rhône) affirme que les Français « veulent une justice pour les victimes et non pour les délinquants » et qu'ils « veulent que celle-ci soit la justice ». Le député R.P.R. estime que la justice conduite en prison ne signifie rien. « Le loup », explique-t-il, « peut rendre la teneur des lois s'il pense qu'elle est un bon moyen d'évasion légale ».

En séance de nuit, M. MASSOT (apparenté P.S., Alpes-de-Haute-Provence) estime que M. Peyrefitte se livre à une « psychologie de l'insécurité à coup de sondages » et s'appuie sur « tous les maux récents d'une société ».

M. BONHOMME (R.P.R., Tarn-et-Garonne) assure de son côté :

M. FOYER : notre système répressif est inefficace

Dans la discussion générale, M. FOYER (R.P.R., Maine-et-Loire), président de la commission des lois, s'élève « des susceptibilités présumées des corporations à fleur de peau » et assure que l'Assemblée « ne votera pas le projet sous l'empire de la peur ». Il déclare que devant la menace de la violence « notre système répressif » se révèle largement inefficace et qu'il convient de le réviser. M. Foyer évoque le sort des victimes et ajoute : « L'insécurité n'est pas seulement un sentiment, plus ou moins raisonné. Elle est malheureusement une réalité à laquelle le législateur n'a pas le droit de demeurer insensible. » La violence, poursuit-il, est le fruit amer de la dégradation technique, de la concentration urbaine, de l'éloignement du lieu de travail et du domicile des parents, de l'effondrement des valeurs morales, des carences éducatives, des tentations de la société de consommation, de l'environnement, des médias.

Au sujet des protestations qui se sont élevées, M. Foyer affirme : « Les universitaires non consultés s'insurgent. Si la garde des sceaux ne consulte pas la plupart d'entre eux, elle s'engage sans doute aujourd'hui les louanges du projet... » ; des avocats ont critiqué la « violation des droits de la défense, et les moyens de communication ont orchestré, avec quelle complaisance, tout ce tapage, quand ils ne l'ont pas provoqué. » En réalité, indique le président de la commission des lois, les dispositions du projet, loin de mériter pareille condamnation, sont d'un classicisme très rassurant.

M. DUCOLONS (P.C.) : démagogie et électoralisme

M. DUCOLONS (P.C., Haute-de-Seine) affirme : « Il ne s'agit nullement d'une loi de panique, mais d'un projet réfléchi qui, après des années de recrutement des magistrats ou sur l'expulsion des étrangers, s'intègre dans la démarche des projets de fichage informatisé et d'instauration de l'espace judiciaire européen. » L'orateur dénonce un texte « démagogique et électoraliste » et observe : « Ce n'est pas un projet pour spécialistes du droit, il concerne l'homme de la rue, le simple citoyen victime potentielle de l'erreur judiciaire qui, demain, pourrait être broyé par la machine judiciaire que nous tentons de mettre en place. » Selon M. Ducolons, si ce projet était voté, « la justice ne deviendrait pas plus efficace et rapide, mais seulement de plus en plus politique et dépendant des choix de l'exécutif ». Il annonce que le groupe communiste s'est refusé, « par principe, à mener une bataille d'amendements » sur ce projet, car, note-t-il, « c'est dans la conception générale et la totalité de ses dispositions qu'il est négatif ».

M. FRÉDÉRIC-DUPONT : le laxisme de la magistrature

M. LONQUET (U.D.F., Meuse) reconnaît que « le dialogue entre les professions juridiques et la chancellerie » a constitué « un rendez-vous manqué » et regrette cet « extraordinaire malentendu ». Selon l'orateur, « la justice n'est pas laxiste, mais elle donne parfois l'impression d'une vraie loi ». M. MARCHEAND (P.S., Charente-Maritime) dénonce « une psychologie de la peur qui, sarament entretenu, rapporte quelques suffrages ». Selon lui, la multiplication de cas de légitime défense ne se produirait pas si les moyens budgétaires d'assurer la sécurité étaient pris.

M. FRÉDÉRIC-DUPONT (apparenté R.P.R., Paris) s'oppose « aux bonnes âmes qui se passionnent pour l'abolition de la peine de mort alors que chez des jour un homme est condamné à mort par des assassins et qu'il est

chauffeurs de taxi qui augmentent sans cesse ». L'orateur affirme aussi qu'une partie de la magistrature « est atteinte par le mal du siècle, le laxisme ».

M. GENG (U.D.F., Orne) estime que le projet a le mérite de répondre aux exigences de la sécurité et aux traditions de liberté et assure que « les Français sont inquiets ».

M. HAUTECEUR (P.S., Var) assure que le laxisme des juges est « une idée fautive à laquelle il faut torturer le cou », et note d'autre part qu'en France « 80 % des affaires sont directement au tribunal sans passer par la juge d'instruction ».

M. BAS (R.P.R.) : les principes de la cuisine chinoise

M. COMITI (R.P.R., Bouches-du-Rhône) affirme que les Français « veulent une justice pour les victimes et non pour les délinquants » et qu'ils « veulent que celle-ci soit la justice ». Le député R.P.R. estime que la justice conduite en prison ne signifie rien. « Le loup », explique-t-il, « peut rendre la teneur des lois s'il pense qu'elle est un bon moyen d'évasion légale ».

En séance de nuit, M. MASSOT (apparenté P.S., Alpes-de-Haute-Provence) estime que M. Peyrefitte se livre à une « psychologie de l'insécurité à coup de sondages » et s'appuie sur « tous les maux récents d'une société ».

M. BONHOMME (R.P.R., Tarn-et-Garonne) assure de son côté :

M. FOYER : notre système répressif est inefficace

Dans la discussion générale, M. FOYER (R.P.R., Maine-et-Loire), président de la commission des lois, s'élève « des susceptibilités présumées des corporations à fleur de peau » et assure que l'Assemblée « ne votera pas le projet sous l'empire de la peur ». Il déclare que devant la menace de la violence « notre système répressif » se révèle largement inefficace et qu'il convient de le réviser. M. Foyer évoque le sort des victimes et ajoute : « L'insécurité n'est pas seulement un sentiment, plus ou moins raisonné. Elle est malheureusement une réalité à laquelle le législateur n'a pas le droit de demeurer insensible. » La violence, poursuit-il, est le fruit amer de la dégradation technique, de la concentration urbaine, de l'éloignement du lieu de travail et du domicile des parents, de l'effondrement des valeurs morales, des carences éducatives, des tentations de la société de consommation, de l'environnement, des médias.

Au sujet des protestations qui se sont élevées, M. Foyer affirme : « Les universitaires non consultés s'insurgent. Si la garde des sceaux ne consulte pas la plupart d'entre eux, elle s'engage sans doute aujourd'hui les louanges du projet... » ; des avocats ont critiqué la « violation des droits de la défense, et les moyens de communication ont orchestré, avec quelle complaisance, tout ce tapage, quand ils ne l'ont pas provoqué. » En réalité, indique le président de la commission des lois, les dispositions du projet, loin de mériter pareille condamnation, sont d'un classicisme très rassurant.

M. DUCOLONS (P.C.) : démagogie et électoralisme

M. DUCOLONS (P.C., Haute-de-Seine) affirme : « Il ne s'agit nullement d'une loi de panique, mais d'un projet réfléchi qui, après des années de recrutement des magistrats ou sur l'expulsion des étrangers, s'intègre dans la démarche des projets de fichage informatisé et d'instauration de l'espace judiciaire européen. » L'orateur dénonce un texte « démagogique et électoraliste » et observe : « Ce n'est pas un projet pour spécialistes du droit, il concerne l'homme de la rue, le simple citoyen victime potentielle de l'erreur judiciaire qui, demain, pourrait être broyé par la machine judiciaire que nous tentons de mettre en place. » Selon M. Ducolons, si ce projet était voté, « la justice ne deviendrait pas plus efficace et rapide, mais seulement de plus en plus politique et dépendant des choix de l'exécutif ». Il annonce que le groupe communiste s'est refusé, « par principe, à mener une bataille d'amendements » sur ce projet, car, note-t-il, « c'est dans la conception générale et la totalité de ses dispositions qu'il est négatif ».

M. FRÉDÉRIC-DUPONT : le laxisme de la magistrature

M. LONQUET (U.D.F., Meuse) reconnaît que « le dialogue entre les professions juridiques et la chancellerie » a constitué « un rendez-vous manqué » et regrette cet « extraordinaire malentendu ». Selon l'orateur, « la justice n'est pas laxiste, mais elle donne parfois l'impression d'une vraie loi ». M. MARCHEAND (P.S., Charente-Maritime) dénonce « une psychologie de la peur qui, sarament entretenu, rapporte quelques suffrages ». Selon lui, la multiplication de cas de légitime défense ne se produirait pas si les moyens budgétaires d'assurer la sécurité étaient pris.

M. FRÉDÉRIC-DUPONT (apparenté R.P.R., Paris) s'oppose « aux bonnes âmes qui se passionnent pour l'abolition de la peine de mort alors que chez des jour un homme est condamné à mort par des assassins et qu'il est

chauffeurs de taxi qui augmentent sans cesse ». L'orateur affirme aussi qu'une partie de la magistrature « est atteinte par le mal du siècle, le laxisme ».

M. GENG (U.D.F., Orne) estime que le projet a le mérite de répondre aux exigences de la sécurité et aux traditions de liberté et assure que « les Français sont inquiets ».

M. HAUTECEUR (P.S., Var) assure que le laxisme des juges est « une idée fautive à laquelle il faut torturer le cou », et note d'autre part qu'en France « 80 % des affaires sont directement au tribunal sans passer par la juge d'instruction ».

M. BAS (R.P.R.) : les principes de la cuisine chinoise

M. COMITI (R.P.R., Bouches-du-Rhône) affirme que les Français « veulent une justice pour les victimes et non pour les délinquants » et qu'ils « veulent que celle-ci soit la justice ». Le député R.P.R. estime que la justice conduite en prison ne signifie rien. « Le loup », explique-t-il, « peut rendre la teneur des lois s'il pense qu'elle est un bon moyen d'évasion légale ».

En séance de nuit, M. MASSOT (apparenté P.S., Alpes-de-Haute-Provence) estime que M. Peyrefitte se livre à une « psychologie de l'insécurité à coup de sondages » et s'appuie sur « tous les maux récents d'une société ».

M. BONHOMME (R.P.R., Tarn-et-Garonne) assure de son côté :

M. FOYER : notre système répressif est inefficace

la saluée directe témoignage d'une conception contestable des droits de la défense.

En s'adressant à M. Peyrefitte, M. KALINSKY (P.C., Val-de-Marne) déclare : « Les « louchebords » et les « tricotés », ce sont essentiellement nos produits et, dans bien des cas, vous ne manquez pas avec nos amis politiques de les utiliser à votre service. » Le député communiste estime que les textes en vigueur offrent « tous les moyens de réprimer les délinquants et les criminels » et note que le gouvernement n'agit pas contre les actes de violence lorsque ceux-ci sont « intimement liés » à sa politique.

M. SERGHERAERT (N.I., Nord) résume d'un tel « concert de protestations » à propos d'un texte « qui ne va pas révolutionner la justice ». Il ajoute : « Ce ne sont pas les honnêtes gens de ce pays qui se plaignent des mesures édictées. »

M. WILQUIN (P.S., Pas-de-Calais), suppléant M. Pignion (P.S., Pas-de-Calais), déclare notamment : « Vous osez frapper vite et fort ceux qui n'ont pour se faire entendre que la rue. » M. NOIR (R.P.R., Rhône) dénonce un texte « de circonstance » qui « constitue un recul et s'inscrit dans une logique d'erreur judiciaire ». Il ajoute : « Il n'est pas acceptable de l'élaborer ainsi des règles de notre droit. »

M. VILLA (P.C., Paris) insiste sur le problème de l'engorgement des tribunaux et déplore que le budget de la justice ne représente que 1 % du budget de l'État.

M. ANDRÉ PETIT (U.D.F., Val-d'Oise) constate que les Français « n'ont plus de confiance » dans la justice et à certains endroits « et assure que le texte donnera une meilleure image de la justice ».

M. BAS (R.P.R., Paris) déclare notamment : « A qui fera-t-on croire en France que l'on ne vers l'habas corpus en supprimant dans certains cas l'assistance de l'avocat ? L'assistance de l'avocat, du garde des sceaux au texte de la commission et indique : « Je reconnais qu'en écrivant de la Chine sous avec certains des quatre principes fondamentaux de la cuisine chinoise, à savoir que, de la terre initiale, le mets final ne doit conserver ni la forme, ni la couleur, ni l'odeur, ni le goût. »

M. Bas déclare ensuite : « Comment pouvez-vous donc vouloir édicter une politique si très long terme sur les traditions d'une nation qui porte avec une mesure ou une émission de télévision ? » Évoquant enfin le problème de la suppression de la peine capitale, il observe : « Vous êtes les derniers ministres de la justice du monde libre à parler en faveur de la peine de mort. » Il ajoute : « La promesse qui est faite aux obédiences est une promesse fautive qui ne règle rien, ne résout rien et diminue un peu plus le niveau du débat. » Le débat est levé jeudi 12 juin à six heures.

M. MARCEL BLANC EST CHARGÉ DES MESURES DE DÉFENSE AU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

M. Marcel Blanc, préfet de la région Centre, a été nommé par le conseil des ministres du 11 juin 1980 préfet chargé des mesures de défense au ministère de l'Intérieur, en remplacement de M. Marcel Zecchini.

Né en 1928 à Lyon, M. Blanc, qui fut député en Allemagne, est ancien élève de l'École nationale d'administration de Saint-Étienne d'Anjou, directeur du cabinet de l'ancien de la première région (région parisienne), il devient en 1964 chef du service de la protection civile, et l'année suivante directeur du cabinet du préfet de la Côte-d'Or. M. Blanc, qui accompagne lorsque celui-ci devient, en 1966, secrétaire général pour les affaires régionales, en 1969, préfet de la région de Toulouse. Conseiller technique au cabinet M. Forri, ministre de l'Intérieur, en 1964, il est nommé l'année suivante préfet de la Corse et préfet honoraire en octobre 1968. Préfet de la région Languedoc-Roussillon, préfet de l'Aude, en 1972, depuis décembre 1973, il est sous-directeur général des collectivités locales en avril 1977 et préfet de la région Centre et préfet du Loiret en avril 1978.

**CRÉATION**  
du 16 juin au 3 juillet

**SIMUL ET SINGULIS**  
1780-1880  
La Comédie Française  
présentée par ses Comédiens  
La Révolution, l'Empire, la Restauration  
un siècle de Théâtre en une soirée  
réalisation Alain PRALON

الطريق إلى



## LA SÉCURITÉ DANS LES CENTRALES NUCLÉAIRES

## Les sénateurs ont estimé que les statuts d'E.D.F. ne lient pas le législateur

Le Sénat a adopté à main levée, jeudi soir 12 juin, en seconde lecture, le projet sur la protection et le contrôle des matières nucléaires, projet qui touche au statut du personnel d'E.D.F. dans les centrales nucléaires, et qui, à ce titre, a été à l'origine de la grève et des manifestations qui se sont produites autour du Palais du Luxembourg.

Le droit de grève serait menacé. Mais où est-il question de la grève dans l'article 4 ? (...) Votre commission a adopté la semaine dernière un amendement qui en amène grandement la réduction, amendement auquel le gouvernement a immédiatement donné son accord, car il doit doter définitivement tous projets d'intention. Pourquoi notre

amendement a-t-il été déposé à un stade relativement tardif, le second, à l'examen du texte ? Tout simplement en raison d'incidents récents, notamment des incidents de l'automne dernier et des actes inadmissibles d'insubordination, de la part d'une centaine d'employés, dans une centrale nucléaire en avril dernier.

amendement et reproche au gouvernement d'avoir déposé un texte « qui porte atteinte au droit du travail comme au statut des entreprises nationalisées », et M. GIRAUD, qui cite plusieurs cas de manquement à la sécurité. « J'ai eu personnellement, déclare le ministre, à faire face, dans une usine de fabrication de plutonium, à l'insubordination d'une salle de contrôle : le personnel, en l'espace, a montré une attitude propre à faire perdre son sang-froid au responsable du contrôle. Il y a eu, les 25 et 30 avril de cette année d'urgence intempestive. Puis il y a eu, les 25 et 30 avril de cette année, un refus de mise à l'arrêt à froid, et un refus d'arrêt en fin de combustible. Enfin, le 9 mai, à Saint-Laurent, un refus de la manœuvre de mise à l'arrêt. » Des incidents, des refus, il y en

à eu plusieurs. Voilà les faits. Alors, vous paraître-t-il surprenant que le gouvernement, devant leur reprise des derniers mois, ait été conduit à penser qu'il y avait une lacune dans le projet soumis au Parlement ? Ne l'assurons-nous pas fait que c'est une faute. La sécurité des installations nucléaires, pour être efficace, doit être assurée sous le contrôle des ingénieurs et non sous celui des délégués syndicaux. »

ou de manquement commis à l'audience. Il retire notamment aux juridictions tout pouvoir de répression disciplinaire vis-à-vis des avocats. Au début de la séance de l'après-midi, le Sénat avait voté, avec quelques modifications qui exigent une « navette », le projet de loi, rapporté par Mme BRIGITTE CHOS (non-inscrit, Yvelines), tendant à faciliter l'accès des mères de famille aux universités. — A. G.

## « Des dispositions spéciales »

Ce texte, à vrai dire, dans sa version initiale, ne comportait aucune disposition susceptible de provoquer un tel mouvement de protestation. C'est en deuxième lecture, à l'Assemblée nationale, que le gouvernement a fait adopter un amendement prévoyant des sanctions, selon une procédure particulière, dans les installations où sont détenues des matières nucléaires, et, réciproquement, les syndicats de ces centrales, pour le personnel de sécurité le droit de grève reconnu par la Constitution. Le ministre a fait introduire cette disposition à l'Assemblée nationale de M. Pierre Nod, sénateur de l'Essonne et rapporteur du projet en première lecture. Donnant les raisons pour lesquelles il avait abandonné son rapport, M. NOD a mis en cause le ministre de l'Industrie, l'accusant d'avoir voulu faire passer « à la sauterelle » une mesure impopulaire et d'avoir méprisé « les règles élémentaires de la morale ».

M. GIRAUD, ministre de l'Industrie, s'est élevé vivement contre l'accusation portée par l'ancien rapporteur, puis a défendu son projet et l'assimilation incriminée déclarant notamment : « Ne sont visées par ce texte que des fautes particulièrement graves et impardonnables, par exemple, des actes de sabotage. La rigueur des sanctions applicables est donc bien appropriée à la gravité de ces faits. »

« Les pressions que certaines organisations syndicales ont exercées sur le législateur, en organisant des manifestations autour de ce projet même, sont à la fois dérisoires et inadmissibles. (...) A entendre certains,

Parlant avant le ministre, le nouveau rapporteur, M. CECALDI-PAVARD (Un. cent. - Rhône), avait souligné les imperfections de la rédaction initiale de l'article 4, qui était au centre du débat, puis affirmé que ni le droit de grève ni le statut des personnels d'E.D.F. n'étaient menacés par le texte.

« On aurait pu, certes, avait-il précisé, envisager une rédaction de ce statut (pris par le décret du 22 juin 1966) : mais, outre la difficulté de recourir à une telle procédure, nous devons considérer que de nombreuses entreprises importantes ou artisanales peuvent également détenir des matières nucléaires et qu'il ne peut être question de modifier les statuts des personnels de ces sociétés, si même ils existent. Ceci explique qu'il est paru nécessaire de prévoir des dispositions spéciales, et de caractère général, qui mettront de ce fait les salariés dans la même situation. »

Dans la discussion générale, M. BOURGINE (C.N.I.P., Paris) a estimé qu'il « faut réfléchir sur le droit de grève dans les services publics, qui sont au service du peuple ». M. LEDERMAN (C.P.C., Val-de-Marne), pas plus que M. Nod, n'a contesté la nécessité de renforcer la sécurité dans les installations nucléaires, mais il s'est élevé contre un texte qui assimile « des travailleurs en grève à des saboteurs ».

Mme CÂDAGUES (R.P.R., Paris) et M. PADO (Un. cent. - Paris) ont protesté contre les « pressions de la rue », et M. GUY

PETIT (R.I., Pyrénées-Atlantiques) a estimé que ceux qui provoquent des grèves répétitives « portent atteinte à la sécurité des Français ». Dernier orateur avant le passage à l'examen des articles, M. CECALDI-PAVARD (P.S., Bouches-du-Rhône) a souligné la conscience professionnelle du personnel d'E.D.F. et dénoncé le caractère insolite de la procédure utilisée pour faire voter en seconde lecture une disposition répressive.

Deux amendements socialistes à l'article 4 ont successivement été repoussés par 160 voix contre 104 et 180 contre 102.

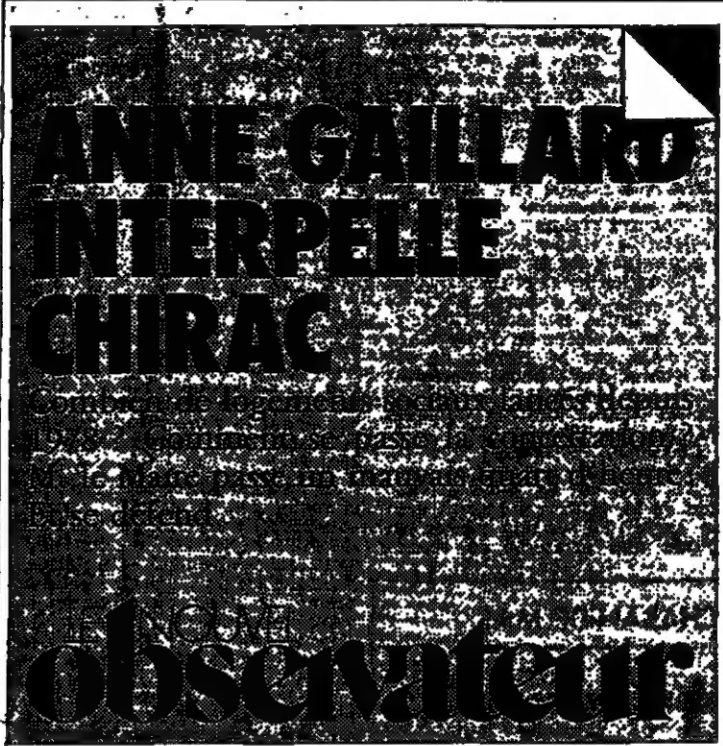
Avant le vote de l'amendement de M. CECALDI-PAVARD (120 pour, 100 contre), qui tend à distinguer entre personnes physiques et personnes morales (ce que ne faisait pas le texte gouvernemental) et qui précise les moyens offerts aux personnes incriminées pour se défendre, on entendait notamment M. GAILLARD VET (Gauche dém. - Lot-et-Garonne) qui défend vainement un sous-

« M. Jacques Ferrillat, directeur de l'éducation physique et des sports au ministère de la Jeunesse, des sports et des loisirs, qui vient d'être nommé préfet de l'Essonne (le Monde du 13 juin), s'est dit fin mai 1979 de son mandat de maire (R.P.R.) de Blanzac (Charente) qu'il exerçait depuis 1977. Quelques jours auparavant, il était présenté sans succès aux élections cantonales dans le canton d'Angoulême-1.

Dans les Hauts-de-Seine  
TOURISME OU TRAVAIL ?

Les contribuables du département des Hauts-de-Seine, qui posent l'éternelle question de savoir « où va leur argent », seront heureux d'apprendre que le bureau de leur conseil général qui préside M. Jacques Baumel, député R.P.R., a prévu de financer au mois d'octobre prochain un « voyage de travail » de dix-huit jours... en Chine. Le groupe communiste, qui conteste l'opportunité d'un tel voyage, a demandé l'annulation du projet et sa conversion en un programme de voyage d'étude « sérieux et utile » pour l'Assemblée départementale. Les communistes ont d'ores et déjà fait savoir qu'ils refuseraient de participer à ce déplacement, comme ils avaient boycotté, il y a deux ans, un voyage de trois semaines à la Réunion et aux îles Seychelles.

« Il ne s'agit pas d'un voyage touristique », assure M. Siffredi, directeur des services administratifs du conseil général, qui admet cependant que « le programme de travail ne peut être précisé, car il reste entièrement soumis à la décision des autorités chinoises ». Peut-être après tout s'agit-il d'aller apprendre de Chinois le bon moyen de faire des économies ? — P. R.



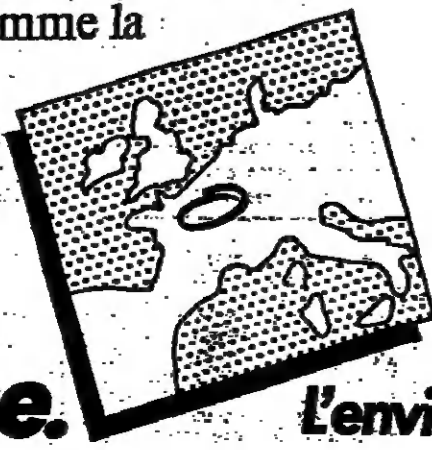
CAMPAGNE RÉALISÉE PAR L'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE LA LORRAINE

# LA LORRAINE, PARLEZ-EN PLUTOT AVEC LES LORRAINS.

Ce qui fait une région, ce sont ceux qui y vivent. Ce qui fait la Lorraine, ce sont les Lorrains.

Les Lorrains, d'abord, ils sont plus de 2 millions. Oui, ils sont 2.300.000 à vivre la variété de leur région. A profiter de ses contrastes. Et à forger son avenir. Ils sont 2.300.000 à vouloir surmonter les difficultés, aller de l'avant, jouer les atouts d'une région variée comme la vie : la Lorraine.

Lucides mais opi-



La Lorraine.

L'envie de vivre. Les moyens de gagner.

niâtres, les Lorrains sont des gagnants.

Il y a ceux qui parlent de la Lorraine. Et ceux qui la vivent. Il vaut mieux écouter les seconds.

Des données précises et objectives, une documentation actualisée, voilà ce que vous trouverez dans le dossier Lorraine que nous avons constitué pour tous ceux qui veulent mieux connaître la région Lorraine.

Il est à votre disposition. Demandez-le à l'Association pour la Promotion de la Lorraine, BP 1100 - 57038 Metz Cedex.







(Publicité)

# DES CONVOIS POUR L'AFGHANISTAN

Récoltes incendiées, bétail décimé, puits empoisonnés, populations isolées et privées du minimum vital :

dans l'Afghanistan occupé, le massacre par les armes double d'une extermination par la faim.

les Afghans, en Afghanistan, résistent le ventre vide et meurent aussi de famine et de maladie.

**VOUS POUVEZ LES AIDER  
VOUS POUVEZ LES SAUVER**

**VOUS POUVEZ FINANCER DES CONVOIS POUR L'AFGHANISTAN**

Un convoi de vingt mulets transporte deux tonnes de vivres et de médicaments.

Conduit par les Afghans eux-mêmes, il pénètre dans les zones les plus démunies de l'Afghanistan en guerre.

Parvenu à ses destinataires, ce convoi permettra de nourrir et peut-être de sauver mille personnes pendant un mois.

Chargé sur place, aux frontières du pays, chaque convoi a coûté, au prix du marché local, 25 000 F.

Il suffit donc que mille Français donnent chacun 25 F pour qu'un convoi se constitue.

Ces 25 F, les donnerez-vous ? Action Internationale contre la faim est d'ores et déjà sur place et assure l'acheminement de l'aide, en liaison permanente avec les organisations de réfugiés.

Le 29 mai et le 4 juin, les deux premiers convois, chargés de riz, d'antibiotiques, sont entrés en Afghanistan.

Dix, vingt, cent convois pourront partir demain, si vous vous joignez à la campagne humanitaire de soutien au peuple afghan organisée par Action Internationale contre la faim (13, rue d'Uzès, 75002 Paris).

L'hiver dernier, les réfugiés mouraient de froid. Action Internationale contre la faim lançait une première campagne d'urgence : des tentes pour l'Afghanistan. Cet appel a été entendu ; nous avons abrité 15 000 hommes, femmes et enfants ; depuis, les organisations internationales ont pris le relais.

Aujourd'hui, les Afghans de l'intérieur meurent de faim. Action Internationale contre la faim lance une nouvelle campagne d'urgence : des convois pour l'Afghanistan. En répondant à cet appel, vous contribuerez à sauver des vies humaines, au cœur même de l'Afghanistan.

## ACTION INTERNATIONALE CONTRE LA FAIM

Fondateurs : Patrick Arfi, Jacques Attali, Danièle de Betak, Xavier Browaeys, Jean-Martin Cohen-Solal, Françoise Giroud, Marek Halter, Gilles Hertzog, Alfred Kastler, Bernard-Henri Lévy, Maria-Antonietta Macciocchi, Robert Sebbag, Guy Sorman, Marc Ullmann.



### DES CONVOIS POUR L'AFGHANISTAN

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

Oui je soutiens la campagne humanitaire d'Action Internationale Contre la Faim et vous adresse ma participation :

par chèque bancaire : à l'ordre d'A.I.C.F., 13 rue d'Uzès, 75002 PARIS  
par C.C.P. : A.I.C.F. 4 997 16 A Paris



Le Monde

# société

## LE MEURTRE D'UNE COLLÉGIENNE

Une jeune collégienne, Catherine Courcier, âgée de quinze ans, morte, jeudi 12 juin, en fin d'après-midi, dans les bois de Saint-Pierre-et-Saint-Paul (Eure-et-Loir), a été retrouvée dans une position déséquilibrée, à l'issue d'une chute. Les enquêteurs ont constaté que la victime avait subi quelques lésions à la tête et au cou.

La victime Catherine Courcier, âgée de quinze ans, était élève à l'école primaire de Saint-Pierre-et-Saint-Paul (Eure-et-Loir). Elle était accompagnée de quelques amis lors de sa promenade dans les bois.

Une enquête a été ouverte par la gendarmerie locale. Les enquêteurs ont constaté que la victime avait subi quelques lésions à la tête et au cou. Ils ont également constaté que la victime avait été retrouvée dans une position déséquilibrée, à l'issue d'une chute.

Plus de deux heures plus tard, une bicyclette a été retrouvée dans les bois. Les enquêteurs ont constaté que la bicyclette avait été laissée sur le sol.

Les enquêteurs ont constaté que la victime avait subi quelques lésions à la tête et au cou. Ils ont également constaté que la victime avait été retrouvée dans une position déséquilibrée, à l'issue d'une chute.

## NOUVELLE ÉRUPTION DU MONT SAINT-HELENS

Vancouver, 13 juin. — Une nouvelle éruption du mont Saint-Helens a eu lieu, le 12 juin, à 11 heures 30. Elle a été accompagnée de fumées et de cendres. Les autorités ont ordonné l'évacuation des zones à proximité du volcan.

Le mont Saint-Helens, qui s'était éteint le 27 mars après un sommeil de vingt-trois ans, a repris son activité. Les autorités ont ordonné l'évacuation des zones à proximité du volcan.

Un hélicoptère Super-Puma de la marine nationale a été abîmé, jeudi 12 juin, en fin d'après-midi, au large de Toulon. L'équipage a été évacué sans incident.

## JUSTICE

HUIT JOURS APRÈS L'OPÉRATION DE POLICE CONTRE LA « MAISON DU PEUPLE »

## Neuf militants cégétistes de Nancy sont mis en liberté

Nancy. — Le tribunal correctionnel de Nancy, siégeant jeudi 12 juin en flagrant délit, a renvoyé au 30 juin son jugement au fond dans l'affaire dite de la « Maison du Peuple ». Les neuf militants cégétistes de Nancy, accusés de violence et de voies de fait sur des agents de la force publique, ont été mis en liberté.

Ces décisions sont intervenues au terme de plus de huit heures d'audience. Plusieurs militants de la C.G.T. et de la C.F.D.T., stationnés depuis le début de l'après-midi devant le palais de justice, ont été entendus. Avant de prononcer les verdicts, le président du tribunal, M. Jean-Loup Ottavio, a ordonné la mise en liberté des neuf militants.

## Le droit et le bon droit

Le droit. Le bon droit. Jeudi 12 juin, au fil des heures, inégalement, le procès des militants de la C.G.T. a été tout entier placé sous le signe du bon droit. Bon droit au sens légal d'un acte, mais aussi au sens moral.

De notre envoyé spécial. Le droit, rien que le droit... À son tour, en prenant la parole, le procureur général a souligné la nécessité de respecter le droit. Il a également souligné la nécessité de respecter le bon droit.

M. Bertrand travaillait à son insu. Devant le tribunal, il a raconté comment il avait été surpris par la police. Il a également souligné la nécessité de respecter le droit.

Le droit, rien que le droit... À son tour, en prenant la parole, le procureur général a souligné la nécessité de respecter le droit. Il a également souligné la nécessité de respecter le bon droit.

Les militants de la C.G.T. ont été mis en liberté. Ils ont également souligné la nécessité de respecter le droit.

Le droit, rien que le droit... À son tour, en prenant la parole, le procureur général a souligné la nécessité de respecter le droit. Il a également souligné la nécessité de respecter le bon droit.

Auto-défense : une mise en liberté. Le carrossier d'Aubagne (Bouches-du-Rhône), M. Barthelemy, a été mis en liberté. Il a également souligné la nécessité de respecter le droit.

Le droit, rien que le droit... À son tour, en prenant la parole, le procureur général a souligné la nécessité de respecter le droit. Il a également souligné la nécessité de respecter le bon droit.

## Le tribunal de Poitiers s'estime incompétent pour juger les plaintes d'un journaliste contre le sous-préfet de Bayonne

notre correspondant

Poitiers. — Le tribunal de grande instance de Poitiers a rendu, mercredi 11 juin, ses jugements dans deux affaires éoquées, le 21 mai, sur plainte de M. Philippe Echeverry, journaliste à Bayonne, et Michel Buruco, président de l'association Eusko-Press.

M. Echeverry, trente ans, rédacteur aux hebdomadaires basques *Basques* et *Euzko* et correspondant de l'agence Eusko-Press, accusait le sous-préfet de Bayonne, M. Jean Bieache (1), cinquante-quatre ans, de l'avoir fait maltraiter par la police le 14 septembre 1979, alors qu'il se trouvait avec des confrères devant la sous-préfecture.

Le sous-préfet de Bayonne, qui ne s'était pas déplacé pour Eusko-Press et a relayé, au bénéfice du doute, les prévenus. Le jugement précise en effet qu'il existe un doute sur le moment auquel les prévenus ont eu connaissance du caractère privé des lieux.

(1) Le conseil des ministres du mercredi 11 juin a nommé M. Bieache préfet du Territoire de Belfort.

## CHAPTALISATION A CARCASSONNE

## Le procès d'une loi « désuète »

De notre correspondant

Carcassonne. — Un viticulteur et un commerçant ont comparu le mercredi 11 juin devant le tribunal correctionnel de Carcassonne. Ils sont accusés, l'un d'avoir transporté 200 litres de vin sans autorisation, l'autre d'en avoir vendu 21 tonnes, infractions qui remontent à 1977.

Ce procès relance le problème de la chapitalisation des vins, c'est-à-dire du fait de rajouter du sucre dans le vin. Ce problème a été abordé par la loi de 1929, qui leur refuse ce qu'elle autorise aux autres, serait enfin abrogée. Or la comparaison de deux personnes en correctionnelle le 11 juin et de deux autres le 18 juin remet tout en cause. C'est la raison d'une loi qui se trouve en contradiction avec la loi de 1929.

Le droit, rien que le droit... À son tour, en prenant la parole, le procureur général a souligné la nécessité de respecter le droit. Il a également souligné la nécessité de respecter le bon droit.

## Un service d'accueil des témoins et des victimes au palais de justice de Paris.

Un service de l'accueil des témoins et des victimes a été créé au palais de justice de Paris. Il a pour but de faciliter la vie des témoins et des victimes pendant le procès.

## La vice-présidente d'une association d'aide aux détenus a été libérée.

Toulouse. — Mme Georgesque Maleplante, cinquante-quatre ans, vice-présidente nationale du C.R.L., une organisation d'aide à la réinsertion, a été libérée. Elle a également souligné la nécessité de respecter le droit.

## Vol de manuscrits à la Société des gens de lettres

Cent soixante lettres et manuscrits d'écrivains ont été volés, le 11 juin, dans le bureau de la Société des gens de lettres. Les enquêteurs ont constaté que la victime avait subi quelques lésions à la tête et au cou.

## HERITAGE D'UN NOTAIRE

Le tribunal de Poitiers s'estime incompétent pour juger les plaintes d'un journaliste contre le sous-préfet de Bayonne. Le jugement précise en effet qu'il existe un doute sur le moment auquel les prévenus ont eu connaissance du caractère privé des lieux.

Le droit, rien que le droit... À son tour, en prenant la parole, le procureur général a souligné la nécessité de respecter le droit. Il a également souligné la nécessité de respecter le bon droit.

Le droit, rien que le droit... À son tour, en prenant la parole, le procureur général a souligné la nécessité de respecter le droit. Il a également souligné la nécessité de respecter le bon droit.

Le droit, rien que le droit... À son tour, en prenant la parole, le procureur général a souligné la nécessité de respecter le droit. Il a également souligné la nécessité de respecter le bon droit.

Le droit, rien que le droit... À son tour, en prenant la parole, le procureur général a souligné la nécessité de respecter le droit. Il a également souligné la nécessité de respecter le bon droit.

Le droit, rien que le droit... À son tour, en prenant la parole, le procureur général a souligné la nécessité de respecter le droit. Il a également souligné la nécessité de respecter le bon droit.

Le droit, rien que le droit... À son tour, en prenant la parole, le procureur général a souligné la nécessité de respecter le droit. Il a également souligné la nécessité de respecter le bon droit.

Le droit, rien que le droit... À son tour, en prenant la parole, le procureur général a souligné la nécessité de respecter le droit. Il a également souligné la nécessité de respecter le bon droit.

Le droit, rien que le droit... À son tour, en prenant la parole, le procureur général a souligné la nécessité de respecter le droit. Il a également souligné la nécessité de respecter le bon droit.

Le droit, rien que le droit... À son tour, en prenant la parole, le procureur général a souligné la nécessité de respecter le droit. Il a également souligné la nécessité de respecter le bon droit.

Le droit, rien que le droit... À son tour, en prenant la parole, le procureur général a souligné la nécessité de respecter le droit. Il a également souligné la nécessité de respecter le bon droit.











## DÉFENSE

## La bataille ou non ?

(Suite de la première page.)

Le Kremlin, dans ce cas, agit le plus vite possible pour créer un fait accompli et amorcer une négociation en position de force. C'est l'avantage de l'initiative en ce domaine. Ce qui était vrai il y a vingt ans l'est encore plus au moment où les fusées SS-20 et les bombardiers Backfire, plus précis que leurs devanciers, permettent de « désarmer » encore plus efficacement les armées atlantiques par un trappe préalable sur les objectifs militaires.

Sans l'exprimer explicitement, le général de Gaulle avait fait son choix. Dans la première hypothèse, la France participait à part entière aux opérations, jouant pleinement son rôle dans l'alliance et, bien entendu, était associée au règlement qui devait s'ensuivre. Dans la seconde, elle retirait prudemment ses troupes et se retirait sur un Hexagone « sanctuarisé » au préalable par la menace de représailles les plus massives possibles contre les villes soviétiques.

## Finlandisation ou soviétisation ?

En somme, l'ouvrage passe sur l'Allemagne et la mer du Nord, mais pense-t-on, Paris avait une chance de le contenir sur le Rhin en menaçant l'U.R.S.S. de mesures inacceptables par rapport à l'enjeu, et nouvelles pour elle. La France se retrouverait dans la position qui fut celle de l'Espagne pendant la dernière guerre mondiale : une situation guère enviable dans une Europe ravagée et avec l'armée rouge à ses portes, mais après tout la neutralisation, voire la finlandisation valait mieux que la soviétisation.

Ce schéma fait trembler aujourd'hui tout autant qu'il le faisait autrefois, car on ne dispose pas de la même puissance militaire que celle qui était à la disposition de la France en 1945. On ne peut plus compter sur la France pour contenir l'U.R.S.S. et l'Allemagne par une puissance hostile. Tout le monde en convient, mais la seule question est de savoir ce que la France pourrait faire pour survivre dans ce cas extrême, après l'échec de la dissuasion américaine. On ne voit pas non plus en quel et comment Paris pourrait, en attendant, renforcer le parapluie américain, tendre au-dessus de ses alliés européens. Si les États-Unis, avec leur formidable puissance, ne parviennent pas à être crédibles,

on voit pas pourquoi ils laisseraient aux Américains — qui se sont encore plus tentés d'y recourir sur ce théâtre lointain qu'est pour eux le Vieux Continent — l'avantage de l'initiative en ce domaine. Ce qui était vrai il y a vingt ans l'est encore plus au moment où les fusées SS-20 et les bombardiers Backfire, plus précis que leurs devanciers, permettent de « désarmer » encore plus efficacement les armées atlantiques par un trappe préalable sur les objectifs militaires.

Sans l'exprimer explicitement, le général de Gaulle avait fait son choix. Dans la première hypothèse, la France participait à part entière aux opérations, jouant pleinement son rôle dans l'alliance et, bien entendu, était associée au règlement qui devait s'ensuivre. Dans la seconde, elle retirait prudemment ses troupes et se retirait sur un Hexagone « sanctuarisé » au préalable par la menace de représailles les plus massives possibles contre les villes soviétiques.

pourquoi la France le serait-elle, au risque d'affaiblir sa propre dissuasion ?

C'est là la principale faiblesse de la thèse esquissée des 1978 par M. Giscard d'Estaing et renforcée par le programme U.D.F. le mois dernier sur le rôle de la « bataille » en Europe. La formation politique la plus proche du président est fort nette à cet égard. Pour elle, la bataille et les moyens que l'on se donne pour la mener « deviennent des éléments de la dissuasion ». Dans la mesure même où « la sécurité de la France se jouerait dans la première bataille en Europe », la participation des forces françaises « ne saurait être algébrique » : elle doit être définie « sous réserve », la seule marge de manœuvre laissée au président français portant sur le choix du moment et sur l'emploi ou non de l'arme nucléaire tactique.

Pourtant, la perspective d'une bataille n'est pas réellement dissuasive pour une puissance « nucléaire ». L'U.R.S.S. attendra jusqu'au dernier moment, car elle sait que ses troupes, en cas de guerre en Europe, essuieront des pertes considérables au tout début de cette face aux forces américaines et ouest-allemandes, mais espère que le combat se déroulera loin de son territoire et que, ainsi, l'enjeu sera supérieur aux risques encourus.

## Un maigre apport

L'emploi de l'arme nucléaire tactique ne modifie guère ces données. Comme on l'a dit, on ne voit pas pourquoi l'U.R.S.S. n'en prendrait pas l'initiative à l'appui d'une attaque générale. Si l'on voit encore moins en quel et comment Paris pourrait, en attendant, renforcer le parapluie américain, tendre au-dessus de ses alliés européens. Si les États-Unis, avec leur formidable puissance, ne parviennent pas à être crédibles,

on voit pas pourquoi ils laisseraient aux Américains — qui se sont encore plus tentés d'y recourir sur ce théâtre lointain qu'est pour eux le Vieux Continent — l'avantage de l'initiative en ce domaine. Ce qui était vrai il y a vingt ans l'est encore plus au moment où les fusées SS-20 et les bombardiers Backfire, plus précis que leurs devanciers, permettent de « désarmer » encore plus efficacement les armées atlantiques par un trappe préalable sur les objectifs militaires.

à l'adversaire qu'il se heurtera à une importante puissance de feu nucléaire.

En refusant cette bataille, le R.P.R. est donc beaucoup plus près à la fois des réalités et des orientations du général de Gaulle. Il va même au-delà en préconisant, en cas de conflit en Europe, une participation à l'avance limitée : il n'est question que d'agir « en second », avec « une notation limitée de forces », afin de « participer au règlement d'une crise n'intéressant pas directement notre pays ». Le rôle des forces classiques ne peut être que de « préparer l'entrée en jeu de l'arme nucléaire » et cet emploi n'a rien à voir avec la bataille elle-même : il ne sert qu'à annoncer la résolution de recourir à l'arme stratégique contre le territoire soviétique proprement dit, dans le cadre d'une stratégie de « montée aux extrêmes ».

La seule nuance introduite dans le schéma original est que la dissuasion anti-cités est maintenant « double » : aux centres de décision et aux capacités économiques et industrielles de l'ennemi. Mais il faut toujours se maintenir à « dissuasion » du « faible au fort » en utilisant le « pouvoir égalisateur de l'atome ». La faible dissuade le fort en ne copiant pas ; il refuse la bataille et menace tout simplement de le punir à sa manière, en portant à ses centres vitaux une série de coups inacceptables. Bien qu'on ne le précise pas, les États-Unis jouent leur rôle, sans rien avoir à faire, dans ce schéma : les dommages portés à l'U.R.S.S. paralyseront à elle-même d'autres centres de décision, car ce pays se retrouvera très gravement blessé en face d'une Amérique à peu près intacte.

Les arguments avancés contre cette doctrine sont impressionnants, mais en surface seulement : la première objection est que le président français qui appuierait sur ce bouton-là attirerait des représailles contre nos propres pays, conduisant à sa « soviétisation ». Les Français en sont si convaincus qu'une moitié d'entre eux, selon le sondage IFOP-*Le Point*, que M. Giscard d'Estaing, pour cette raison, ne fera pas le geste. Il faut pourtant savoir que, en matière de dissuasion, l'important est d'abord ce qui se passe dans la tête de l'adversaire supposé. En d'autres termes, c'est d'abord à M. Brejnev et Oustinov de décider si la possession de la France « vaut » la destruction d'une cinquantaine de villes soviétiques. En outre, on oublie que le dilemme se pose essentiellement dans les mêmes termes pour tout détenteur de l'arme nucléaire, qu'il s'agisse de M. Carter ou des dirigeants chinois. Les échelles varient d'un pays à l'autre, mais la sanction de tout territoire est à ce prix.

An niveau des spécialistes, on fait souvent valoir que la « mode » — poussée par la technologie — a changé, que le passage des deux Grands à une stratégie antifrictions rend « dépassé » l'enlèvement de la France à pour suivre une stratégie anti-cités. En réalité, la nouvelle précision des armes soviétiques conduit à prendre toujours de nouvelles précautions pour assurer l'invulnérabilité des moyens français de dissuasion. Elle n'oblige pas pour autant à entrer dans le jeu des Grands, à « courir » après une multitude d'objectifs insaisissables : le plus efficace, en ce domaine, est, ce qui fait

le plus mal. En outre, la France n'a pas les mêmes problèmes que les États-Unis, qui doivent non seulement « sanctuariser » leur territoire — et ils le font en substance de la même manière que la France — mais aussi assurer à leurs alliés une protection évidemment beaucoup moins crédible.

La seule objection nouvelle que l'on peut faire à la théorie R.P.R. de la dissuasion provient de la future mise en place des fusées américaines à moyenne portée en Europe occidentale. Ces armes stratégiques renforceront le parapluie américain en menaçant le territoire soviétique de représailles, mais elles affaibliront indirectement la force de dissuasion française, car elles la copient. Si les Soviétiques passent outre à cette nouvelle dissuasion OTAN, il leur en coûtera moins de passer outre à la dissuasion française, qui leur promet des dommages comparables. Ce n'est pas pour autant une raison suffisante pour la France de se rallier à l'idée d'une « bataille de l'avant ».

Où en est dans tout cela l'idée d'une « défense européenne » ? M. Aurillac, auteur des « réflexions sur la défense » du R.P.R., écrit que « pour la défense française sera forte et considérable, plus nous renforcerons l'Europe ». Mais, conclut-il, nous sommes de bons Européens. Il ne va pas au-delà, ce qui doit paraître bien maigre à ceux qui rêvent d'une Europe « européenne », prenant en compte pour de bon les charges et les responsabilités de sa défense. Mais ce n'est pas non plus en voulant participer à une « bataille atlantique » engagée dans des conditions douteuses ou en voulant faire plaisir à tout le monde que l'on se montrera meilleur Européen.

MICHEL TATU.

inscriptions  
forum 544  
VOYAGES 38.61  
"AGADIR"  
1280 F.A.R.

MARCHAIS  
GISCARD  
ET KILBOUL  
observateur

## FEU VERT!

Le nouveau reflex Pentax MV ouvre enfin la voie de la simplicité à la photographie de qualité. Regardez dans le viseur. Si le voyant est vert, faites la mise au point et déclenchez. Si il est rouge ou jaune, tourez la bague des diaphragmes jusqu'au vert. Voilà. C'est aussi facile que ça.

Très abordable, le MV est également super léger. Et vous pouvez adapter plus de 40 objectifs et tout un éventail d'accessoires. La simplicité du MV donne libre accès à la photographie créative. Allez jusqu'au bout de vos idées. Vous avez le feu vert.

PENTAX

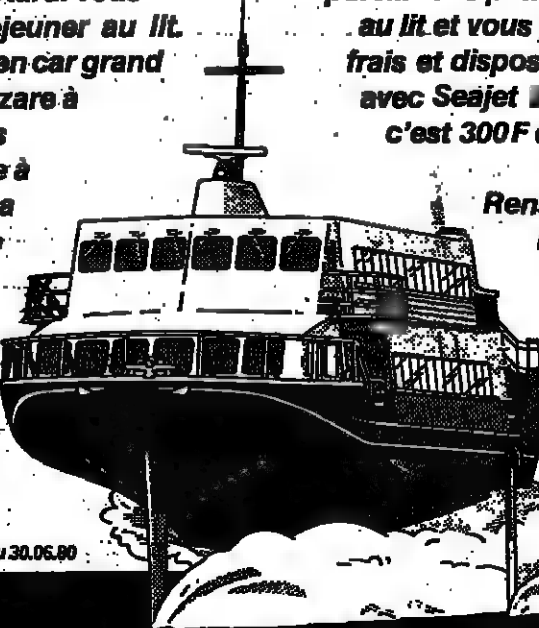
Demandez la documentation détaillée à l'importateur exclusif pour la France Métropolitaine : Télés 24/24, rue Paul-Valentin-Couturier - 92300 Levallois-Perret

PARIS-LONDRES:  
300 F\* ALLER-RETOUR.  
A LA BONNE HEURE.

Seajet met Paris-Londres à 300 F aller-retour. Un exploit. Une seule condition. Se lever tard. Vous prenez le petit déjeuner au lit. A 10h, vous partez en car grand luxe de Paris St-Lazare à Dieppe. De là, vous survolez la Manche à 3 m au-dessus de la mer, à la vitesse de 80 km/h. Puis, Seajet vous mène directement de Brighton à

Victoria Station. En plein cœur de Londres. Pour le retour, c'est pareil. Vous prenez le breakfast au lit et vous partez à 12h30, frais et dispos. Paris-Londres avec Seajet la mi-journée, c'est 300 F et deux grasses matinées.

Renseignements et réservations au 742.77.91 ou auprès de votre agence de voyages.



\* Cette offre est valable jusqu'au 30.06.80

SEAJET

L'autre façon de s'envoler pour l'Angleterre.

Inde :  
Des prix. Des idées.

- Delhi aller/retour au départ de Paris : 3 230 F
- Une nuit d'hôtel à Delhi ou Bombay, (cat. touriste) par pers. : 65 F
- "Le toit du monde" Ladakh, circuit 15 jours : 7 115 F
- Aujourd'hui, il y a 2 000 ans l'Inde du Nord, Népal, Cachemire, Rajasthan, circuit 21 jours : 9 820 F
- Du gange sacré à l'Himalaya : Inde du Nord, Népal, circuit 15 jours : 6 520 F

\* Nos prix de circuits comprennent les vols aller/retour au départ de Paris, les transports en cars, les hôtels en pension complète 1<sup>re</sup> catégorie ou luxe et un accompagnateur (base groupe 15 pers.). Il reste encore quelques places sur nos vols et circuits Mexique, Thaïlande et U.S.A.

C'est le moment de vous décider !

forum  
VOYAGES

1, rue Cassette 75006 Paris

tél. 544 38 61

3 bis, rue de Valenciennes 75006 Paris

tél. 325 75 25

**Le Monde**

Abonnements

1 an 120 F

6 mois 60 F

3 mois 30 F

15 jours 10 F

7 jours 5 F

3 jours 2 F

1 jour 1 F

Les abonnés qui paient par chèque postal (titre 360) versent leur souscription à l'ordre de : Le Monde, 1, rue Cassette, 75006 Paris.

Les abonnés qui paient par mandat postal versent leur souscription à l'ordre de : Le Monde, 1, rue Cassette, 75006 Paris.

Les abonnés qui paient par mandat bancaire versent leur souscription à l'ordre de : Le Monde, 1, rue Cassette, 75006 Paris.

Les abonnés qui paient par mandat de paiement versent leur souscription à l'ordre de : Le Monde, 1, rue Cassette, 75006 Paris.

Les abonnés qui paient par mandat de paiement versent leur souscription à l'ordre de : Le Monde, 1, rue Cassette, 75006 Paris.







## Un médecin peut-il prescrire un médicament interdit en France ?

[illegible]



**ROGER CANS.**

ger, tiré ■ cinq mille exemplaires,

la commission épiscopale

... l'équipe d'Aix, et une équipe de Jean-Paul

a-t-elle une Tél : (93) (F.N.A.I.M.)

\_\_\_\_\_

la commission épiscopale

vêque d'Aix, et une équipe  
huit frères.

e de Jean-Paul II a-t-elle

Tél : (93) [REDACTED] (F.N.A.I.M.)

22

1. 2007 年 10 月 1 日起, 凡在境内销售货物或者提供加工、修理修配劳务以及进口货物的单位和个人, 均应按照《中华人民共和国增值税暂行条例》及实施细则有关规定缴纳增值税。

\_\_\_\_\_



Pour réussir un Bac (G1, G2, G3), il faut s'y préparer avec soin. L'Ecole Pigier vous aide à réussir.  
Inscrivez-vous à

**Ecole Pigier**  
**Rive Droite**  
Institution d'enseignement privé  
rue de Rivoli 75001 PARIS  
**235.44.88**



**RECEVEZ GRATUITEMENT**

**l'un des numéros suivants :**

☐ « Le sport à l'école », n° 11, février 1977.

☐ « Quel enseignement pour les années 80 ? », n° 57, janv. 1980.

☐ « Les jeux et la société », n° 56, décembre 1979.

☐ « Les enfants et la publicité », n° 55, novembre 1979.

☐ « Apprendre les maths ; la casse-tête », n° 54, oct. 1979.

☐ « Orientation : quel bac choisir ? », n° 50, mai 1979.

☐ « La psychanalyse et l'école », n° 49, avril 1979.

Vous pouvez, si vous le souhaitez, recevoir en plus de votre numéro-cadeau d'autres numéros. Il vous suffit d'ajouter à votre règlement la somme de 10 F par exemplaire demandé.

NOM.....

Prénom.....

Adresse.....

Je règle la somme de 70 F pour mon abonnement d'un an (12 numéros) au Monde de l'éducation, je reçois en cadeau l'un des numéros cochés ci-dessus.

Envoyez votre bulletin de règlement (chèque bancaire ou postal à l'ordre du « Monde »), au « Monde de l'éducation », abonnement, 5, rue de la République - 75001 PARIS CEDEX 05 - Tél. : 01-42-78-12-12

**icad**  
STUDY DES ATTACHES DE DIRECTIV  
91, rue de l'Université  
9, rue Sadillit  
75007 Paris  
501.23.40/55, 71.69  
Action commerciale  
Comptabilité  
et gestion d'Entreprise  
D.E.C.S.  
**réparation**  
B.T.S. d'Etat - D.E.C.S.  
documentation sur commande

## L'ÉCOLE ET LE RENOUVEAU

supérieur commercial  
PARIS (75.86.66)  
PELLIER (75.86.66)  
Compagnie Générale  
de

**GROUPE 7**

Tests d'entrée : juin, juin, juillet.  
Ecole privée d'enseignement supérieur commercial  
14, rue de la Chapelle, 75018 PARIS (13ème arr.)  
710, rue d'Alsace, 34100 MONTPELLIER (76.36.06)  
Correspondance à Lyon : 5, Impasse Châteauneuf  
69340 FRANCHEVILLE (04.72.17.17)

Tests d'entrée : juin, juin, juillet.  
Ecole privée d'enseignement supérieur commercial  
14, rue de la Chapelle, 75018 PARIS (13ème arr.)  
710, rue d'Alsace, 34100 MONTPELLIER (76.36.06)  
Correspondance à Lyon : 5, Impasse Châteauneuf  
69340 FRANCHEVILLE (04.72.17.17)

**GROUPE 7**  
199, boulevard

**GROUPE 7**  
199, boulevard

[illegible]



SUPPLÉMENT ÉDUCATION

# DE LA CONSCIENCE JUIVE

L'association « Organisation, reconstruction, travail » (O.R.T.)

## Une formation professionnelle au service d'une action sociale

L'O.R.T. — Organisation, reconstruction, travail — est une association reconnue d'utilité publique, qui, à travers un ensemble d'établissements scolaires, a le monopole de l'enseignement technique juif. Des centres O.R.T. existent actuellement dans plus de vingt pays. En France, où elle a été fondée en 1921, quatre mille élèves sont actuellement répartis dans huit écoles situées principalement à Paris, Lyon, Strasbourg, Marseille et Toulouse. Des structures souples et originales, une observation permanente de l'évolution technologique permettant à l'O.R.T. d'orienter ses cours de formation en fonction des filières les plus prometteuses du marché de l'emploi. Ses élèves, en grande majorité de jeunes rapatriés d'Afrique du Nord, sont parmi les plus dévalorisés de la communauté juive française.

Le silence studieux des élèves, troublé sporadiquement par le roulement des machines, contraste vivement avec l'atmosphère enjouée des couloirs de l'O.R.T. à Montreuil (Seine-Saint-Denis), où les élèves attendent d'entrer en cours. Dans les cafés alentour, de petits groupes de jeunes s'attardent avant de rentrer chez eux. Dans l'école et hors l'école, l'air est animé et les élèves apportent un brin de chaleur dans cet après-midi pluvieux.

Ce n'est pas le recrutement, ni les rituels de groupes d'extrême-droite lors des sorties d'élèves, non plus que le taux élevé de réussite aux examens — 75 à 90 % de succès chaque année — qui permettent de différencier cette école technique des autres. L'O.R.T. est en réalité non seulement un centre d'enseignement technique où se normalise la structure professionnelle des jeunes juifs issus de pays en voie de développement, mais également — ses responsables y insistent vigoureusement — un lieu de transition culturelle et religieuse vers l'Occident.

Les fêtes de Kippour, Pessah, Rosh Hashana, y sont célébrées au même titre que les fêtes

nationales. La cantine propose des repas uniquement casher et les professeurs d'histoire juive dispensent des trésoirs de pédagogie pour faire comprendre aux incertains que la Bible reste la pièce maîtresse d'une identité et d'une morale avec lesquelles chaque juif est obligé de se débrouiller. Les causes dominicales du rabbin Eisenberg et d'Almond Abecassis, retransmises à l'antenne interne de télévision, apportent à ces enseignants une aide notable dans leur tâche souvent rude.

Bien qu'à l'O.R.T. l'enseignement soit gratuit, le comité féminin attaché à chaque école joue un rôle social décisif pour assurer la socialisation d'élèves issus de familles particulièrement dévalorisées. Grâce à des ventes annuelles d'objets fabriqués par ces futures techniciennes, les jeunes bénévoles sont en mesure de constituer un budget propre qui leur permet d'assurer la cantine gratuite à ceux qui en ont besoin, d'acquiescer des bourses et même de défrayer totalement des séjours en colonies de vacances. Parallèlement, elles font des démarches auprès des entreprises pour recruter la taxe d'apprentissage, qui représente une part importante du budget de l'O.R.T.

Capacité, malgré cette tâche, malgré le matériel fourni gratuitement (prototypes d'ascen-

sors par exemple) ou à tarif préférentiel (ordinateurs pour les cours de programmation), ces écoles techniques ont du mal à s'autofinancer. Ce sont des coûts énormes par le seul fait du mondial de l'O.R.T. à Londres, auprès des communautés juives étrangères, qui combinent le reste des dépenses.

Une insertion sociale réussie reste le meilleur moyen de passer les plates qu'occasionne toute émigration. Les dirigeants de l'O.R.T. en sont conscients et leur objectif numéro un en cette période de reconstruction économique consiste à éviter le chômage de leurs jeunes diplômés. A cela une seule solution : prévoir les mutations technologiques un, deux et même trois ans avant qu'elles ne deviennent des réalités économiques, puis ouvrir les filières de formation qui mènent à ces emplois nouveaux au moment voulu. Dès qu'une formation cesse de répondre aux besoins de la communauté, elle est immédiatement remplacée par une autre plus « actuelle ».

A cet effet, une structure originale a été mise en place. En

### Les adultes aussi

A côté des écoles techniques pour jeunes, l'O.R.T. a développé un important secteur de formation permanente pour adultes (F.P.A.). Or chaque année quatre mille personnes de tous âges et de toutes origines se recrutent. C'est là par exemple que les ingénieurs et techniciens se familiarisent avec les logiciels et les robots qui équipent les chaînes de montage et les derniers progrès dans la technique du froid industriel.

Sur cette école dynamique et active plane cependant une ombre : l'enseignement concerne essentiellement les garçons, les filles ne représentent que 30 % des effectifs. « Nous sommes victimes d'un problème qui dépasse la co-

desous du conseil d'administration, présidé par M. Pierre Drayton, qui fut président-directeur général de la Régie Renault, on trouve le conseil technique qui rassemble cinquante patrons et cadres supérieurs d'entreprises prospères dans des secteurs technologiques de pointe (Schneider, C.G.E.,...). Chaque fois qu'une section de certificat d'aptitude professionnelle (C.A.P.) se révèle riche de possibilités, on décide de la prolonger. C'est ainsi que les deux cycles d'études les plus demandés : électronique et électrotechnique, préparent successivement au C.A.P., au brevet d'études professionnelles (B.E.P.) puis au baccalauréat de technicien.

En l'on ajoute à cela que tous les directeurs de l'O.R.T. sont en contact direct avec la communauté économique de leur région dans la mesure où ils siègent dans les commissions départementales de la formation professionnelle et de l'emploi et que l'association d'anciens élèves est fort active, on ne s'étonne pas que 90 % des élèves diplômés aient un emploi à leur sortie.

de nos écoles, explique M. Bloch, directeur général de l'O.R.T.-France. Les parents sont réticents à laisser leurs filles se déplacer seules pour venir à notre école de Montreuil. C'est nous qui sommes obligés d'aller vers elles, et c'est ce que nous avons fait en ouvrant trois sections de secrétariat à l'O.R.T. de Villiers-le-Bel.

Le choix professionnel qui leur est offert se réduit cependant à la couture et au secrétariat. « Chaque fois qu'une fille s'inscrit, nous lui faisons visiter toutes les sections qui lui sont ouvertes. Mais ce sont elles qui choisissent. Il est probable que la plupart d'entre elles s'orienteront vers le secrétariat avec le temps. » Mais il ne faut pas sous-estimer non plus la « myopie du monde industriel » : « Les quelques techniciennes que nous avons formées et placées dans des bureaux d'études se sont rapidement retrouvées secourues de leurs collègues ingénieurs », ajoute M. Bloch.

Quant aux garçons, leur vision de l'avenir est encore incertaine. S'ils sont nombreux à se poser la question d'entrer un jour en Israël, les trois ans de service militaire obligatoire les font quelque peu hésiter. En tant que techniciens, ils rêvent plus volontiers au paradis technologique américain — Y. M.

### A COPENHAGUE

## Étudiants, enseignants et chômeurs mobilisés autour d'un terrain de jeu

C'ÉTAIT un étrange spectacle de voir chaque nuit, depuis le début du mois de mai, près de quatre-vingts agents de la force publique, casqués et en treillis, défendre un simple terrain vague de Copenhague, jonché de sacs de plastique usés et de vieilles planches de bois. Autour d'eux, des feux de camp ont été allumés, et des rangées populaires sont alignées par près de deux cents personnes, jusque tard dans la nuit.

Certains, sans doute influencés par une tradition du moins justifiée de bonne entente au Danemark entre la police et la population, essaient de convaincre les policiers de la justesse de leurs vues. Leur argumentation repose surtout sur le plaisir que trouvent chaque jour une centaine d'enfants à jouer avec des animaux après l'école, ou avec leurs professeurs pendant la journée, sur ce terrain libre depuis les démolitions d'immeubles en 1967.

Au cœur du quartier populaire de Nørrebro, où s'allongent des immeubles de briques et d'ardoise de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, il n'est pas, en effet, beaucoup d'espace pour les plus jeunes. La version du premier bourgeois maître M. Ego (secrétaire social-démocrate), qui compare les immeubles de ce quartier à « des bidonvilles », est sensiblement différente : « Ces terrains, explique-t-il, ont été simplement laissés à la disposition des enfants par la municipalité. Celle-ci a décidé aujourd'hui dans le cadre de la rénovation du quartier de construire sur cet emplacement un certain nombre de logements. »

L'enjeu de cette lutte dépasse en fait largement les quelques mètres d'un terrain devenu le

symbole, pour les centaines de personnes qui, le lundi 13 mai, manifestaient à Copenhague d'une résistance à la politique d'urbanisme de la municipalité. L'objectif officiel de celle-ci est de rénover entièrement l'ensemble du quartier de Nørrebro (soixante-dix mille habitants).

Nombreux seront les habitants du quartier, contrainsts par les prix des futurs loyers, à quitter la capitale.

Les contestataires sont-ils pour autant « ces nouveaux intellectuels issus de milieux aisés venus quelque temps semer le trouble dans ces quartiers déshérités », comme le proclament les socialistes-démocrates ? On compte, certes, parmi les animateurs du « collectif des habitants » qui existe depuis cinq ans et qui anime la lutte actuelle, une majorité d'étudiants et de professeurs. Le parti des socialistes de gauche, des extrémistes de gauche fortement imprégnés de non-violence et d'écologie, soutiennent les habitants mobilisés, mais souhaitent nettement rester en retrait des initiatives locales. Certains habitants enfin d'un quartier qui vote à 40 % encore pour la social-démocratie démentent. Il est vrai, ces « rockers » qui consentent tout à l'heure à la foule « obscures » et à l'« élitisme » de rupture de ban, de vieilles gens d'immigrés et de travailleurs sociaux qui s'opposent à l'urbanisme du premier bourgeois n'est à aucun cliché. La conquête du « pouvoir d'État » prônée par les gauchistes en 1968, fait sourire et les « casseurs de vitrines », qui sont venus leur apporter un embarrassant soutien, haussent les épaules de cet étrange village, joyeux et étonnant, où l'un se connaît encore entre voisins.

NICOLAS BEAU.

## Que faire après la terminale ?

Des études conduisant à des CARRIÈRES VIVANTES ET VARIÉES dans des secteurs aux DÉBOUCHÉS OUVERTS (comptabilité, gestion, secrétariat de direction, secrétariat trilingue, carrières commerciales...)

2 ans d'études sanctionnées par un diplôme d'Etat (B.T.S., D.E.S.)

Prolongement de la scolarité par 1 an de FORMATION AMÉRICAINE AU BUSINESS

Admission sur dossier (niveau bac)

### ISTEG

Etablissement d'enseignement privé

107, rue de Raoully, 75012 PARIS

Tél. : 340-56-46

Documentation gratuite

Nom, Prénom : .....

Adresse : .....

.....M I

## LA FEMME SECRÉTAIRE

ÉCOLE TECHNIQUE PRIVÉE DE SECRÉTARIAT

101, rue de la Chapelle - 75007 PARIS

Tél. : 33-30-20 - 705-86-55

• PRÉPARATIONS : Brevet de Technicien Supérieur du Secrétariat. Options : Secrétariat de direction, Secrétariat trilingue, Examens des Chambres de Commerce étrangères.

• SECOURS SOCIAUX : Régime « Étudiant ».

• ADMISSION : Baccalauréat ou équivalent, à défaut examen d'entrée pour les élèves sortant de Terminale. Dates d'examen : 19 juin - 1<sup>er</sup> et 10 juillet.

• SECTION PRÉPARATOIRE pour les élèves sortant de classe de Première.

Inscriptions tous les après-midi à l'école.

## EST école supérieure de tourisme

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

PRÉPARATION AU BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR DE TOURISME (B.T.S.T. (2 options))

CERTIFICAT D'ÉTUDES APPROFONDIES DE TOURISME G.E.A.T.

FORMATION ACCÉLÉRÉE DE SECRÉTARIAT TOURISTIQUE C.F.P.S.T.

STAGES ET VOYAGES D'ÉTUDES

ACTIVITÉS CULTURELLES

DÉBOUCHÉS ET PLACEMENT (Région Île-de-France)

— bon à découper et à retourner —

4, place Saint-Germain-des-Près, 75006 PARIS

Engagement : .....

Tél. : 222.91.70

NOM : .....

Adresse : .....

## École Pigier : la bonne voie pour réussir

Formation aux métiers du Secrétariat, de la Comptabilité, de la Gestion et du Commerce, C.A.P., B.E.P., B.A.C. G1, G2, G3, B.T.S.

Demandez un entretien d'orientation à

**Pigier-Info**

Institution d'enseignement privé

55 rue de Rivoli 75001 Paris

233.44.88

## IAC Institut européen de formation aux affaires et à la conduite des entreprises

Le but de l'I.A.C. est de former des dirigeants pour les entreprises françaises et européennes de demain. Dans une Europe affrontée à tant de pays jeunes, dynamiques, avides de développement et de progrès, il n'y aura aucune place pour les sceptiques et les désabusés. Il faudra, au contraire, des hommes déterminés, motivés et, surtout, bien préparés à une compétition mondiale impitoyable.

Formation I.A.C. : trois années dont la troisième comme salarié dans une entreprise

Pendant les deux premières années, la part est égale entre l'acquisition des données de base et la pratique : 5 séquences en Institut, 5 séquences en entreprise en France et en Europe.

La troisième année, prioritairement à la pratique et mise à l'épreuve du réel avec un emploi effectif comme salarié d'une entreprise.

De plus l'I.A.C. assure la formation continue de professionnels en activités. Vous êtes en contact constant avec eux dans des séances de formations communes. Pendant toute la durée des études entraînement intensif à la pratique de deux langues (en plus du français) par les méthodes les plus modernes et sur le terrain.

Diplôme minimum exigé : Baccalauréat toutes sections.

Pour plus d'informations, vous pouvez, sans engagement et gratuitement :

☐ avoir avec nous et sur place un entretien personnel

☐ nous demander notre documentation par téléphone ou en nous renvoyant le bon ci-dessous.

NOM : ..... Prénom : .....

Age : ..... Téléphone : .....

Adresse : .....

.....

I.A.C. INSTITUT EUROPÉEN DE FORMATION AUX AFFAIRES ET À LA CONDUITE DES ENTREPRISES

Institut Privé Européen du Groupe PSA

71, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris / téléphone 266.40.70



## LE CHAMPIONNAT D'EUROPE DES NATIONS

### Les Italiens veulent oublier les scandales du « totonero »



This is a detailed topographic map of the Gard region in France. The map shows the Gardon river and its tributaries, including the Font-Ménestrier and l'Estel. Key locations marked on the map include Font-Ménestrier, l'Estel, Gardon, and Gard. The map features contour lines, roads, and a railway line. A scale bar at the bottom indicates distances in kilometers.

[illegible]



# Le Monde

## LOISIRS ET TOURISME

### RANDONNÉES PROFONDES

## A cheval sur la Lozère

**P**OUR l'aventure, il n'y a rien de tel que de partir à cheval. C'est un sport qui se pratique dans tous les coins de France, mais c'est surtout en Lozère que l'on peut vivre une expérience unique. Le département, en effet, est un véritable paradis pour les cavaliers. Ses paysages sont à couper le souffle, ses villages sont pittoresques, et ses habitants sont très accueillants. C'est pourquoi, chaque année, de nombreux touristes viennent à cheval en Lozère pour profiter de tout cela.

Un seul point commun à tous les cavaliers qui viennent en Lozère : ils sont tous amoureux de leur cheval. C'est une passion qui les a conduits à acheter un cheval, à l'élever, à l'entraîner, et à le faire participer à toutes les épreuves possibles. Pour eux, le cheval n'est pas seulement un animal de transport, c'est un véritable partenaire, un ami, un compagnon de route.

La randonnée à cheval en Lozère est une véritable aventure. Elle permet de découvrir les beautés du département, de rencontrer de nouvelles personnes, et de vivre des moments inoubliables. C'est pourquoi, si vous êtes amoureux de votre cheval, n'hésitez pas à partir à cheval en Lozère. Vous ne serez pas déçu.

La randonnée à cheval en Lozère est une véritable aventure. Elle permet de découvrir les beautés du département, de rencontrer de nouvelles personnes, et de vivre des moments inoubliables. C'est pourquoi, si vous êtes amoureux de votre cheval, n'hésitez pas à partir à cheval en Lozère. Vous ne serez pas déçu.

La randonnée à cheval en Lozère est une véritable aventure. Elle permet de découvrir les beautés du département, de rencontrer de nouvelles personnes, et de vivre des moments inoubliables. C'est pourquoi, si vous êtes amoureux de votre cheval, n'hésitez pas à partir à cheval en Lozère. Vous ne serez pas déçu.

### Galop dans les grottes

La première randonnée à cheval en Lozère a été organisée par le Club de l'Équitation de Mende. Elle a eu lieu le 10 juin, et a été un grand succès. Les cavaliers ont pu découvrir les beautés de la région, et ont vécu des moments inoubliables.

### La randonnée permet aussi

de découvrir les beautés du département, de rencontrer de nouvelles personnes, et de vivre des moments inoubliables. C'est pourquoi, si vous êtes amoureux de votre cheval, n'hésitez pas à partir à cheval en Lozère. Vous ne serez pas déçu.

### Les agents de voyages touchés par la crise pour la première fois

C'est la crise, la vraie, celle que l'on redoutait depuis le premier choc pétrolier de 1973-1974, atteint, en ce moment même, le secteur des loisirs et du tourisme. Jusqu'à ce deuxième trimestre 1980, les consommateurs de vacances avaient étonné les observateurs en refusant de sacrifier le loisir. Plusieurs signes concordants prouvent que ce comportement tend à se modifier et que les professionnels du voyage affrontent un « grain » qui promet d'être sévère.

Selon un sondage réalisé à la demande de la Confédération française des industries du tourisme (Cofit), 48 % des personnes interrogées sur leur consommation de vacances ont déclaré, soit de réduire leur consommation, soit d'écarter les vacances pour partir en congé (36 %). Au niveau des agences de voyages, on voit de plus en plus de voyageurs organisés, y compris ceux des vacances d'été. Des chutes de ventes comprises entre -10 et -30 % ne sont pas rares. Les rétroactions se multiplient : M. Pierre Amalou a quitté la direction de l'Agence Voyage-Conseil ; M. Lucien Klat, celle de l'Agence Tour-Tourisme ; M. François Huet, celle d'Air-Tour-Bure 7. La profession bruisse de rumeurs de licenciements.

Du côté des pays d'accueil, le pessimisme est la règle : l'Espagne devrait connaître une très mauvaise saison touristique. Les États-Unis voient baisser l'engouement qu'ils réalisaient autrefois ces dernières années. Les Antilles ne drainent plus les foules. La peur du lendemain et les hausses de prix dans les transports aériens commencent à avoir raison du goût pour les voyages à l'étranger manifesté par les Français. Ceux-ci se tournent vers l'Hexagone et, si l'on en croit les questions posées à France Informations Loisirs, vers les solutions les moins chères comme les gîtes ou les meublés. L'hôtellerie et la restauration traditionnelle risquent de ne pas beaucoup profiter de ce repliement sur la France.

M. Jean-Pierre Boisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, pourrait se retrouver à l'automne avec un bilan de l'été atypique, les Français étant restés en France mais n'ayant dépensé que le strict minimum en grand dam des professionnels. Le temps des vacances maigres est arrivé.

ALAIN FAUJAS.

### LE CAMPING DANS LES EMBOUTEILLAGES

## Pas assez de terrains pour planter les piquets

**A** l'origine, le camping est une « soustème ». Les pionniers fondèrent le Camping de France, en 1910, apportant la chimie au sport et le confort au plaisir. A ces temps héroïques, les campeurs vivaient dans des tentes, sur des terrains de fortune, avec des équipements rudimentaires. Mais, au fil des années, le camping a évolué. Les campeurs ont cherché à améliorer leur confort, à avoir des équipements plus modernes, et à trouver des terrains plus agréables. C'est pourquoi, aujourd'hui, le camping est devenu une véritable industrie.

Quelques-uns, cependant, ont refusé de suivre cette voie. Ils ont voulu rester proches de la nature, de la simplicité, et de la liberté. C'est pourquoi, ils ont créé des camps « naturels », où les campeurs peuvent vivre dans des tentes, sur des terrains de fortune, avec des équipements rudimentaires. Ces camps « naturels » sont très appréciés des campeurs qui cherchent à vivre une expérience unique.

La randonnée à cheval en Lozère est une véritable aventure. Elle permet de découvrir les beautés du département, de rencontrer de nouvelles personnes, et de vivre des moments inoubliables. C'est pourquoi, si vous êtes amoureux de votre cheval, n'hésitez pas à partir à cheval en Lozère. Vous ne serez pas déçu.

La randonnée à cheval en Lozère est une véritable aventure. Elle permet de découvrir les beautés du département, de rencontrer de nouvelles personnes, et de vivre des moments inoubliables. C'est pourquoi, si vous êtes amoureux de votre cheval, n'hésitez pas à partir à cheval en Lozère. Vous ne serez pas déçu.

La randonnée à cheval en Lozère est une véritable aventure. Elle permet de découvrir les beautés du département, de rencontrer de nouvelles personnes, et de vivre des moments inoubliables. C'est pourquoi, si vous êtes amoureux de votre cheval, n'hésitez pas à partir à cheval en Lozère. Vous ne serez pas déçu.



La randonnée à cheval en Lozère est une véritable aventure. Elle permet de découvrir les beautés du département, de rencontrer de nouvelles personnes, et de vivre des moments inoubliables. C'est pourquoi, si vous êtes amoureux de votre cheval, n'hésitez pas à partir à cheval en Lozère. Vous ne serez pas déçu.

La randonnée à cheval en Lozère est une véritable aventure. Elle permet de découvrir les beautés du département, de rencontrer de nouvelles personnes, et de vivre des moments inoubliables. C'est pourquoi, si vous êtes amoureux de votre cheval, n'hésitez pas à partir à cheval en Lozère. Vous ne serez pas déçu.

La randonnée à cheval en Lozère est une véritable aventure. Elle permet de découvrir les beautés du département, de rencontrer de nouvelles personnes, et de vivre des moments inoubliables. C'est pourquoi, si vous êtes amoureux de votre cheval, n'hésitez pas à partir à cheval en Lozère. Vous ne serez pas déçu.

## THAILANDE

22 JOURS

# 4900 F

*C'est louche !*

**nouvelles frontières**  
nous luttons pour le droit au voyage

186, bd du Montparnasse 75014 PARIS - 329.12.14  
5, rue Billard 38000 GRENOBLE - 87.16.53/54

### Le Monde des PHILATELISTES

La revue de juin vient de paraître (76 pages)

Les timbres de franchise militaire

L'impression des cartes postales par les relatives

L'illustration des timbres français de 1980...

...et les nouveautés du monde entier

En vente dans les kiosques et les librairies

11 bis, bd Hausmann, 75008 Paris

### Filles d'attente

Certes, le campeur moyen ne se réduit pas toujours aux clichés habituels. Il faut bien admettre que certains sont pour s'en satisfaire. Il a une quarantaine d'années, deux enfants - 80 % des campeurs ont moins de 40 ans, un revenu mensuel par ménage de 6 000 F, une voiture, la proximité de la plage. A n'importe quelle condition. Il fréquente assidûment, trois heures par jour minimum, ne s'y rend bien souvent que pour les « gosses » qui, à l'évidence, ne lui ruineraient guère au milieu des d'attente aux sanitaires et trop « souffrit » d'une promenade à laquelle il se trouve

### GILLES DUSOUCHET

(Lire la suite page 24)

De 11 à 22 août, accompagnée par un conférencier prestigieux, la croisière Guillaume Budé met le Cap sur l'Italie, sur les traces d'Ulysse : Athènes, Grèce, Péloponnèse, Sicile, Italie, Corse, Épire.

Renseignements et inscriptions : Agence Grécara, 23, avenue V. Hugo, 75116 Paris. Tél. : 508-14-24.

## la Tunisie

Portez-en aux ceux qui l'aimaient bien

Les nombreuses formules de vacances que nous vous proposons ont été étudiées et préparées par des gens du pays

**Pensez à vos vacances de juillet et d'août !**

**HAMMAMET**  
1 semaine, en pension complète à l'Omar Khayyam

**2085 F**  
(Prix T.T.C. transferts et assurances inclus)

**TUNISIE CONTACT**  
296.02.25 et 296.14.23

Non Adressé







## Extraordinaires bambous

Weymouth

Folkestone

Newhaven

Dover

Boulogne

Calais

Dunkerque

Cherbourg

Dieppe

— car-ferries  
- - - aéroglisseurs

*Demandez la brochure 80  
dans les gares et bureaux de  
tourisme SNCF, agences de voyages  
ou retenez le coupon.*

**Sealink Seaspeed SNCF**  
3 rue Ambroise Paré - 75010 Paris

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

**SNCF**

**SNEF**



**LA CLARTÉ - 736-30-75**  
enfants 3/12  
dispose places montagne/mer  
juillet/août. Equitation, poney,  
piscine, camping.

**YOGA - SANTÉ**  
**Diététique - Randonnée**  
un petit village de l'arrière-  
pays, dans une belle vallée  
« harmonie » : yoga, méditation,  
le bien-être, la détente, la santé,  
sept jours de vacances, pour la  
santé et l'esprit.  
RENOUVEAU DE VIERRES  
c/o CHANET, 18, r. Gay-Lussac,  
92000 Paris 16, 01-30-34, le soir.

de poterie et raku dans  
Limousin, du 20 au 30 juillet  
31 août : initiation, tour-  
nage, modelage, fabrication des  
émaux, émailage, (cours de 10 h et  
soirées) de dix jours. Possi-  
bilité de logement gratuit en  
place. Prix 700 F, fournitures  
comprises. Renseignements :  
Metamorphoses, 11, rue  
Jean-Beausire, 75004 PARIS, 01-50-  
30-30.

**ib**  
**international latin tourism**  
11 bis, rue Louis-Le-Grand  
75002 PARIS - Tél. 266-54-57  
Monsieur Opéra  
**SPECIAL**  
**JEUNES ET ÉTUDIANTS**  
**VOLS À TARIFS RÉDUITS**  
**OU CHARTERS**  
ATHÈNES à p. de 960 F A/R  
DUBROVNIK 960 F A/R  
STOCKHOLM 495 F A/R  
BATHON à p. de 2 290 F A/R  
Dém. notre programme  
Choix de onze pays  
à partir de 48 F  
Séjour en Yougoslavie 11 jours :  
1 650 F  
(pension complète Paris-Paris)  
Circuits :  
U.R.S.S. : 3 030 F  
Pologne : 2 450 F  
Thaïlande, Malaisie, Sumatra,  
22 jours : 8 650 F  
Thaïlande, Birmanie, 22 jours :  
11 000 F  
Nom .....  
Adresse .....  
Ville .....  
Code Postal .....  
..... Inex Latin Tourism

**OCEAN INDIEN**  
1 SEMAINE AU DÉPART DE PARIS  
1 - COMORES ..... 5 740 FF  
2 - MAURICE ..... 5 790 FF  
3 - MOMBASA ..... 4 275 FF  
4 - NAROI ..... 3 930 FF  
5 - NOSSY-BE ..... 5 560 FF  
6 - REUNION ..... 4 380 FF  
7 - SEYCHELLES ..... 5 270 FF  
8 - TANANARIVE ..... 4 690 FF  
CIRCUITS : 9 - PARIS/TANANARIVE/NOSSY-BE/SEYCHELLES/MAURICE/REUNION/PARIS = 5 560 FF  
INCLUANT CHEQUE PRESTATIONS : 11 - 890 F - 2 - 850 F - 3 - 350 F - 4 - 230 F - 5 - 230 F - 6 - 230 F - 7 - 230 F - 8 - 230 F - 9 - 230 F - 10 - 230 F - 11 - 230 F - 12 - 230 F - 13 - 230 F - 14 - 230 F - 15 - 230 F - 16 - 230 F - 17 - 230 F - 18 - 230 F - 19 - 230 F - 20 - 230 F - 21 - 230 F - 22 - 230 F - 23 - 230 F - 24 - 230 F - 25 - 230 F - 26 - 230 F - 27 - 230 F - 28 - 230 F - 29 - 230 F - 30 - 230 F - 31 - 230 F - 32 - 230 F - 33 - 230 F - 34 - 230 F - 35 - 230 F - 36 - 230 F - 37 - 230 F - 38 - 230 F - 39 - 230 F - 40 - 230 F - 41 - 230 F - 42 - 230 F - 43 - 230 F - 44 - 230 F - 45 - 230 F - 46 - 230 F - 47 - 230 F - 48 - 230 F - 49 - 230 F - 50 - 230 F - 51 - 230 F - 52 - 230 F - 53 - 230 F - 54 - 230 F - 55 - 230 F - 56 - 230 F - 57 - 230 F - 58 - 230 F - 59 - 230 F - 60 - 230 F - 61 - 230 F - 62 - 230 F - 63 - 230 F - 64 - 230 F - 65 - 230 F - 66 - 230 F - 67 - 230 F - 68 - 230 F - 69 - 230 F - 70 - 230 F - 71 - 230 F - 72 - 230 F - 73 - 230 F - 74 - 230 F - 75 - 230 F - 76 - 230 F - 77 - 230 F - 78 - 230 F - 79 - 230 F - 80 - 230 F - 81 - 230 F - 82 - 230 F - 83 - 230 F - 84 - 230 F - 85 - 230 F - 86 - 230 F - 87 - 230 F - 88 - 230 F - 89 - 230 F - 90 - 230 F - 91 - 230 F - 92 - 230 F - 93 - 230 F - 94 - 230 F - 95 - 230 F - 96 - 230 F - 97 - 230 F - 98 - 230 F - 99 - 230 F - 100 - 230 F - 101 - 230 F - 102 - 230 F - 103 - 230 F - 104 - 230 F - 105 - 230 F - 106 - 230 F - 107 - 230 F - 108 - 230 F - 109 - 230 F - 110 - 230 F - 111 - 230 F - 112 - 230 F - 113 - 230 F - 114 - 230 F - 115 - 230 F - 116 - 230 F - 117 - 230 F - 118 - 230 F - 119 - 230 F - 120 - 230 F - 121 - 230 F - 122 - 230 F - 123 - 230 F - 124 - 230 F - 125 - 230 F - 126 - 230 F - 127 - 230 F - 128 - 230 F - 129 - 230 F - 130 - 230 F - 131 - 230 F - 132 - 230 F - 133 - 230 F - 134 - 230 F - 135 - 230 F - 136 - 230 F - 137 - 230 F - 138 - 230 F - 139 - 230 F - 140 - 230 F - 141 - 230 F - 142 - 230 F - 143 - 230 F - 144 - 230 F - 145 - 230 F - 146 - 230 F - 147 - 230 F - 148 - 230 F - 149 - 230 F - 150 - 230 F - 151 - 230 F - 152 - 230 F - 153 - 230 F - 154 - 230 F - 155 - 230 F - 156 - 230 F - 157 - 230 F - 158 - 230 F - 159 - 230 F - 160 - 230 F - 161 - 230 F - 162 - 230 F - 163 - 230 F - 164 - 230 F - 165 - 230 F - 166 - 230 F - 167 - 230 F - 168 - 230 F - 169 - 230 F - 170 - 230 F - 171 - 230 F - 172 - 230 F - 173 - 230 F - 174 - 230 F - 175 - 230 F - 176 - 230 F - 177 - 230 F - 178 - 230 F - 179 - 230 F - 180 - 230 F - 181 - 230 F - 182 - 230 F - 183 - 230 F - 184 - 230 F - 185 - 230 F - 186 - 230 F - 187 - 230 F - 188 - 230 F - 189 - 230 F - 190 - 230 F - 191 - 230 F - 192 - 230 F - 193 - 230 F - 194 - 230 F - 195 - 230 F - 196 - 230 F - 197 - 230 F - 198 - 230 F - 199 - 230 F - 200 - 230 F - 201 - 230 F - 202 - 230 F - 203 - 230 F - 204 - 230 F - 205 - 230 F - 206 - 230 F - 207 - 230 F - 208 - 230 F - 209 - 230 F - 210 - 230 F - 211 - 230 F - 212 - 230 F - 213 - 230 F - 214 - 230 F - 215 - 230 F - 216 - 230 F - 217 - 230 F - 218 - 230 F - 219 - 230 F - 220 - 230 F - 221 - 230 F - 222 - 230 F - 223 - 230 F - 224 - 230 F - 225 - 230 F - 226 - 230 F - 227 - 230 F - 228 - 230 F - 229 - 230 F - 230 - 230 F - 231 - 230 F - 232 - 230 F - 233 - 230 F - 234 - 230 F - 235 - 230 F - 236 - 230 F - 237 - 230 F - 238 - 230 F - 239 - 230 F - 240 - 230 F - 241 - 230 F - 242 - 230 F - 243 - 230 F - 244 - 230 F - 245 - 230 F - 246 - 230 F - 247 - 230 F - 248 - 230 F - 249 - 230 F - 250 - 230 F - 251 - 230 F - 252 - 230 F - 253 - 230 F - 254 - 230 F - 255 - 230 F - 256 - 230 F - 257 - 230 F - 258 - 230 F - 259 - 230 F - 260 - 230 F - 261 - 230 F - 262 - 230 F - 263 - 230 F - 264 - 230 F - 265 - 230 F - 266 - 230 F - 267 - 230 F - 268 - 230 F - 269 - 230 F - 270 - 230 F - 271 - 230 F - 272 - 230 F - 273 - 230 F - 274 - 230 F - 275 - 230 F - 276 - 230 F - 277 - 230 F - 278 - 230 F - 279 - 230 F - 280 - 230 F - 281 - 230 F - 282 - 230 F - 283 - 230 F - 284 - 230 F - 285 - 230 F - 286 - 230 F - 287 - 230 F - 288 - 230 F - 289 - 230 F - 290 - 230 F - 291 - 230 F - 292 - 230 F - 293 - 230 F - 294 - 230 F - 295 - 230 F - 296 - 230 F - 297 - 230 F - 298 - 230 F - 299 - 230 F - 300 - 230 F - 301 - 230 F - 302 - 230 F - 303 - 230 F - 304 - 230 F - 305 - 230 F - 306 - 230 F - 307 - 230 F - 308 - 230 F - 309 - 230 F - 310 - 230 F - 311 - 230 F - 312 - 230 F - 313 - 230 F - 314 - 230 F - 315 - 230 F - 316 - 230 F - 317 - 230 F - 318 - 230 F - 319 - 230 F - 320 - 230 F - 321 - 230 F - 322 - 230 F - 323 - 230 F - 324 - 230 F - 325 - 230 F - 326 - 230 F - 327 - 230 F - 328 - 230 F - 329 - 230 F - 330 - 230 F - 331 - 230 F - 332 - 230 F - 333 - 230 F - 334 - 230 F - 335 - 230 F - 336 - 230 F - 337 - 230 F - 338 - 230 F - 339 - 230 F - 340 - 230 F - 341 - 230 F - 342 - 230 F - 343 - 230 F - 344 - 230 F - 345 - 230 F - 346 - 230 F - 347 - 230 F - 348 - 230 F - 349 - 230 F - 350 - 230 F - 351 - 230 F - 352 - 230 F - 353 - 230 F - 354 - 230 F - 355 - 230 F - 356 - 230 F - 357 - 230 F - 358 - 230 F - 359 - 230 F - 360 - 230 F - 361 - 230 F - 362 - 230 F - 363 - 230 F - 364 - 230 F - 365 - 230 F - 366 - 230 F - 367 - 230 F - 368 - 230 F - 369 - 230 F - 370 - 230 F - 371 - 230 F - 372 - 230 F - 373 - 230 F - 374 - 230 F - 375 - 230 F - 376 - 230 F - 377 - 230 F - 378 - 230 F - 379 - 230 F - 380 - 230 F - 381 - 230 F - 382 - 230 F - 383 - 230 F - 384 - 230 F - 385 - 230 F - 386 - 230 F - 387 - 230 F - 388 - 230 F - 389 - 230 F - 390 - 230 F - 391 - 230 F - 392 - 230 F - 393 - 230 F - 394 - 230 F - 395 - 230 F - 396 - 230 F - 397 - 230 F - 398 - 230 F - 399 - 230 F - 400 - 230 F - 401 - 230 F - 402 - 230 F - 403 - 230 F - 404 - 230 F - 405 - 230 F - 406 - 230 F - 407 - 230 F - 408 - 230 F - 409 - 230 F - 410 - 230 F - 411 - 230 F - 412 - 230 F - 413 - 230 F - 414 - 230 F - 415 - 230 F - 416 - 230 F - 417 - 230 F - 418 - 230 F - 419 - 230 F - 420 - 230 F - 421 - 230 F - 422 - 230 F - 423 - 230 F - 424 - 230 F - 425 - 230 F - 426 - 230 F - 427 - 230 F - 428 - 230 F - 429 - 230 F - 430 - 230 F - 431 - 230 F - 432 - 230 F - 433 - 230 F - 434 - 230 F - 435 - 230 F - 436 - 230 F - 437 - 230 F - 438 - 230 F - 439 - 230 F - 440 - 230 F - 441 - 230 F - 442 - 230 F - 443 - 230 F - 444 - 230 F - 445 - 230 F - 446 - 230 F - 447 - 230 F - 448 - 230 F - 449 - 230 F - 450 - 230 F - 451 - 230 F - 452 - 230 F - 453 - 230 F - 454 - 230 F - 455 - 230 F - 456 - 230 F - 457 - 230 F - 458 - 230 F - 459 - 230 F - 460 - 230 F - 461 - 230 F - 462 - 230 F - 463 - 230 F - 464 - 230 F - 465 - 230 F - 466 - 230 F - 467 - 230 F - 468 - 230 F - 469 - 230 F - 470 - 230 F - 471 - 230 F - 472 - 230 F - 473 - 230 F - 474 - 230 F - 475 - 230 F - 476 - 230 F - 477 - 230 F - 478 - 230 F - 479 - 230 F - 480 - 230 F - 481 - 230 F - 482 - 230 F - 483 - 230 F - 484 - 230 F - 485 - 230 F - 486 - 230 F - 487 - 230 F - 488 - 230 F - 489 - 230 F - 490 - 230 F - 491 - 230 F - 492 - 230 F - 493 - 230 F - 494 - 230 F - 495 - 230 F - 496 - 230 F - 497 - 230 F - 498 - 230 F - 499 - 230 F - 500 - 230 F - 501 - 230 F - 502 - 230 F - 503 - 230 F - 504 - 230 F - 505 - 230 F - 506 - 230 F - 507 - 230 F - 508 - 230 F - 509 - 230 F - 510 - 230 F - 511 - 230 F - 512 - 230 F - 513 - 230 F - 514 - 230 F - 515 - 230 F - 516 - 230 F - 517 - 230 F - 518 - 230 F - 519 - 230 F - 520 - 230 F - 521 - 230 F - 522 - 230 F - 523 - 230 F - 524 - 230 F - 525 - 230 F - 526 - 230 F - 527 - 230 F - 528 - 230 F - 529 - 230 F - 530 - 230 F - 531 - 230 F - 532 - 230 F - 533 - 230 F - 534 - 230 F - 535 - 230 F - 536 - 230 F - 537 - 230 F - 538 - 230 F - 539 - 230 F - 540 - 230 F - 541 - 230 F - 542 - 230 F - 543 - 230 F - 544 - 230 F - 545 - 230 F - 546 - 230 F - 547 - 230 F - 548 - 230 F - 549 - 230 F - 550 - 230 F - 551 - 230 F - 552 - 230 F - 553 - 230 F - 554 - 230 F - 555 - 230 F - 556 - 230 F - 557 - 230 F - 558 - 230 F - 559 - 230 F - 560 - 230 F - 561 - 230 F - 562 - 230 F - 563 - 230 F - 564 - 230 F - 565 - 230 F - 566 - 230 F - 567 - 230 F - 568 - 230 F - 569 - 230 F - 570 - 230 F - 571 - 230 F - 572 - 230 F - 573 - 230 F - 574 - 230 F - 575 - 230 F - 576 - 230 F - 577 - 230 F - 578 - 230 F - 579 - 230 F - 580 - 230 F - 581 - 230 F - 582 - 230 F - 583 - 230 F - 584 - 230 F - 585 - 230 F - 586 - 230 F - 587 - 230 F - 588 - 230 F - 589 - 230 F - 590 - 230 F - 591 - 230 F - 592 - 230 F - 593 - 230 F - 594 - 230 F - 595 - 230 F - 596 - 230 F - 597 - 230 F - 598 - 230 F - 599 - 230 F - 600 - 230 F - 601 - 230 F - 602 - 230 F - 603 - 230 F - 604 - 230 F - 605 - 230 F - 606 - 230 F - 607 - 230 F - 608 - 230 F - 609 - 230 F - 610 - 230 F - 611 - 230 F - 612 - 230 F - 613 - 230 F - 614 - 230 F - 615 - 230 F - 616 - 230 F - 617 - 230 F - 618 - 230 F - 619 - 230 F - 620 - 230 F - 621 - 230 F - 622 - 230 F - 623 - 230 F - 624 - 230 F - 625 - 230 F - 626 - 230 F - 627 - 230 F - 628 - 230 F - 629 - 230 F - 630 - 230 F - 631 - 230 F - 632 - 230 F - 633 - 230 F - 634 - 230 F - 635 - 230 F - 636 - 230 F - 637 - 230 F - 638 - 230 F - 639 - 230 F - 640 - 230 F - 641 - 230 F - 642 - 230 F - 643 - 230 F - 644 - 230 F - 645 - 230 F - 646 - 230 F - 647 - 230 F - 648 - 230 F - 649 - 230 F - 650 - 230 F - 651 - 230 F - 652 - 230 F - 653 - 230 F - 654 - 230 F - 655 - 230 F - 656 - 230 F - 657 - 230 F - 658 - 230 F - 659 - 230 F - 660 - 230 F - 661 - 230 F - 662 - 230 F - 663 - 230 F - 664 - 230 F - 665 - 230 F - 666 - 230 F - 667 - 230 F - 668 - 230 F - 669 - 230 F - 670 - 230 F - 671 - 230 F - 672 - 230 F - 673 - 230 F - 674 - 230 F - 675 - 230 F - 676 - 230 F - 677 - 230 F - 678 - 230 F - 679 - 230 F - 680 - 230 F - 681 - 230 F - 682 - 230 F - 683 - 230 F - 684 - 230 F - 685 - 230 F - 686 - 230 F - 687 - 230 F - 688 - 230 F - 689 - 230 F - 690 - 230 F - 691 - 230 F - 692 - 230 F - 693 - 230 F - 694 - 230 F - 695 - 230 F - 696 - 230 F - 697 - 230 F - 698 - 230 F - 699 - 230 F - 700 - 230 F - 701 - 230 F - 702 - 230 F - 703 - 230 F - 704 - 230 F - 705 - 230 F - 706 - 230 F - 707 - 230 F - 708 - 230 F - 709 - 230 F - 710 - 230 F - 711 - 230 F - 712 - 230 F - 713 - 230 F - 714 - 230 F - 715 - 230 F - 716 - 230 F - 717 - 230 F - 718 - 230 F - 719 - 230 F - 720 - 230 F - 721 - 230 F - 722 - 230 F - 723 - 230 F - 724 - 230 F - 725 - 230 F - 726 - 230 F - 727 - 230 F - 728 - 230 F - 729 - 230 F - 730 - 230 F - 731 - 230 F - 732 - 230 F - 733 - 230 F - 734 - 230 F - 735 - 230 F - 736 - 230 F - 737 - 230 F - 738 - 230 F - 739 - 230 F - 740 - 230 F - 741 - 230 F - 742 - 230 F - 743 - 230 F - 744 - 230 F - 745 - 230 F - 746 - 230 F - 747 - 230 F - 748 - 230 F - 749 - 230 F - 750 - 230 F - 751 - 230 F - 752 - 230 F - 753 - 230 F - 754 - 230 F - 755 - 230 F - 756 - 230 F - 757 - 230 F - 758 - 230 F - 759 - 230 F - 760 - 230 F - 761 - 230 F - 762 - 230 F - 763 - 230 F - 764 - 230 F - 765 - 230 F - 766 - 230 F - 767 - 230 F - 768 - 230 F - 769 - 230 F - 770 - 230 F - 771 - 230 F - 772 - 230 F - 773 - 230 F - 774 - 230 F - 775 - 230 F - 776 - 230 F - 777 - 230 F - 778 - 230 F - 779 - 230 F - 780 - 230 F - 781 - 230 F - 782 - 230 F - 783 - 230 F - 784 - 230 F - 785 - 230 F - 786 - 230 F - 787 - 230 F - 788 - 230 F - 789 - 230 F - 790 - 230 F - 791 - 230 F - 792 - 230 F - 793 - 230 F - 794 - 230 F - 795 - 230 F - 796 - 230 F - 797 - 230 F - 798 - 230 F - 799 - 230 F - 800 - 230 F - 801 - 230 F - 802 - 230 F - 803 - 230 F - 804 - 230 F - 805 - 230 F - 806 - 230 F - 807 - 230 F - 808 - 230 F - 809 - 230 F - 810 - 230 F - 811 - 230 F - 812 - 230 F - 813 - 230 F - 814 - 230 F - 815 - 230 F - 816 - 230 F - 817 - 230 F - 818 - 230 F - 819 - 230 F - 820 - 230 F - 821 - 230 F - 822 - 230 F - 823 - 230 F - 824 - 230 F - 825 - 230 F - 826 - 230 F - 827 - 230 F - 828 - 230 F - 829 - 230 F - 830 - 230 F - 831 - 230 F - 832 - 230 F - 833 - 230 F - 834 - 230 F - 835 - 230 F - 836 - 230 F - 837 - 230 F - 838 - 230 F - 839 - 230 F - 840 - 230 F - 841 - 230 F - 842 - 230 F - 843 - 230 F - 844 - 230 F - 845 - 230 F - 846 - 230 F - 847 - 230 F - 848 - 230 F - 849 - 230 F - 850 - 230 F - 851 - 230 F - 852 - 230 F - 853 - 230 F - 854 - 230 F - 855 - 230 F - 856 - 230 F - 857 - 230 F - 858 - 230 F - 859 - 230 F - 860 - 230 F - 861 - 230 F - 862 - 230 F - 863 - 230 F - 864 - 230 F - 865 - 230 F - 866 - 230 F - 867 - 230 F - 868 - 230 F - 869 - 230 F - 870 - 230 F - 871 - 230 F - 872 - 230 F - 873 - 230 F - 874 - 230 F - 875 - 230 F - 876 - 230 F - 877 - 230 F - 878 - 230 F - 879 - 230 F - 880 - 230 F - 881 - 230 F - 882 - 230 F - 883 - 230 F - 884 - 230 F - 885 - 230 F - 886 - 230 F - 887 - 230 F - 888 - 230 F - 889 - 230 F - 890 - 230 F - 891 - 230 F - 892 - 230 F - 893 - 230 F - 894 - 230 F - 895 - 230 F - 896 - 230 F - 897 - 230 F - 898 - 230 F - 899 - 230 F - 900 - 230 F - 901 - 230 F - 902 - 230 F - 903 - 230 F - 904 - 230 F - 905 - 230 F - 906 - 230 F - 907 - 230 F - 908 - 230 F - 909 - 230 F - 910 - 230 F - 911 - 230 F - 912 - 230 F - 913 - 230 F - 914 - 230 F - 915 - 230 F - 916 - 230 F - 917 - 230 F - 918 - 230 F - 919 - 230 F - 920 - 230 F - 921 - 230 F - 922 - 230 F - 923 - 230 F - 924 - 230 F - 925 - 230 F - 926 - 230 F - 927 - 230 F - 928 - 230 F - 929 - 230 F - 930 - 230 F - 931 - 230 F - 932 - 230 F - 933 - 230 F - 934 - 230 F - 935 - 230 F - 936 - 230 F - 937 - 230 F - 938 - 230 F - 939 - 230 F - 940 - 230 F - 941 - 230 F - 942 - 230 F - 943 - 230 F - 944 - 230 F - 945 - 230 F - 946 - 230 F - 947 - 230 F - 948 - 230 F - 949 - 230 F - 950 - 230 F - 951 - 230 F - 952 - 230 F - 953 - 230 F - 954 - 230 F - 955 - 230 F - 956 - 230 F - 957 - 230 F - 958 - 230 F - 959 - 230 F - 960 - 230 F - 961 - 230 F - 962 - 230 F - 963 - 230 F - 964 - 230 F - 965 - 230 F - 966 - 230 F - 967 - 230 F - 968 - 230 F - 969 - 230 F - 970 - 230 F - 971 - 230 F - 972 - 230 F - 973 - 230 F - 974 - 230 F - 975 - 230 F - 976 - 230 F - 977 - 230 F - 978 - 230 F - 979 - 230 F - 980 - 230 F - 981 - 230 F - 982 - 230 F - 983 - 230 F - 984 - 230 F - 985 - 230 F - 986 - 230 F - 987 - 230 F - 988 - 230 F - 989 - 230 F - 990 - 230 F - 991 - 230 F - 992 - 230 F - 993 - 230 F - 994 - 230 F - 995 - 230 F - 996 - 230 F - 997 - 230 F - 998 - 230 F - 999 - 230 F - 1000 - 230 F - 1001 - 230 F - 1002 - 230 F - 1003 - 230 F - 1004 - 230 F - 1005 - 230 F - 1006 - 230 F - 1007 - 230 F - 1008 - 230 F - 1009 - 230 F - 1010 - 230 F - 1011 - 230 F - 1012 - 230 F - 1013 - 230 F - 1014 - 230 F - 1015 - 230 F - 1016 - 230 F - 1017 - 230 F - 1018 - 230 F - 1019 - 230 F - 1020 - 230 F - 1021 - 230 F - 1022 - 230 F - 1023 - 230 F - 1024 - 230 F - 1025 - 230 F - 1026 - 230 F - 1027 - 230 F - 1028 -



## Couverts à Genève

« cuisiné avec des **herbes** fraîches et **épices** ». Parlait !

J'ai signalé, **je** crois, un petit mini-guide édité par la radio-télé **romande** : **Adresses** **Catherine** (Michel). Bonnes Valais, du Bâle, Zurich, du Tessin et **des** Grisons, avec **une** quinzaine **d'adresses** pour **Paris**. Il y figure le **Château de Boudry** à quelques kilomètres **de** Genève. **Il** : 34 90 70 41

Nul festin que nous ne proposons  
édition des Adresses *Catherine*  
figureurs (3, rue du Parc,  
à Genève, tél.: 36-77-05). **Par** un  
agréable bistrot, élégant, avec, à  
midi, quelques plats du jour mijotés,  
le soir, des chandelles, une  
M. Penarino nous propose une  
série de menus à l'huile de nobis,  
un vin du Jura fumé, une  
truite au Chavignol, des gnocchis  
à l'épinards, le « bressala » (viande  
de bœuf à l'huile d'olive vierge et  
citron, une brochette au poulet  
citron vert, les poissons du jour,  
à prix honnêtes, les desserts  
sont délicieux, les chandelles,  
mure tendus  
à fleurs,  
à bidaquins  
de malt.

**Tout sur les fo**  
**au 260.80**

---

Hôtel de famille de première classe  
en montagne, calme absolu, nos  
personnels, plaisir culinaire, grande  
piscine chauffée, sauna, jeux  
et de nombreuses possibilités de pro-  
grammes d'excursions. Arrangements  
Pr. 1.080, demi-  
pension, jusqu'à 5 ans grati-  
f. AUX MILLE ÉTOILES à 10 km  
de AURILLAC - Tél. : 1941/26/8 15 47







## Le conseil d'architecture de Dordogne aide les bâtisseurs à construire en « douceur »

12 F







## MUSIQUE

**« AMERICAN GIGOLO », de Paul Schrader**  
*Les voies de la Providence*

crier des plantations, dont on se  
perçoit aussi la prédestination  
les secrètes exigences («Toute  
vie j'ai cherché quelque chose  
», contents-t-ils) de dire à Michelle  
une formule qu'on veut croire per-  
cussive). Saute Laura Hutton, la  
en présence, sa fragilité ambiguë  
de la scène, sa présence, sa présence  
gard, provoque en nous des ques-  
tions. La plus belle scène du film  
est celle où elle oblige Julian  
devenir son amant. Elle « se l'offre »  
comme on dit vulgairement, sans  
se rendre compte qu'elle se livre à  
«s'offrir à lui, elle lui fait don d'elle-  
même. Là quelque chose émerge de  
l'intention de Schrader. Mais les  
scènes de cette intensité érotique  
rare, et le film, trop souvent, s'égare  
dans des voies qui, pour être celles  
de la Providence, n'en sont pas

**Puppet au TEP**

## Les Bread and Puppet au TEP

droite, et se termine par la par  
du peuple américain endormi  
qui que survole un oiseau noir  
fait de chiffons déchiquetés  
accrochés à un bâton.

Arrive ensuite la chorale Words  
of mouth dont les chants s'inter-  
calent entre chaque tableau de  
stations. Le conteur est mainte-  
nant une femme femme dont  
lourde chevelure rousse est tra-  
jicée sous le haut-de-forme.  
Commence alors le récit, et  
tristesse surprise qui n'est pas  
bonne : les grands maîtres se  
voient rien ne les laisse  
soudainement représentant de l'uni-  
versaire d'un art littéraire.

Avec le nouveau spectacle, les Stations de la croix, un jeune homme tient le rôle de Peter Strumanni, et, première surprise, il remonte dans le temps, arrêté en 1962, et raconte l'histoire de la balade des Cochons. Les comédiens dansent, tenant devant eux des figures découpées. On dirait un de ces dessins animés techniques ou honnois dont les personnages en silhouette se font, se défont, se métamorphosent sur un rythme sautillant. C'est court, acide, mé-

★ T.E.P., 21 h., jusqu'au 14 juin.  
Les Bread and Puppets participent au quinzième anniversaire du Théâtre de la Commune, avec une parade dans les rues d'Aubervilliers, devant le théâtre, le vendredi 13, à partir de 18 heures.

## PETITES NOUVELLES

Le cinquième concours international de Toulon, consacré cette année au cor, a été remporté par un corniste roumain, Nicolas Desseaudon, ancien premier cor de l'Orchestre Georges Enesco, de Bucarest. Le deuxième prix est allé à l'Allemand de l'Est Erich Marquart, premier cor de la Fôpéra-Comique de Berlin-Est, et le troisième au Français Christophe Danel, solo de l'Orchestre philharmonique de Lille. Une médaille d'or a été attribuée à l'Américain Richard Todd.

■ Le grand Magic Circus donnera le samedi 14 juin, à 15 heures, au Châtelet, une représentation exceptionnelle de son spectacle « Mélodie du malheur », au profit d'Amnesty International.

■ Le comité de recherches et de documentation d'histoire moderne et la construction organise un concours annuel destiné à récompenser toute réalisation, projet ou même idée apportant un progrès à l'art de bâtir. Ce concours permet l'attribution du Prix Charles-Henri-Lescaze.

■ Le Théâtre du Silence de La Rochelle champion de directeur du septième prochain. M. Jacques Garrier qui le dirige a obtenu le soutien de la Région Lorraine, avec laquelle il avait fondé cette compagnie de danse en 1972 et qui en est à ce jour l'administrateur-député. Elle sera assistée par un codirecteur, M. Didier Leboucq, jusqu'à l'administrateur. M. Jacques Garrier doit prendre la direction d'un groupe de recherche chorégraphique à l'Opéra de Paris, en janvier 1981, et se consacrer à l'écriture. Il continuera cependant à collaborer avec le Théâtre du Silence.

ministre national des arts et lettres.  
292, rue Saint-Marin, Willy Fauriol.  
Cordon 63. Les demandes de nomination  
doivent être accompagnées d'un  
chèque ou d'un mandat de 21 1/2  
à l'ordre du Payeur comptable de  
C.N.A.M.

■ Le prix Remondet, qui depuis  
1972 récompense chaque année un  
livre consacré aux problèmes de  
logement et de l'urbanisme dans  
Paris et l'Ile-de-France, a été attribué  
à Paul, pour 1980, à l'ouvrage de Jean  
Caron, *Faïence, Cézanne et le Japon*.  
Le « Kiosque d'une ville : les  
salles », paru aux éditions du Miroir  
récent.

## Ouverture du Festival d'Echternach

### ***Pour la rencontre, la flânerie et la fête***

[illegible][illegible][illegible]

Une suite de duchés médiévaux de Remusset mettront joyeusement fin à ce concert, accueilli avec beaucoup de chaleur par le public international du Festival, qui devra se rendre en foule vendredi à Rehrmann, pour entendre Herman Frey dans un rituel Schumann.

**JACQUES LONCHAMPT.**

**MARIGNAN CONCORDE  
BERLITZ - 7 PARNASSIENS  
WEPLER - QUINTEITE  
BELLIS-ÉPI - ARGENTUEIL  
GAUMONT ÉVRY**

**JACQUES LONGHAMPT.**

**MARIGNAN CONCORDE  
BERLITZ - 7 PARNASSIENS  
WEPLER - QUINTETTE  
BELLE-ÉPINE - ARGENTEVIL  
GAUMONT ÉVRY**


# TELEPHONE PUBLIC

# Avoc

**Avec  
le groupe  
Téléphone**

Sélection officielle  
Cannes 80

**SCOPE DO DOLBY STEREO**



**Agfa Optima.**  
**Un seul geste à faire**  
**pour**  
**réussir ses photos.**  
**Un seul mot à dire**  
**pour être remboursé**



**Ouverture d'un rayon spécialisé  
appareils compacts 24 x 36**

# SHOP PHOTO MONTPARNASSE

**33, rue du Cdt René-Mouchotte - 75014 PARIS**  
**Tél. : 320.15.35 - Métros : Gaité - Montparnasse**















U.G.C. BIARRITZ - ST-ANDRÉ-DES-ARTS - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - 7 PARNASSIENS  
 P.L.M. SAINT-JACQUES - HELDER - GAUMONT CONVENTION - GAUMONT HALLES - PARLY 2 - ASNIÈRES

ISABELLE HUPPERT  
 ELLI MONORI  
 JAN NOWICKI  
 UN FILM DE  
 MARTA MESZAROS

LES FÉRITIÈRES

GAUMONT présente

SÉLECTION  
 OFFICIELLE  
 FESTIVAL  
 D'ANNES 1980















- Des « bavures » sans répercussions graves dans des hôpitaux
- « Des sanctions s'imposent », affirme le premier ministre

avec grande vigueur contre les désorganisations répétées du service public.

Le premier ministre, en fin d'après-midi du 12 juin, a sévèrement condamné la grève. Il a réclamé des sanctions.

M. Ségué a réagi en qualifiant de calomnieux les propos de M. Barre, alors que, selon lui, les grévistes et notamment les militants de la C.G.T. avaient pris des dispositions pour assurer l'alimentation des populations prioritaires inclus dans le plan Croix-Rouge.

## Hôpitaux : incidents et polémique

ration Q.F.D.T. d'E.D.F., M. Tiercen, a affirmé, quant à lui, que le personnel de quatre postes de transport — Puteaux (Hauts-de-Seine), Charenton (Val-de-Marne), Courcouronnes (Val-d'Oise) et Villejust (Essonne) — avaient été présents dans la matinée par des forces de police et remplacé par des cadres non grévistes. « Les coupables de ces actes sont des individus qui ne sont pas aux commandes, mais qui ne sont pas non plus grévistes », a-t-il ajouté.

D'autre part, il a affirmé que la direction d'E.D.F. avait donné un ordre de délestage de 80 % (supérieur aux ordres syndicaux) jeudi entre 8 h. 22 et 8 h. 27.

À E.D.F., on se défend d'avoir joué sur la répartition pour l'improbabilité du grève. Lorsque la de la production de %, dit-on, l'adaptation se demande à l'offre particulièrement difficile. La conduite du réseau exige parfois que dans régions l'on soit en obligé se -couper- à 80 %, ce qui peut à des clients pendant quelques minutes. Il suffit dans ce cas d'un électrons défilant pour l'inédit devenir

Les coupures ont affecté aussi un service essentiel des cliniques privées : sous l'ère de la clinique, la clinique Junod, où les malades des respiratoires souffraient, a été privée de courant pendant quarante-cinq jours. La Fédération intercommunale d'établissements d'hospitalisation privés a protesté contre ces coupures, qu'elle n'a pas en compte du plan Grot-Rouge. Elle souligne que les groupes électrogènes ne peuvent tous pour une alimentation continue, pour le service de réanimation et du service

## Les réactions

**En conflit avec**

## TRANSPORTS

## LE SYNDICAT DES ARRÊTE LE PRINC

Le Syndicat national des **travailleurs** de ligne (S.N.T.L.) vient d'arrêter le principe d'une grève, sans fixer la date, pour protester contre l'autorisation donnée à la **compagnie** d'exploiter l'aéroport de supprimer le poste de mécanicien **responsable** à bord des avions Boeing-737.

Dans un télégramme adressé à M. Claude Abraham, directeur général de l'aviation civile, le S.N.T.L. regrette que cette administration, « en ne tenant pas compte » de la situation des « compagnies », ait décidé de supprimer le poste de mécanicien responsable à bord des avions Boeing-737.

● **La fin d'une compagnie char-**  
trière. — Après la suspension, par le ministre des transports, des permis de trafic de la Société des charbonniers de la Gascogne (SAIT), compagnie de charbonniers-voies d'eau (3 juin), un comité de soutien en droit du personnel navigant commercial demande un plan de sauvetage. Dans une lettre adressée au ministre, les membres du comité de la Gascogne, ce comité dénonce la centaine de licenciements qui suivront la déconfiture de la compagnie, dont « le plan de charge est complet pour quatre mois. Depuis quand casse-t-on une compagnie qui marche à plein ? »

● **Marine marchande : appel à la grève à partir du 20 juin.** — La Fédération nationale mari-

time C.G.T. appelle les marins à des actions de grève du 20 au 30 juin. Une grève de quarante-huit heures sera observée à l'appareillage des navires durant

## LE SYNDICAT DES PILOTES DE LIGNE ARRÊTE LE PRINCIPE D'UNE GRÈVE

duquel  
un retour,  
propositions  
à toutes nos  
constructions ayant été rejetées  
nous regrettons de devoir utiliser  
le mandat qui nous a été remis  
formellement par nos adhérents  
pour un arrêt de travail à dé-  
clarer le S.N.I.C. Celui-ci fait  
et toutes réserves sur les risques  
d'accidents aériens consécutifs à  
la décision de l'administration.  
A son avis, l'exploitation des  
deux 787 est une mauvaise  
réduction de deux pilotes est  
contraire à la réglementation.

● **Projet de fusion dans les chemins de fer américains.** — Les sociétés de chemins de fer Norfolk and Western Railway Co. et Southern Railway Co. viennent d'annoncer leur intention de fusionner. L'opération se ferait par un échange d'actions évalués à 3 milliards de dollars.

issance à une des plus grandes et des plus rentables sociétés de chemins de fer américaines. La Norfolk and Western Railway Co. dessert quatorze Etats américains et la province canadienne de l'Ontario, tandis que la Southern Railway Co. assure des liaisons dans trois Etats — (A.F.P.)

## DES BOULANGERS EN COLÈRE

Pour protester contre les coupures d'électricité, au mouvement grève déclenché, mercredi soir, à E.D.F., boulangers rémois sont allés déposer, jeudi matin, ■■■■ kilos ■■■■ devant les locaux commerciaux d'E.D.F.-G.D.F. ■■■■ réagissait de pâte façonnée prête à cuire quand survinrent ■■■■ premières coupures. Un des boulangers-pâtisseries ■■■■ fait ■■■■ par hausser l'augmentation de la pâtisserie à l'intérieur de ses congélateurs pleins de pâtisseries ■■■■ désormais impropre à ■■■■

(Cont.)

**M. Yvon Chotard : - Un coût de 5 milliards de francs. -**  
M. Yvon Chotard, vice-président du C.N.P.F., après avoir affirmé qu'il ne voulait pas remettre en cause le droit de grève, a vigou-  
reusement dénoncé les coupures  
le courant, estimant qu'une baisse



## Le Grand Prix de la Publicité ESCP 1980

Le jury de l'École Supérieure de Commerce de Paris, à travers un sondage mené auprès d'un échantillon de la population, ont recueilli un grand nombre d'informations sur la publicité, mais avant tout l'expression de l'appréciation des campagnes publicitaires.

### LE GRAND PRIX DE LA PUBLICITÉ 80

à LOTUS, dans la catégorie « biens d'équipement », et à RENAULT, et de services » et à l'Agence Publicis. Le public a apprécié dans la publicité RENAULT son caractère amusant et très original qui réussit à mettre en valeur les produits RENAULT.

Pour votre **DEMANAGEMENT** 208 10 20 ODOUL 16, rue de l'Atlas - 75019 PARIS

## BARCLAYS BANK S.A.

Conformément au projet annoncé en Avril, BARCLAYS BANK S.A. a repris 9 agences de province de LLOYDS BANK INTERNATIONAL (FRANCE) LIMITED le 4 juin.

Le réseau de BARCLAYS BANK S.A. compte désormais 40 guichets en France et Monaco dont 6 à Paris.

Le total de ses placements à fin Mai 1980 dépassait F. 10 milliards qui se répartissent à peu près par moitié entre l'investissement international et celui de ses agences.

## Et si vous perdiez votre diamant ?

Qu'avez-vous comme preuve ? Aucune. Seul, le système GEMPRINT, vous donne l'empreinte d'identité de votre diamant. Une empreinte unique, si on retrouve votre diamant, vous pourrez ainsi prouver qu'il est bien le vôtre. Alors, allez vite chez votre bijoutier joaillier agréé GEMPRINT, ou pour toutes informations, appelez le 742-42-00.

## CONSULTANCY SA GENÈVE

Me Pierre CORNETTE DE SAINT-CYR Commissaire-Priseur 24, rue de la Fontaine - 75008 PARIS. Tél. 723 47 40

### VENTES AUX ENCHÈRES

**TAPIS ISLAMIQUE - TAPIS D'ORIENT** de laine et de soie, principalement du XIX<sup>e</sup> siècle  
**TAPISSERIES ANCIENNES** des XVI, XVII et XVIII<sup>e</sup> siècles

Vente à l'HÔTEL INTERCONTINENTAL GENÈVE le dimanche 22 juin 1980 à 20 h.

Experts: ORIENTAL CARPET CONSULTANTS SARL 65, avenue de la Gare-Luxembourg Tél. (352) 48 0920 - Télex 1155 Ontact

JOSEPH FINZI expert auprès des Assurances et des Douanes Suisses. 5, rue de la Fontaine - CH-1204 Genève Tél. 022/21 42 65

EXPOSITIONS PUBLIQUES: VENDREDI 20 JUIN 1980, de 16 h. à 22 h. SAMEDI 21 JUIN 1980, de 11 h. à 22 h. DIMANCHE 22 JUIN 1980, de 11 h. à 17 h.

DESCRIPTIONS ET COMMENTAIRES: VENDREDI 20 JUIN 1980, de 18 h. à 20 h. SAMEDI 21 JUIN 1980, de 14 h. à 16 h. Lors des séances, chaque tapis sera décrit et commenté par les experts.

Catalogues et renseignements: CONSULTANCY SA 2, rue de la Fontaine - CH-1204 Genève Tél. 022/21 31 77 - Télex 1155 Ontact Huissier-judiciaire: Me Jean Christin.

## CONJONCTURE

### La commission de l'industrie du Plan souhaite une modification de l'assiette des cotisations de la Sécurité sociale

Une suggestion fait encore l'objet de débats au sein de la commission de l'industrie du Plan. Elle s'agit d'accorder aux entreprises la possibilité de déduire de leurs amortissements, pour l'impôt sur le revenu, les cotisations de la Sécurité sociale. Cette proposition, qui concerne l'assiette de l'impôt, est l'œuvre de la commission de l'industrie du Plan. Elle a été adoptée par la commission de l'industrie du Plan, mais elle n'a pas encore été adoptée par le Conseil économique.

Estimant que le mode de financement de la Sécurité sociale pénalise l'industrie, par rapport aux autres secteurs, la commission propose de :

- Limiter la contribution de l'industrie à la Sécurité sociale à la valeur ajoutée de l'entreprise. Selon la commission, une assiette sur les salaires aboutit (par le jeu du plafonnement progressif) à pénaliser les industries à forte proportion de « main-d'œuvre grise » et à salaires élevés, celles-là mêmes que l'on veut encourager.

— Clarifier, au cours du VIII<sup>e</sup> Plan (1981-1985), les transferts entre les différents régimes de branches de la Sécurité sociale.

— Réformer progressivement l'assiette des cotisations de la Sécurité sociale à la valeur ajoutée de l'entreprise. Selon la commission, une assiette sur les salaires aboutit (par le jeu du plafonnement progressif) à pénaliser les industries à forte proportion de « main-d'œuvre grise » et à salaires élevés, celles-là mêmes que l'on veut encourager.

La commission de l'industrie du Plan (1981-1985), les transferts entre les différents régimes de branches de la Sécurité sociale.

En matière de sécurité et d'investissement, la commission estime qu'il faudrait :

- Dégrader des ressources publiques plus importantes pour le financement de la recherche industrielle de base et mettre en œuvre des procédures tendant à répartir le risque entre l'État et les entreprises, pour les projets les plus coûteux ;

— Réformer le financement des centres techniques (en supprimant les taxes parafiscales), et, en outre, à cette occasion, des rapports plus « contractuels » entre l'industrie et les laboratoires extérieurs, les entreprises étant incitées à accroître leurs efforts.

La commission de l'industrie souhaite que les commandes publiques soient mieux utilisées afin de renforcer le dynamisme industriel du pays. A cet effet, elle propose :

- D'encourager les entreprises à investir dans la recherche et la technologie. Cela afin de permettre aux entreprises françaises d'accéder plus facilement à des marchés étrangers, en réduisant leurs coûts de production (par le moyen des commandes d'échelle).

## ASSURANCES

### LE GAN CRÉE UNE SOCIÉTÉ AUX ÉTATS-UNIS DANS LA BRANCHE « DOMMAGES »

Le GAN, première compagnie d'assurance française avec un chiffre d'affaires consolidé (prime) de 12 milliards de francs en 1979, vient de créer une société d'assurance aux États-Unis, la GAN Anglo-American Insurance Company, qui a obtenu son agrément dans l'Etat de New-York pour pratiquer toutes les opérations d'assurance directe. (À l'exception de l'assurance-vie). Cette filiale est détenue à 66 % par le GAN et à 34 % par une compagnie britannique, Minister Insurance Company, dans laquelle le GAN a acquis une participation de 40 % en 1978. Minister est le quinzième assureur de l'industrie américaine avec un chiffre d'affaires de 17 milliards de dollars (22 milliards de francs).

La souscription et la gestion de la nouvelle filiale commune aux États-Unis seront confiées au groupe américain Cunniff, directeur général du groupe d'assurance des États-Unis, essentiellement dans la branche « dommages » (I.A.R.D.) avec un chiffre d'affaires de 12 milliards de dollars en 1979.

C'est la première fois qu'un groupe d'assurance français obtient une licence d'exploitation aux États-Unis dans la branche « dommages ». Bien entendu, les compagnies françaises sont présentes aux États-Unis (La Foncière, La Patrie, etc.), mais elles ne pratiquent pas de représentations. Seuls le groupe Drouot et U.A.P. ont obtenu une licence dans des Etats américains (respectivement « Vie » et « Réassurance »), sans oublier, bien sûr, la période remarquable de la filiale de la Société Générale de réassurance à Dallas, au Texas.

En règle générale, les compagnies françaises ont un gros effort à accomplir aux États-Unis, où elles réalisent maintenant 16 % de leur chiffre d'affaires directs à l'étranger, qui représentent, eux-mêmes, 14,5 % du chiffre d'affaires de l'assurance française (100 milliards de francs en 1979).

### FÊTE DES PÈRES NOUVEAU LE STYLO MONTRE

Stylo à bille avec montre quartz incorporée. 5 fonctions: heure, minutes, secondes, jour, mois, 290 F

MP 8 pl. de la Madeleine 86 rue de Rivoli 138 rue La Fayette

## A COMPTER DU 14 JUIN

### Le prix des produits pétroliers augmente de 3 centimes par litre

Le conseil des prix a entériné vendredi 13 juin la décision gouvernementale de relever les prix des produits pétroliers encore contrôlés de 3 centimes par litre (3,1 centimes pour le fuel domestique) à compter du samedi 14 juin, à 0 heure. A Paris, le prix du litre d'essence passe ainsi de 3,21 à 3,24 F, celui du supercarburant de 3,42 à 3,45 F et celui du fuel domestique de 1,82 à 1,85 F. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1980, les prix des produits pétroliers ont augmenté de 12 % pour le super, de 13,7 % pour le gazole et de 23,5 % pour le fuel domestique.

Le nouveau mouvement de prix est la conséquence de la hausse du prix du pétrole à la production. Le prix du baril de pétrole brut a augmenté de 2 dollars par baril, passant de 24 à 26 dollars. Les producteurs pétroliers ont décidé de relever les prix de leurs produits pétroliers de 3 centimes par litre. Les pouvoirs publics ont décidé de relever les prix des produits pétroliers de 3 centimes par litre.

La nouvelle augmentation — la quatrième depuis le début de l'année — a été votée par la majorité des pays de l'OCDE en application du protocole signé par l'organisation.

### « LA FRANCE NE MANQUE PAS TANT D'ENTREPRISES QUE D'ENTREPRENEURS », déclare M. Prouff

La France ne manque pas tant d'entreprises que d'entrepreneurs, a déclaré, le 13 juin, M. Jean-Pierre Prouff, ministre d'Etat à la P.M.I., devant les élèves de l'Ecole nationale de la P.M.I. Dans le secteur des petites et moyennes entreprises, la rotation annuelle des effectifs (de chefs d'entreprise) est de 15 % environ, la même que celle de la transmission d'entreprises comptant moins de 50 salariés.

Il faut donc, a estimé M. Prouff, que cent vingt mille à cent trente mille personnes se mettent à leur compte chaque année pour assurer un renouvellement suffisant de ce secteur. Or une majorité de dirigeants de P.M.I. sont des autodidactes, alors que la moitié des entreprises sont créées par des entrepreneurs diplômés. M. Prouff a donc souligné l'importance de la formation des entrepreneurs.

### A VENDRE OPTIC-PHOTO stock 10000 F

Magasin avec 2 pièces et salle (15 m<sup>2</sup> + 18 m<sup>2</sup>). Loyer annuel: 15.000 F. Entre métro GARE DU NORD et CHAPELLE. Téléphone: 607-89-26 et 206-66-11

### FUJICA AX-3 1870 F 1690 F MOINS LA REPRISE DE VOTRE APPAREIL

Chez Cirque on ne se contente pas de vous offrir des prix promotionnels! On va plus loin: on reprend, après expertise, votre ancien équipement photo, cinéma, au meilleur prix. Votre Fujica AX 3, encore moins cher!

PHOTO-CINÉ DU Cirque Toutes les grandes marques. 9-9 bis, Bd des Filles-du-Calvaire 75003 PARIS - Tél. 339 10 10 (Entre Bastille et la République)

## LE PLAN PRÉSENTE V... La réduction du chômage et un fre...

Le plan présente... La réduction du chômage et un fre...

Le plan présente... La réduction du chômage et un fre...

Le plan présente... La réduction du chômage et un fre...

Le plan présente... La réduction du chômage et un fre...

Le plan présente... La réduction du chômage et un fre...

Le plan présente... La réduction du chômage et un fre...

Le plan présente... La réduction du chômage et un fre...

Le plan présente... La réduction du chômage et un fre...

Le plan présente... La réduction du chômage et un fre...

Le plan présente... La réduction du chômage et un fre...



## CONJONCTURE

LE PLAN PRÉSENTE VINGT-SEPT SCÉNARIOS D'ÉVOLUTION DE L'ÉCONOMIE D'ICI À 1985

## La réduction du chômage nécessite une forte croissance des investissements et un freinage des salaires et de la consommation

Il n'y a pas une mais plusieurs solutions pour vaincre le chômage, et dans tous les cas, la voie à tracer est difficile et nécessite des sacrifices.

Pour la première fois, le commissariat général du Plan vient de proposer non plus deux ou trois prévisions d'évolution de

l'économie, bâties en fonction des orientations politiques du gouvernement, mais une trentaine de scénarios différents répondant à l'objectif prioritaire de la majorité des Français : réduire le chômage. Les différents scénarios qui battent sur quelques points en brèche les principes d'action du premier ministre

démontrent aussi que, dans la situation internationale actuelle, la lutte pour un meilleur emploi nécessite un effort non négligeable des familles. Rien n'est impossible, mais il n'y a pas de miracle : il faut payer un prix certain, cela coûte, et il faut en mesurer et en connaître le poids.

Les premières prévisions élaborées par le Plan en 1978 avaient un objectif essentiel : équilibrer nos échanges avec l'étranger, ainsi que la balance des paiements courants, afin de préserver la valeur du franc. Ces prévisions avaient provoqué un large tollé, car ces contraintes monétaires impliquaient non seulement un effort contributif supplémentaire des Français (1) pour éviter un trop grand déficit de la sécurité sociale, mais aussi une nette aggravation du chômage : deux millions deux cent mille personnes en 1985 (voir tableau : compte dit de départ).

À la demande des commissions du Plan et des parlementaires, le Plan a complètement inversé la question en considérant l'emploi comme un objectif prioritaire. Un travail complexe a été amorcé. Les documents qui viennent d'être publiés portent toujours sur des données d'ordre macro-économique, mais ils ont, par exemple, l'ensemble des ménages, sans distinguer les catégories socio-professionnelles et les variations de revenu entre elles. Mais ils donnent, à travers quatre-vingt-dix variables économiques, un vaste choix de politiques économiques.

Diverses hypothèses d'évolution des dépenses de l'État ont été testées : d'un quasi-équilibre (3) à des déficits annuels de plusieurs milliards de francs (de 10 jusqu'à cent milliards). Les hypothèses pour la balance des paiements courants : d'un quasi-équilibre à 10, 30 et même 50 milliards de francs de déficit par an.

En, pour chacune de ces variantes, — qu'il est possible de combiner, les services du Plan ont envisagé trois types de politiques comprenant des contraintes fiscales et sociales plus ou moins fortes.

La première (appelée « A ») limite les contraintes au sein de l'économie : par exemple, les cotisations ne peuvent dépasser 10,5 points. La deuxième (dite « B ») élargit les possibilités d'action du gouvernement pour moduler les impôts, les cotisations, les dépenses : par exemple, les cotisations peuvent être réduites de 1 à 3 points (selon la marge de manœuvre pour les salaires, etc.). Enfin, la troisième (dénommée « C ») ajoute à ces marges de manœuvre amplifiées une vigoureuse réduction des heures de travail avec une composition partielle des salaires et un développement du travail en équipes pour mieux utiliser les équipements industriels : au lieu d'être présentés dans le scénario de référence du Plan une diminution de trente minutes par an, soit 38 h 30 par semaine en 1985, cette nouvelle hypothèse prévoit, à cette époque, la semaine de 35 h 30.

Combinaison hypothèses et contraintes, le plan établit vingt-sept scénarios possibles, dont huit sont présentés dans le tableau ci-dessous : ceux qui retiennent l'hypothèse d'un équilibre des finances publiques et extérieures, ceux qui envisagent un déficit maîtrisable ou à la limite du supportable dans le contexte actuel.

Plusieurs enseignements importants peuvent être tirés de ces constatations : certaines thèses, des démentis à d'autres.

**L'INVESTISSEMENT JOUE UN RÔLE ESSENTIEL** dans la lutte contre le chômage : « La croissance de l'investissement apparaît comme la condition nécessaire d'une amélioration appréciable de l'emploi », constate le commissariat général du Plan. L'étude du Plan indique : « Il faut favoriser un développement soutenu de l'industrie (équipement, logement) plutôt que le tertiaire et les services », car ces derniers ont une tendance à absorber moins de main-d'œuvre que l'industrie.

**LA MODÉRATION DES SALAIRES**, « avec le cas échéant

un coup de frein », les deux premières années, suivi d'une progression rapide des trois années suivantes, à un « effet appréciable » sur l'emploi. Il s'agit, comme le montre le tableau, non pas de réduire mais bien de freiner, quelquefois fortement, le pouvoir d'achat, du moins globalement.

**L'ALLÈGEMENT DES CHARGES DES ENTREPRISES** doit être encore plus important par une réduction des cotisations patronales (notamment familiales), car cette diminution a un impact très net et positif sur l'emploi. Contrairement aux prévisions initiales, le Plan préconise donc une « stabilisation voire une réduction » de ces cotisations, ce qui suppose un accroissement des cotisations salariales et des

impôts directs et indirects (notamment sur l'énergie).

**LES PRESTATIONS SOCIALES DOIVENT ÉVOLUER DIVERSEMENT** non plus de façon homogène. À nouveau en contradiction avec les prévisions initiales du Plan, les scénarios démontrent qu'il n'est pas souhaitable de ralentir la croissance des dépenses de santé, car elles sont relativement favorables à l'emploi et ne favorisent pas les importations. En revanche, il est suggéré une modulation des allocations familiales et des pensions.

**LES DÉPENSES SUDGÉTAIRES OU EXTERIEURES** — les vingt-sept scénarios le prouvent — ne sont pas suffisants à eux seuls pour réduire considérablement le chômage (hypothèse A, 0,1 à 0,2). En revanche, ces mêmes déficits ont un effet évident sur l'emploi

et sont intégrés dans une politique dynamique de l'investissement et contraignante pour les revenus. Le déficit n'est donc qu'un ajustement, mais l'étude du Plan signale qu'un « déficit passager », avec emprunt à l'étranger, « pourrait, sans doute, faciliter le passage d'une période difficile par la France ».

**L'INFLUENCE DE LA RÉDUCTION DE LA DURETÉ DU TRAVAIL** Un démontre aussi est apporté cette fois à certaines déclarations officielles. Une forte réduction a un effet considérable sur l'emploi si elle implique une compression des dépenses des ménages sans pour autant se traduire par une diminution du pouvoir d'achat. Dans certains scénarios, elle peut même s'accompagner d'un équilibre des finances publiques, d'un retour,

ne nécessite pas seulement un partage du travail mais aussi et surtout un partage des revenus, en donnant, dès les premières années, de larges facilités aux entreprises, la main-d'œuvre collant par la suite les bénéfices de ces largesses, si du moins elles sont contrôlées. Empiriquement, les vingt-sept scénarios font redécouvrir les vertus de l'ardente obligation que devrait être la planification.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) Les prévisions de départ font passer la part de l'impôt de 4,1 % du P.I.B. en 1978 à 5,3 % en 1985 et les cotisations sociales de 16,3 % en 1978 à 19,7 % (+ 3,4 point par an).

(2) Un déficit moyen de 10 milliards de francs est cependant prévu avec retour à l'équilibre en fin de période, c'est-à-dire en 1985.

HYPOTHÈSES PRINCIPALES (1)	COMPTES de départ	À COUT SOCIAL MODÈRE			À TAUX ÉLEVÉ D'INVESTISSEMENT			AVEC FORTE RÉDUCTION DES HORAIRES	
		A00	A01	A12	B00	B01	B12	C00	C11
Excédent ou déficit des administrations par an (en milliards de francs 1980) .....	Déficit en 1985	+ 4	0	- 24	+ 8	- 8	- 23	- 8	- 21
Équilibre ou déséquilibre balance des paiements courants par an (en milliards de francs 1980) .....	Léger déséquilibre	Léger déséquilibre	- 10	- 30	Léger déséquilibre	- 10	- 30	Léger déséquilibre	- 10
Pouvoir d'achat du salaire annuel net par tête et par an .....	+ 2,5 %	2,57 (+ 0,07)	+ 2,78 (+ 0,20)	+ 2,14 (+ 0,56)	+ 1,94 (- 0,56)	+ 1,75 (- 0,83)	+ 1,52 (- 0,22)	+ 0,35 (- 1,94)	+ 0,7 (- 1,6)
Croissance annuelle du P.I.B. marchand .....	+ 3,5 %	+ 2,86 (+ 0,63)	+ 2,78 (+ 0,20)	+ 3,02 (+ 0,28)	+ 2,89 (+ 0,28)	+ 2,89 (+ 0,28)	+ 2,89 (+ 0,28)	+ 2,89 (+ 0,28)	+ 2,89 (+ 0,28)
Consommation des ménages .....	+ 3,1 %	+ 3,07 (+ 0,03)	+ 3,17 (+ 0,10)	+ 3,07 (+ 0,03)	+ 2,87 (- 0,20)	+ 2,87 (- 0,20)	+ 2,87 (- 0,20)	+ 2,87 (- 0,20)	+ 2,87 (- 0,20)
Investissement des entreprises .....	+ 8,2 %	+ 1,75 (+ 0,85)	+ 2,54 (+ 0,85)	+ 2,54 (+ 0,85)	+ 4,43 (+ 0,85)	+ 5,18 (+ 0,85)	+ 5,18 (+ 0,85)	+ 5,18 (+ 0,85)	+ 5,18 (+ 0,85)
Prix à la consommation par an .....	+ 5,5 % (7)	+ 6,25 (- 0,75)	+ 6,18 (- 0,07)	+ 5,94 (- 0,25)	+ 4,9 (- 1,35)	+ 4,7 (- 1,5)	+ 4,3 (- 2,3)	+ 4,2 (- 2,3)	+ 4 (- 2,5)
A L'HORIZON 1985 : EMPLOI ET CHÔMAGE									
Diminution ou création nette d'emplois .....	- 245 000 (2)	- 121 000	- 99 000	+ 20 000	+ 150 000	+ 275 000	+ 355 000	+ 270 000	+ 345 000
Population susceptible à la recherche d'un emploi .....	2 280 000 (2)	2 120 000	2 095 000	2 064 000	1 961 000	1 928 000	1 896 000	1 613 000	1 558 000

(1) À partir du compte de départ élaboré en 1979 (scénario de régulation publié dans *Economie et Statistique*, n° 115, octobre 1979), vingt-sept scénarios ont été établis, numérotés de A à Z.

(2) Pour les prix et l'emploi, le compte de départ a été retenu.

## ÉTRANGER

Il s'agit simplement de vivre selon ses moyens  
déclare Mme Thatcher qui se refuse à « faire demi-tour »

De notre correspondant

Londres. — Dans un discours prononcé au banquet annuel de l'agence de presse Press Association, Mme Thatcher a mis fin, le 11 juin, aux spéculations selon lesquelles elle serait amenée à accomplir sa politique économique. En même temps, le premier ministre a clairement indiqué aux chefs d'entreprise que, contrairement à leurs espoirs, elle ne songeait pas à réduire prochainement le taux d'intérêt très élevé — 17 % — dont se plaignent les milieux industriels.

Les dirigeants des grandes et petites entreprises se plaignent d'avoir à subir le double fardeau d'un fort taux d'intérêt affectant leur trésorerie et d'un cours de la livre sterling trop élevé (dit en partie à ce haut niveau de l'intérêt qui attire les capitaux étrangers) préjudiciable aux exportations. En fait, à la veille du discours de Mme Thatcher, la Confédération patronale (C.B.I.) demandait au gouvernement de réduire « aussi vite et aussi largement que possible » le taux d'intérêt de base et recommandait une plus grande souplesse dans l'application de la politique monétaire. Le patronat s'inquiète de la baisse moyenne de 2 % des marges bénéficiaires, ainsi que du déclin relatif des capitaux dis-

ponibles pour l'investissement. Les données statistiques démontrent un accroissement de 3 % de la masse monétaire en mai ont justifié le refus de Mme Thatcher d'envisager une réduction immédiate du taux d'intérêt. « Nous le ferons quand nous serons assurés d'avoir atteint notre objectif, celui de maintenir l'accroissement de la masse monétaire dans les limites prévues », a-t-elle dit, le taux d'intérêt « représente une « es principale arme » de notre disposition ». « Je pense que nous devons nous en servir avec prudence et que nous ferons le nécessaire pour qu'il en soit ainsi », a ajouté le premier ministre en adressant un double avertissement aux patrons et aux syndicalistes.

Le patronat, a déclaré en substance Mme Thatcher, doit expliquer « les résultats économiques » à ses employés. En les syndicalistes doivent faire preuve de modération en évitant d'obtenir des gains à court terme au détriment des intérêts à long terme de leurs adhérents. De même, à l'intention des membres du gouvernement, dont la foi monétaire paraît affaiblie, elle a dit : « Il faut dire la vérité, aussi désagréable soit-elle ».

Le premier ministre a admis aller à contre-courant de tout ce qui avait été entrepris depuis vingt ans, soulignant que « les directives, les pauses, les politiques de reverses, les contrôles de dépenses, les contrats sociaux, etc. » avaient échoué. Le gouvernement conservateur, selon Mme Thatcher, veut valoriser l'esprit d'entreprise, et ses rendements n'ont rien d'extraordinaire. « Il s'agit simplement de vivre selon ses moyens. Personne n'est jamais arrivé à échapper indéfiniment à cette nécessité », et elle a conclu : « Il n'y aura pas de demi-tour. Nous avons un objectif en vue et nous sommes décidés à l'atteindre ».

Les observateurs s'attendent cependant à un hiver social très difficile, compte tenu des revendications salariales des travailleurs du secteur public, notamment des mineurs, qui demandent des augmentations de l'ordre de 35 %, malgré les recommandations du gouvernement insistant pour que les hausses soient inférieures au taux d'inflation de 23 %. Dans l'immédiat, une légère détente se manifeste sur le front social, la

centrale inter-syndicale (TUC) a accepté l'offre de la Confédération patronale de discuter, au sein du Conseil national de développement économique, de divers problèmes. N. J. M. O. B. : Les deux organisations ne sont pas d'accord sur le contenu de la discussion. Le TUC voudrait que les entreprises ne portent pas seulement sur les salaires la production, mais sur la politique générale du gouvernement, notamment sur le chômage, les investissements, les contrôles des importations. Il espère entraîner le patronat dans son opposition à la stratégie économique gouvernementale.

HENRI PIERRE.

Les prix à la consommation dans les pays de l'O.C.D.E. ont augmenté de 1,3 % en avril, portant à 13,9 % la hausse pour les douze derniers mois (13,3 % en mars). Le coût de l'énergie a augmenté de 33 % sur ces douze mois, contribuant pour 2,3 points à l'augmentation globale de l'indice des prix à la consommation. Pour les six mois se terminant en avril, le taux annuel d'inflation s'est situé à 15 % (13,8 % en mars). Les statistiques continuent de refléter de grandes différences entre les vingt-quatre membres. Le seul résultat de la Turquie (+ 3,8 % en avril) a fait monter d'un point le taux annuel de hausse des prix pour l'ensemble de la zone. Le coût de la vie avait augmenté de 1,1 % en mars, de 1,2 % en février et de 1,5 % en janvier.

« Au cours de la réunion du 23 mai 1980, le Conseil d'Administration d'ABOVIN - OTIS a nommé Monsieur François JAULIN Président-Directeur Général et Monsieur Raymond CHASTEL Vice-Président-Directeur Général ».

Monsieur François JAULIN, ancien élève de l'École Polytechnique, Ingénieur au Corps des Mines, Président-Directeur Général d'OTIS EUROPE S.A., est Senior Vice-Président de OTIS ELEVATOR INTERNATIONAL, Inc. et Président des Activités Européennes, Africaines et du Moyen-Orient d'OTIS.

Monsieur Raymond CHASTEL, ancien élève de l'École Polytechnique, Ingénieur au Corps des Mines, Président-Directeur Général d'OTIS EUROPE S.A., est Senior Vice-Président de OTIS ELEVATOR INTERNATIONAL, Inc. et Président des Activités Européennes, Africaines et du Moyen-Orient d'OTIS.

OTIS ELEVATOR, dont le Président est Monsieur Robert FAURE, est associé au groupe UNITED TECHNOLOGIES (Pratt et Whitney Aircraft, Sikorsky Aircraft, Westinghouse, Hamilton Standard, Norden, Power Systems Division, Cardiac Corporation) et compte le premier rang mondial dans le domaine des ascenseurs, escaliers et trottoirs roulants.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## ROUSSEL UCLAF

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 11 juin 1980, sous la présidence de M. Kurt Lenz, président du conseil de surveillance.

## GROUPE ROUSSEL UCLAF

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes du groupe s'est élevé à 4,325 milliards contre 3,948 milliards en 1979, soit une progression de 9,6 %.

## Répartition géographique des ventes :

France : 28 %  
Étranger : 72 %  
Répartition par secteur d'activité :  
— Division santé : 45,5 %  
— Division UCLAF : 21 %  
— Division pharmaceutique : 23,5 %  
— Division activités nouvelles : 10 %

Les dépenses de recherche et développement du groupe en 1979 sont de 378 millions de francs (+ 14,9 % par rapport à 1978).

Les investissements en immobilisations ont été de 249 millions, dont 74,7 % réalisés en France.

La marge brute d'autofinancement est de 282,25 millions, en progression de 17,8 % par rapport à celle de 1978.

La SOCIÉTÉ ROUSSEL UCLAF Le bénéfice net de l'exercice ressort à 70,33 millions de francs contre 63,89 millions en 1978, en progression de 10,4 %.

Compte tenu du maintien du dividende net sur un capital augmenté, la distribution globale progresse de 38 %.

Le dividende net a été fixé, par action, à 0,50 F, soit un revenu global de 14,25 F, en paiement à compter du 7 juillet.

Premier trimestre 1980 Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 1,312 millions, en progression de 21 % par rapport à celui de la période correspondante de 1979.

À structure comparable (c'est-à-dire sans tenir compte de l'acquisition de la SAMP-SOLAR), la progression est de 18,1 %.

Le bénéfice net consolidé est estimé à 35 millions de francs (contre 33 millions pour les trois premiers mois de 1979).

En ce qui concerne la société Roussel Uclaf, le bénéfice net peut être évalué à 30,7 millions de francs, en progression de 20,7 % par rapport à la même période de l'année précédente.

En ce qui concerne l'évolution de l'activité au cours des mois d'avril et de mai, et à l'inflexion de la conjoncture économique générale, cette progression ne doit pas être extrapolée à l'ensemble de l'exercice.

## RICOLÈS - ZAN S.A.

L'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 11 juin 1980, sous la présidence de M. André Baudry, a approuvé les comptes de l'exercice 1979.

Le chiffre d'affaires hors droits et taxes (ventes et redevances, après déduction des droits sur alcool et divers produits accessoires) est passé de 80 518 KF en 1978 à 104 763 KF, la production d'exploitation de 3 885 KF en 1978 à 5 020 KF.

Les amortissements et sont élevés à 3 851 KF contre 3 025 KF en 1978.

Le résultat net attribué 2 294 KF en 1979 après plus-values à long terme de 135 KF et impôts de 2 558 KF, contre 2 213 KF en 1978 après plus-values à long terme de 793 KF et impôts de 1 801 KF.

L'assemblée générale a décidé la distribution d'un dividende de 6 F par action, avant avoir émis :

À fin mai 1980, le chiffre d'affaires s'élève à 35 947 KF, contre 45 040 KF, soit une progression de 27 %.

Par ailleurs, l'assemblée générale ordinaire a renouvelé, pour six ans, le mandat d'administration de M. André Baudry, et le conseil d'administration qui a suivi cette assemblée a élu, dans ses fonctions de président-directeur général.

## VIEILLE MONTAGNE

Résolutions de l'Assemblée du vendredi 6 juin 1980

— L'assemblée approuve le bilan et les annexes ainsi que le compte de résultats au 31 décembre 1979, tels qu'ils ont été arrêtés par le conseil d'administration et approuvés par le collège des commissaires.

— L'assemblée donne décharge aux membres du conseil d'administration et du collège des commissaires de tous les actes de gestion et de contrôle effectués respectivement par ceux-ci en exécution de leur mandat pendant l'exercice 1979.

— L'assemblée confie à M. Max Nokin le titre de président honoraire de la société.

— M. Charles Lajouan est élu administrateur en remplacement de M. Nokin, dont le mandat, mandat, celui-ci arrivera à échéance en juin 1981.

— M. Paul-Emile Corbier est élu administrateur pour un terme de six ans.

— M. François Grapotte est élu commissaire pour un terme de trois ans.

— M. Jacques Sator est élu commissaire-réviseur en remplacement de M. Robert François, dont le mandat, celui-ci arrivera à échéance en juin 1981. L'assemblée fixe ses émoluments.

Toutes ces résolutions sont prises à l'unanimité des votants.



**CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**

algue de la C.N.T.S. 3, rue de l'Arbre  
vert, 75749 Paris cedex 13.

Il est rappelé :

- d'une part, que les intérêts concernant les titres annulés sont versés directement aux liquidateurs par la C.N.T.S.;
- d'autre part, que la remboursement des obligations désignées comme telles par la C.N.T.S. est effectué par la C.N.T.S. à la demande nominatim accréditée par la C.N.T.S. Les réceptions des bordereaux des certificats nominatim concernés.

(PUBLIÉS)

## PLACEMENT DIAMANT OU STIMFORDER?

Le Centre d'information Union des  
Diamantiers, 75 rue St-Freux,  
75008 Paris, tél. (1) 280.38.22 - (3  
lignes groupées), est ouvert au pu-  
blic du lundi au vendredi de 10 h  
à 19 h, et le samedi, de 10 h  
à 17 h.

**ALLOCUTION DE M. PELISSIER, PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**  
à l'occasion de l'Assemblée générale des actionnaires du mercredi 11 juin 1980

en contrepartie des restrictions de calendrier qu'elles imposent, doivent permettre, pour ces groupes familiaux, de rendre le train très compétitif par rapport aux autres modes de transport.

Les innovations initiées en 1978 sont les plus marquantes. Contrairement à ce qui a pu être dit ou écrit à ce propos, ce n'est pas un quelconque abandon de ce secteur, mais bien au contraire la volonté de le développer et d'en accroître la prise. Il s'agit, en effet, pour l'essentiel, d'adapter de manière plus étroite l'offre de la S.N.C.F. à la demande réelle des usagers, dans un domaine où l'absence de réorganisation avait, dans le passé, crue de grands écarts entre les besoins et les moyens existants. C'est ainsi que le service ferroviaire a été étoffé sur de nombreuses liaisons — notamment dans le Bassin parisien — et que le nombre de relations a été très généralement accru, même dans les quelques cas où, en raison de la faiblesse de la fréquentation, la technique imposait la suppression de la desserte. On a également accru les horaires ont pu être réduits, ainsi que, pour ce qui concerne les rotations routières, la constance et la localisation des arrêts. De ce secteur en lente régression depuis plus d'une décennie, la S.N.C.F. espère tirer un dynamisme renouvelé qui lui permettra de satisfaire les besoins croissants d'une meilleure maîtrise de la sécurité à une mission essentielle du service public.

Les autres dispositions du contrat ayant permis d'assurer l'équilibre des comptes se rapportent aux contributions de l'Etat. Il faut bien reconnaître qu'en leur absence cet objectif n'aurait pu être atteint.

Les deux éléments les plus marquants — en dehors des modifications apportées dans le mode de calcul de la contribution pour le service omnibus — concernent la revalorisation des tarifs et la mise aux contributions des chemins de fer le versement d'une subvention forfaitaire, dont le contrat a fixé le montant pour chacune des années 1978 à 1982.

La revalorisation de la contribution aux charges d'infrastructure (3,47 milliards en 1979 contre 2,52 en 1976) vise à assurer de nouvelles capacités d'investissement et passe par des conditions de concurrence entre le rail et la route sur le marché des transports de marchandises. La S.N.C.F. qui supporte en effet sur son budget l'entretien de son réseau, doit se trouver dans la même situation que les entreprises de transport routier, qui ne supportent pas l'entretien de leur infrastructure, qu'une partie des coûts qu'elles occasionnent pour la collectivité.

Quant à la subvention forfaitaire, fixée à 3,3 milliards en 1979, son objet était de compenser l'incidence des retards dans l'exécution des commandes d'infrastructure et de permettre à l'entreprise, dans le cadre des hypothèses économiques retenues, d'atteindre l'équilibre financier. Malgré une dérive des prix plus importante que prévu, cet objectif a été atteint en 1978.

\* \* \*

Au-delà de ces aspects liés à l'exploitation proprement dite, 1978 s'est caractérisée par des investissements soutenus, élargis à l'ensemble des secteurs de l'activité, et poursuivis avec vigueur en 1980 et dans les années à venir.

La S.N.C.F. se transforme en profondeur, et sera tous les secteurs de son activité.

Le premier élément de son programme d'investissements serait une pageuse, car il concerne toutes les catégories de matériels et tous les types d'installations.

Ce qui témoigne de la vitalité de la S.N.C.F. plus encore que ce qu'elle consacre à ses investissements — près de 7 milliards de C.F.C. en 1978 — est la poursuite d'initiatives ou de projets nouveaux et de grande ampleur, qui modifient progressivement le visage de l'entreprise.

D'abord, une nouvelle gamme de matériels voit le jour. Outre les rames T.G.V. dont la série est déjà largement engagée, l'année 1979 et le début de 1980 sont marquées par la livraison de la première automotrice grand confort X 2, appelée à assurer la desserte complémentaire du T.G.V. et de la première automotrice grand confort X 1, ainsi que du premier autorail diesel X 2100. Dans le même temps ont été passées les commandes de voitures à deux niveaux pour les relations à moyenne distance et de rames automotrices.

Ensuite, de nouvelles livraisons ont été mises en service : après la desserte de Corvies-Pontoise, l'Atanaïs rive gauche et la liaison Nice-Coul ont été ouvertes au trafic.

Enfin, la poursuite de la construction de la ligne nouvelle Paris-Sud-Est — il faut souligner la reprise d'un ample programme d'électrification. Ce type d'équipement est particulièrement coûteux, mais il apporte de nombreux gains de puissance, donc de débit, et des économies d'énergie, et surtout de sécurité, qu'enlève l'évolution relative des coûts du carburant et de l'électricité.

Bordeaux-Montauban, les principales liaisons électrifiées sont ceux de l'Atelle d'Angers, de Narbonne-Port-Bou et de Miramas-Fos.

\* \* \*

Malgré les résultats favorables de 1979, et malgré les espoirs à moyen et long terme que traduit l'ambitieux programme d'investissements, 1980 présente toutefois de sérieux aléas.

Les premiers points sur des conditions économiques générales, et notamment sur les évolutions respectives des prix et de l'activité économique. En particulier, s'il paraît assez probable qu'une inflation sera sensiblement plus élevée qu'en 1979, il n'est pas certain que l'inflation sera aussi soutenue au premier semestre 1980, maintenant sa croissance tout au long de l'année. Il s'ensuit que certains aléas pèsent sur le trafic, qui donne quelques signes de vulnérabilité. Pour les voyageurs, les premiers mois de 1980, le volume estimé du trafic déterminé par les prix inférieurs du tourisme a été en baisse. Cette fragilité était compensée par la bonne tenue du trafic des marchandises, supérieur de près de 3 % à celui de l'an dernier.

Il est simple constat que la réalité impose — n'entame en rien la confiance que la S.N.C.F. a droitement méritée — avoir quand à l'avenir. Mais il ne saurait s'agir d'une confiance passive. Ce sont, comme cela fut pas le passé, les efforts de l'entreprise, c'est-à-dire ceux de tous les cheminots, qui détermineront la place de la S.N.C.F. dans le monde des transports et le rôle qu'elle aura à tenir au service du public et de notre économie.

[illegible]







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. ESPÉRER : « La progrès n'est plus ce qu'il était », par Philippe de Saint-Robert ; « Une dure existence », par Tubur Ben Jelloun ; « Dieu est un hérétique », par Gabriel Matzeff.

### ÉTRANGER

- 3. EUROPE : la présidence du Parti du centre fait l'objet d'une compétition serrée.
- 4. DIPLOMATIE : ALGERIE : des techniciens français doivent répondre d'infractions à la législation sur les changes.
- 5-6. PROCHE-ORIENT : IRAN : la violence des affrontements de Téhéran entre moudjahidins et extrémistes religieux occulterait le menace de guerre civile.
- 6. AMÉRIQUES : URUGUAY : un ancien agent secret dénonce la pratique systématique de la torture.
- 7-8. ASIE : AFGHANISTAN : des combats acharnés se déroulent à 20 kilomètres de Kaboul.
- CAMBODGE : Bangkok va renvoyer chez eux des milliers de « rapatriés volontaires ».

### POLITIQUE

- 8. L'examen du projet « sécurité et liberté » à l'Assemblée nationale.
- 9. AU SÉNAT : la sécurité dans les centres nucléaires.
- 10. La crise aux Nouvelles-Hébrides.

### SOCIÉTÉ

- 12-13. JUSTICE : La Bibliothèque de documentation internationale contemporaine en danger.
- 15. DÉFENSE : un praticien peut-il prescrire un médicament interdit en France ?
- 16. RELIGION : la réunion du Conseil permanent de l'épiscopat après le voyage du pape.
- 18 à 21. ÉDUCATION : l'élection des présidents d'université ; Les concours généraux ; Ces enfants qui vont à l'école avant l'heure ; L'école et le renouveau de la conscience juive.
- 22. SPORTS : FOOTBALL : le championnat d'Europe des nations.
- 26. PRESSE : Au tribunal civil de Paris : le testament d'Emile Amory ; Nouveaux incidents à Forum International.

### INFORMATIONS « SERVICES »

- 16. LA MAISON : les nouveaux « bezans » de Paris (suite).

### LOISIRS ET TOURISME

- 23. RANDONNÉES PROFONDES : à cheval sur la Lozère.
- Le camping dans les embouteillages.
- Les agents de voyages touchés par la crise.
- 24. Du nouveau dans l'hôtellerie.
- Les extraordinaires bambous d'Anda (Gord).
- 26 à 28. Moto ; Hippisme ; Plaisirs de la table ; Philatélie ; Jeux.

### ÉQUIPEMENT

- 29-30. ENVIRONNEMENT : alerte à l'enlaidissement des paysages en Dordogne ; les protestations se multiplient contre le projet d'entassement de déchets radioactifs à Saint-Priest-la-Frègne.

### CULTURE

- 31. MUSIQUE : le festival d'Esternach.
- THEATRE : les « read and Puppet » au TEP.
- CINÉMA : American Gigolo.
- 32. ARCHITECTURE

### ÉCONOMIE

- 38. AFFAIRES : SOCIAL : vives protestations après la grève des salariés des électriciens.
- 40-41. CONJONCTURE

### RADIO-TELEVISION (36)

- Annouces classées (37 et 38) ; Carnet (39) ; Journal officiel (10) ; Météorologie (16) ; Mots croisés (28) ; Loto (18) ; Programmes spectacles (35 à 38) ; Bourse (43).

Le numéro du « Monde » daté 13 juin 1980 a été tiré à 537 686 exemplaires.

A B C D E F G

## A l'assemblée générale du S.N.P.Q.R.

### M. LECAT S'ÉLÈVE CONTRE LES RADIOS LIBRES

Le gouvernement français « appuiera totalement la loi sur le monopole de la radiodiffusion et ne laissera pas s'installer l'anarchie sur les ondes », a déclaré, jeudi 13 juin, à Nice, M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, au cours de l'assemblée générale du Syndicat national de la presse quotidienne régionale (S.N.P.Q.R.).

Répondant aux inquiétudes du syndicat exprimées par son président, M. Claude Puhl, directeur général du *Républicain lorrain*, le ministre s'est élevé contre « les radios de propagande syndicale ou politique qui se créent actuellement dans l'illégalité », estimant « qu'elles couvriraient la voie à une « jungle » et qu'elles provoqueraient la multiplication des stations commerciales ». Le développement « anarchique » de ces radios, a-t-il ajouté, « conduirait à bouleverser le marché de la publicité, sapant les bases économiques de la presse régionale ». Celle-ci, selon lui, « est indispensable et représente un véritable instrument de communication des régions ».

Pour ce qui concerne la mise en place, par Radio-France, des trois radios « expérimentales », M. Lecat a précisé qu'il s'agissait « d'une adaptation nécessaire du service public, suivie par une commission de surveillance et que cette expérience n'est pas destinée à préparer la voie à un abandon du monopole de la radiodiffusion ». Par ailleurs, le ministre de la communication a annoncé l'élaboration d'un calendrier pour la recherche des solutions permettant la cohabitation de la presse écrite et de la télévisuelle.

## TENSION DANS LE GOLFE DE GASCOGNE

### Les chalutiers espagnols multiplient les infractions dans la zone économique française

De notre correspondant

Bordeaux. — Depuis plusieurs jours, les chalutiers espagnols basques qui pêchent sans licence dans la zone économique française des 200 milles du golfe de Gascogne bénéficient de la protection d'un petit patrouilleur de la marine de guerre de leur pays, le *Cadorso*. Ce navire, évoluant à l'intérieur des eaux françaises, ne se contenterait pas de renseigner les chalutiers qui contreviennent aux règlements européens sur les déplacements des vedettes françaises de surveillance, il est là aussi pour toute intervention des bateaux chargés du contrôle de la zone économique française.

D'abord dénoncé par ce qui, sur d'autres mers ou en d'autres temps, aurait constitué un véritable *casus belli*, les officiers de l'escorte de l'escadre lance-missiles française *Kersalot* ont rencontré leurs homologues du *Cadorso*. Ces derniers leur ont répondu qu'ils étaient là pour protéger les intérêts de leurs ressortissants, et que le reste regardait les hommes politiques et les diplomates.

Cet incident, qui fait suite à beaucoup d'autres (1), constitue dans les circonstances actuelles une sorte de réplique de l'Espagne aux récentes déclarations de M. Valéry

Giscard d'Estaing sur un éventuel retard dans l'élargissement du Marché commun.

Un accord a, pourtant, été conclu au début de l'année entre l'Espagne et la Commission de Bruxelles, fixant les zones du golfe de Gascogne où les pêcheurs espagnols sont autorisés à pêcher. Madrid a ratifié cet accord à la mi-avril, mais son application donne lieu à un abondant contentieux. Au ministère français des transports, on se déclare « très préoccupé » par la situation dans le golfe de Gascogne et par la multiplication des infractions. — P.C.

### ACCORD DÉFINITIF ENTRE INTERTECHNIQUE ET LOGABAX

Les conditions définitives du rachat par Intertech de la société Logabax ont été arrêtées le mercredi 11 juin. Les comités centraux d'entreprise de ces deux sociétés de mini-informatique sont convoqués pour les prochains jours, afin d'être informés des modalités de l'opération.

Le montage juridique et financier est dans ses grandes lignes conforme à l'accord de principe qui avait été conclu entre les deux parties à la mi-mai (le Monde du 15 mai).

● Six cent cinquante emplois menacés dans une entreprise de Maine-et-Loire. — Le tribunal de commerce de Rennes a mis fin, mardi 10 juin, à la procédure de suspension provisoire des poursuites judiciaires depuis le 12 février, la société Artan (fabrication de meubles rustiques et modernes), dont le siège social est à Mazières-en-Mauges (Maine-et-Loire) et qui emploie six cent cinquante personnes. La société Gaudier du Boupère (Vendée), premier fabricant européen de chambres d'enfants, qui était engagée, fin avril, à acheter la moitié du capital social de la société Artan, est revenue sur cet engagement. Des lors, le plan de redressement proposé pour la société Artan, est apparu au tribunal « non suffisamment crédible et sérieux pour pouvoir être admis ». — (Corresp.)

● Une nouvelle interview de Jean-Paul II. — Dans une interview accordée à l'Observateur Romano du 12 juin, et à Radio-Vatican, Jean-Paul II a affirmé que son voyage en France était non seulement « important », mais « crucial ». Il a dit le prix qu'il avait attaché à sa rencontre à Saint-Denis avec les milieux ouvriers : « J'ai été ouvrier pendant quatre ans de ma vie, à-t-il précisé, j'ai une grande confiance dans l'honnêteté, dans la capacité des ouvriers de comprendre les grands principes et les valeurs morales ».

● Mille d'herbes pure ont été saisis jeudi 12 juin à Paris. Trois trafiquants internationaux et un intermédiaire français, Francis Arnould, vingt-deux ans, serveur dans une discothèque, ont été arrêtés. L'herbe saisi serait représentée soixante mille doses, soit près de 2 millions de francs. Sam Lee, trente-quatre ans, et Kwan Lam, vingt ans, tous deux de Hongkong et de nationalité britannique, Tuck Kum, vingt-huit ans, de nationalité malaisienne, ont été cités vendredi au parquet, ainsi que Francis Arnould.

## Au Cambodge

### UNE EMBUSCADE DES KHMERS ROUGES AU NORD DE PHNOM-PENH AURAIT FAIT DE NOMBREUX MORTS

Phnom-Penh (U.P.I.). — Les Khmers rouges ont organisé, mardi 10 juin, une embuscade contre un train bondé de voyageurs, près de Stok-Ek-Romay, à environ 70 kilomètres au nord-ouest de Phnom-Penh. Selon des rescapés, cette attaque, la plus spectaculaire menée depuis plusieurs mois par les rebelles hostiles au régime prôletarien, aurait fait entre cent cinquante et deux cents morts. Quelques deux cents blessés ont été transportés dans des hôpitaux de la capitale.

Le train venait de la frontière thaïlandaise et ramenait vers Phnom-Penh des paysans, dont beaucoup étaient allés faire du marché noir dans l'ouest du pays. Les sources gouvernementales et les conseillers vietnamiens, interrogés sur cette attaque, l'ont qualifiée de « crime odieux ».

Selon des survivants, une dizaine de guérilleros auraient lancé des obus B-40 sur le convoi, atteignant la locomotive qui aurait pris feu immédiatement. Ils auraient ensuite tiré sur les voyageurs qui essayaient de fuir. Le commandement aurait déchargé devant l'arrivée de troupes gouvernementales et vietnamiennes.

## M. CARTER EST INVITÉ AU NICARAGUA POUR LE PREMIER ANNIVERSAIRE DE LA VICTOIRE SANDINISTE

Washington (A.F.P.). — L'invitation faite jeudi 12 juin au président Carter, par la Junta du Nicaragua, de se rendre aux cérémonies qui marqueront à Managua le premier anniversaire de la prise de pouvoir par les sandinistes, le 19 juillet prochain, place le « candidat » Carter devant un choix politique délicat, estime-t-on à Washington.

En acceptant M. Carter risque de renforcer les attaques de son principal rival républicain, M. Ronald Reagan, qui accuse déjà de « favoriser le communisme ». Les États-Unis pourraient toutefois envoyer à ces cérémonies une délégation de très haut niveau si l'invitation était officiellement confirmée.

On croit savoir encore que parmi les personnalités invitées figurent plusieurs présidents, MM. José Lopez Portillo (Mexique), Luis Herrera Campins (Venezuela), Rodrigo Carazo (Costa-Rica) et Fidel Castro (Cuba), ainsi que le président du comité exécutif de l'Organisation pour la libération de la Palestine (O.L.P.), M. Yasser Arafat.



La politique bidon, la culture élitiste, la rigolade pour le peuple, la télédivison de la France c'est le système E.P.M.\*

**\*Et Puis Merde!**

**François de Closets**

**LE SYSTÈME**

**GRASSET**

## Après un accident mortel du travail UN PATRON EST CONDAMNÉ À DEUX MOIS DE PRISON SOUS LE RÉGIME DE LA SEMI-LIBERTÉ

Le tribunal correctionnel de Mulhouse a condamné, jeudi 13 juin, à deux mois d'emprisonnement sous le régime de la semi-liberté — libre dans la journée le condamné doit passer la nuit en prison — et 7 000 F d'amende, M. Jean Schneider, âgé de quarante-cinq ans, patron d'une entreprise de construction, reconnu responsable d'un accident mortel du travail. M. Schneider a fait appel de ce jugement dont l'exécution est suspendue.

Le 3 août 1978 à Mulhouse (Haut-Rhin), lors de travaux dans le réservoir d'un château

d'eau, un ouvrier s'était évanoui sous l'effet de vapeurs toxiques. Deux de ses camarades tentant de le hisser hors du réservoir étaient tombés, l'un d'eux se tuant. L'enquête révéla que la ventilation du réservoir était déficiente et que les masques des ouvriers, peu efficaces, étaient rarement utilisés.

En 1978, M. Schneider avait déjà été condamné après un accident mortel du travail à une peine d'emprisonnement sur sursis. Jeudi, le représentant du ministère public avait demandé la révocation de ce sursis.

**SOLDES D'ÉTÉ**

DE VRAIES TROUVAILLES ET DES BONNES FAUTES!

**TISSUS «COUTURE»**

- Imprimés, cotons, soies, toiles, rayures, jerseys, tissus du soir, brochés, lamés, coupes, etc.
- Lainages de qualité, tweeds légers, carreaux, étamines, coupes, etc.
- TISSUS D'AMEUBLEMENT**
- Toiles et chintz, imprimés «décoration», velours, jacquards, passementeries, coupes et fins de séries.

**RODIN**

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

MATELAS - SOMMIERS - ENSEMBLES

**TRÉCA ÉPÉDA SIMMONS**

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

**CAPELOU**

DISTRIBUTEUR

Seule adresse de vente : 87 Av. de la République - PARIS 11 Métro Fargues - Parking assuré Tél. 357.48.35

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

**Mc Douglas Solde**

Blouson cuir 500  
Blouson aviateur 900

Prix d'été sur l'ensemble de la collection Hiver

Credit gratuit

155, Fg St-Honoré - 75008 Paris - 561.19.71  
20, rue Pierre Lescot - 75001 Paris - 236.15.48

Le plus grand choix de marques de Paris.

Les plus larges facilités de crédit.

Venez visiter notre exposition sur 5 étages entièrement rénovés.

Neuf et occasion. Location - vente - achat. Réparation - accord - transport.

**hamm**

Le piano... et toute la musique

135-139, rue de Rennes - Paris 75006 - Tél. 544.38.66

Parking près gare Montparnasse

**Irlande**

Vols spéciaux

PARIS - DUBLIN - PARIS

**780 f**

Tous les jours, de juin à septembre offers simples possibles : 390 f

\* pour étudiants de moins de 22 ans

et aussi :  
Tous les séjours et vacances en Irlande, au prix le plus bas, exemple :  
Une semaine à Dublin : 630 f  
Circuit d'une côte à l'autre : 810 f  
Une semaine de voile : 1185 f

Équipement : Séjours en famille, à la ferme, à l'hôtel, locations de voitures, voitures, bateau, etc...

**USIT**

6 RUE DE VAUGIRARD  
75006 Paris 329.85.00

la déclaration des Neuf s...

suscite des à Jérusalem

L'O.L.P. juge mais n...

Des sensib...

**AU JOUR LE JOUR**

**Les affaires du voisin**

Après la fin des déclarations...

Le 13 juin, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 14 juin, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 15 juin, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 16 juin, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 17 juin, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 18 juin, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 19 juin, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 20 juin, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 21 juin, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 22 juin, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 23 juin, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 24 juin, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 25 juin, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 26 juin, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 27 juin, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 28 juin, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 29 juin, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 30 juin, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 31 juin, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 1er juillet, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 2er juillet, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 3er juillet, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 4er juillet, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 5er juillet, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 6er juillet, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 7er juillet, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 8er juillet, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 9er juillet, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 10er juillet, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 11er juillet, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 12er juillet, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 13er juillet, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 14er juillet, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 15er juillet, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 16er juillet, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 17er juillet, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 18er juillet, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 19er juillet, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 20er juillet, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 21er juillet, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 22er juillet, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 23er juillet, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 24er juillet, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 25er juillet, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 26er juillet, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 27er juillet, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 28er juillet, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 29er juillet, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 30er juillet, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 31er juillet, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 1er août, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 2er août, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 3er août, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 4er août, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 5er août, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 6er août, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 7er août, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 8er août, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 9er août, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 10er août, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 11er août, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 12er août, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 13er août, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 14er août, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 15er août, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 16er août, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 17er août, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 18er août, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 19er août, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 20er août, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 21er août, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 22er août, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 23er août, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 24er août, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 25er août, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 26er août, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 27er août, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 28er août, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 29er août, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 30er août, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 31er août, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 1er septembre, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 2er septembre, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 3er septembre, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 4er septembre, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 5er septembre, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 6er septembre, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.

Le 7er septembre, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la banque de la rue de la Harpe. Le tribunal a condamné la banque à verser à ses créanciers la somme de 100 millions de francs.